

# 3.

## Distribution de produits et services financiers

---

- 3.1 Avis et communiqués
  - 3.2 Réglementation
  - 3.3 Autres consultations
  - 3.4 Retraits aux registres des représentants
  - 3.5 Modifications aux registres des inscrits
  - 3.6 Avis d'audiences
  - 3.7 Décisions administratives et disciplinaires
  - 3.8 Autres décisions
-

### 3.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

#### Avis de publication

#### **Avis 31-350 du personnel des ACVM : Indications sur la conformité et les obligations réglementaires des petites sociétés**

(Texte publié ci-dessous)

Canadian Securities  
AdministratorsAutorités canadiennes  
en valeurs mobilières

## Avis 31-350 du personnel des ACVM

### *Indications sur la conformité et les obligations réglementaires des petites sociétés*

**Le 18 mai 2017**

#### **Introduction**

Le personnel des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le **personnel des ACVM** ou **nous**) a effectué des examens de conformité des petites sociétés inscrites auprès des ACVM (les **petites sociétés** ou **les sociétés examinées**) dans une ou plusieurs des catégories suivantes : gestionnaire de fonds d'investissement, gestionnaire de portefeuille et courtier sur le marché dispensé. La plupart d'entre elles étaient des entreprises individuelles ou des sociétés ne comptant qu'une personne physique inscrite (soit dans une catégorie l'autorisant à agir comme courtier ou conseiller pour le compte de la société inscrite, soit, dans le cas d'un gestionnaire de fonds d'investissement, comme chef de la conformité).

#### **Objet**

La société inscrite doit établir, maintenir et appliquer des politiques et des procédures instaurant un système de contrôles et de supervision qui fournit l'assurance raisonnable que la société et les personnes physiques agissant pour elle gèrent prudemment les risques liés à son activité. Les ACVM trouvent des occasions de réduire le fardeau réglementaire de la conformité chaque fois que c'est possible, tout en tenant compte de leurs objectifs réglementaires. À l'issue des examens de conformité, le personnel des ACVM a conclu que des indications supplémentaires aideraient les petites sociétés à se conformer à leurs obligations réglementaires. Bien que le présent avis s'adresse à elles, il peut également être utile à d'autres personnes inscrites. Nous encourageons fortement les sociétés à utiliser le présent avis pour s'autoévaluer afin de renforcer leur conformité à la législation en valeurs mobilières. Nous continuerons de surveiller de près leur conformité dans ce domaine.

#### **Portée et méthode**

Du 1<sup>er</sup> octobre 2014 au 30 juin 2016, nous avons mené des examens de conformité auprès de 65 petites sociétés. Nous avons évalué leur conformité aux dispositions de la législation en valeurs mobilières applicable, dont le *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites* (le **Règlement 31-103**) et l'instruction générale connexe (l'**Instruction générale 31-103**).

#### **Sommaire des résultats**

Le tableau ci-dessous indique les lacunes courantes relevées pendant nos examens de conformité dans les trois catégories d'inscription ainsi que le pourcentage de petites sociétés concernées.

1.	Plan relatif aux interruptions d'activité significatives et planification de la relève – inadéquats ou manquants (35 %)
----	---

-2-

2.	Systèmes de surveillance (c'est-à-dire politiques et procédures écrites inadéquates (71 %), dossiers incomplets (25 %), documents de commercialisation inadéquats (15 %))
3.	Rapport annuel du chef de la conformité – inadéquat ou manquant (29 %)
4.	États financiers intermédiaires et principes comptables – méthode comptable incorrecte et procédures insuffisantes (15 %)
5.	Excédent du fonds de roulement inadéquat (9 %)
6.	Information sur la relation inadéquate (63 %)
7.	Collecte des renseignements sur le client ou documentation connexe inadéquates (54 %)
8.	Relevés des clients non transmis ou inadéquats (45 %)
9.	Documents à déposer auprès des autorités en valeurs mobilières inadéquats ou manquants (34 %)

### Problématiques et indications

Le présent avis fournit des précisions et des indications sur certaines lacunes relevées pendant nos examens. En particulier, nous avons remarqué que les petites sociétés peuvent être à risque de ne pas remplir les obligations prévues par la législation en valeurs mobilières applicable si elles n'ont pas *i*) de plan global pour répondre aux enjeux que posent les interruptions d'activité significatives et la planification de la relève, *ii*) de systèmes de surveillance raisonnablement susceptibles de détecter les problèmes de non-conformité à un stade précoce ni *iii*) de systèmes de supervision permettant à la société de redresser rapidement toute conduite non conforme. Les autres constatations qui ressortent de nos examens sont présentées ci-après.

#### 1. Interruptions d'activité significatives et planification de la relève

Les petites sociétés sont souvent exploitées par une seule personne physique inscrite qui s'occupe aussi de servir les clients. Cette situation est préoccupante du fait que ces derniers pourraient subir les conséquences du décès, de l'incapacité ou de l'absence temporaire prolongée de cette personne. Par exemple, si l'unique représentant-conseil d'un gestionnaire de portefeuille n'est plus en mesure de remplir les fonctions pour lesquelles il est inscrit, la société ne peut plus gérer les portefeuilles des clients, à moins de pouvoir inscrire un autre représentant-conseil. Les clients pourraient également devoir se tourner vers une autre société pour gérer leur portefeuille.

Dans la plupart des cas d'interruption d'activité, un délai s'écoule pendant lequel les portefeuilles des clients ne sont pas gérés, ce qui pourrait être un grave problème pour ceux qui doivent générer des revenus pour combler leurs besoins de liquidités (par exemple, en vendant des titres). Les portefeuilles courent également plus de risques, surtout en période de volatilité

-3-

des marchés. Par conséquent, la planification de la continuité d'activité est particulièrement importante pour les petites sociétés qui gèrent les portefeuilles de clients. Nous préconisons que leur plan traite expressément des interruptions d'activité significatives, en insistant sur la perte des principaux membres du personnel et sur la relève.

En prévoyant les étapes de la planification de la relève dans leur plan de continuité d'activité écrit, les sociétés peuvent atténuer les interruptions significatives qui risquent de compromettre leur capacité de servir leurs clients, y réagir et reprendre leur activité. En vertu de l'article 11.1 du Règlement 31-103, les sociétés sont tenues d'établir, de maintenir et d'appliquer des politiques et des procédures instaurant un système de contrôles et de supervision capable d'assurer la conformité à la législation en valeurs mobilières et de gérer les risques liés à leur activité conformément aux pratiques commerciales prudentes. L'article 11.1 de l'Instruction générale 31-103 indique qu'un système de conformité acceptable comprend des contrôles internes pour gérer les risques auxquels les activités sont exposées, notamment les risques découlant des interruptions d'activité.

Pour gérer les risques découlant des interruptions d'activité, les petites sociétés devraient envisager *i)* d'établir un plan de continuité d'activité qui convienne à leur taille et à leur modèle d'affaires, *ii)* de désigner une personne physique pour l'exécuter (le **responsable du plan de continuité d'activité** ou le **responsable**) et *iii)* de l'examiner annuellement.

Les sociétés devraient envisager d'inclure les éléments suivants dans le plan de continuité d'activité en fonction de leur modèle d'affaires :

- des procédures permettant d'atténuer les interruptions d'activité et les autres types de perturbations des activités quotidiennes de la société, d'y réagir et de reprendre l'activité;
- les modes de communication avec les clients, les principaux membres du personnel, les tiers fournisseurs de services et les autorités de réglementation (par exemple, une autre façon de communiquer);
- des procédures de protection, de copie et de récupération des dossiers de la société (par exemple, en cas de cyberincident ou de catastrophe naturelle);
- la procédure de réinstallation des bureaux de la société en cas de perte temporaire ou permanente de son siège ou de son établissement principal;
- des procédures de reprise ou de liquidation de la société (par exemple, l'attribution de fonctions à des personnes clés) en cas de décès, d'incapacité ou d'absence temporaire prolongée de l'unique personne physique inscrite;
- le nom de la personne chargée d'aviser les autorités de réglementation en cas de décès, d'incapacité ou d'absence temporaire prolongée de l'unique personne physique inscrite;
- l'information que les clients ont besoin de savoir au sujet du plan de continuité d'activité pour qu'il soit adéquatement exécuté (par exemple, le nom et les coordonnées du responsable du plan de continuité d'activité et des explications sur la façon dont ils peuvent accéder à leurs actifs en cas de perte des principaux membres du personnel ou le

-4-

nom et les coordonnées du gestionnaire des relations avec la clientèle du dépositaire des actifs);

- la formation des employés, notamment sur leurs fonctions en cas de mise en œuvre du plan de continuité d'activité;
- la fréquence de la mise à jour du plan de continuité d'activité et de l'évaluation de son efficacité;
- la méthode d'évaluation de la qualité du plan de continuité d'activité des fournisseurs de services de la société.

Les petites sociétés exploitées par une seule personne physique et dépourvues de tout autre personnel administratif ou de soutien pourraient avoir à désigner un responsable externe, comme un conjoint, un parent, un avocat ou une autre personne inscrite. Lorsqu'elles sélectionnent cette personne, elles devraient tenir compte de sa capacité d'assumer ces responsabilités dans les circonstances potentiellement délicates qui entraînent la mise en œuvre du plan de continuité d'activité (par exemple, le conjoint ou le parent pourrait ne pas être en mesure de s'acquitter de ses fonctions, qui ne nécessitent pas l'inscription, en vertu du plan). Elles peuvent aussi désigner un responsable suppléant, par exemple en cas de décès ou d'incapacité du conjoint de l'unique personne physique inscrite qui avait été désigné responsable.

Dans certaines situations, une dispense peut être accordée pour aider à mettre en œuvre le plan de continuité d'activité. Par exemple, nous sommes disposés à évaluer au cas par cas et de manière accélérée les demandes de dispense de l'application de l'article 4.1 du Règlement 31-103 si une restriction en matière d'emploi auprès d'une autre société inscrite s'applique. Compte tenu des conséquences potentiellement néfastes et immédiates pour les clients, une interruption d'activité significative due au décès, à l'incapacité ou à l'absence temporaire prolongée de l'unique personne physique inscrite serait probablement une raison commerciale valable pour que le responsable du plan de continuité des activités soit inscrit auprès de plusieurs sociétés inscrites.

Il serait prudent de la part de la petite société qui retient les services d'un responsable externe de s'assurer de ce qui suit en fonction de son modèle d'affaires :

- elle conclut une entente écrite, de sorte que le responsable comprenne ses responsabilités;
- le responsable connaît le plan de continuité d'activité;
- le responsable connaît suffisamment les activités de la société pour être en mesure de la liquider de manière appropriée, de la gérer temporairement ou de faciliter le transfert des comptes de clients;
- elle conclut une entente de confidentialité si le responsable doit avoir accès aux renseignements confidentiels des clients, et obtient au préalable l'autorisation de ceux-ci de les communiquer (par exemple, dans l'information sur la relation);

-5-

- elle prend en considération les conflits d'intérêts entre elle et le responsable, s'il s'agit d'une autre personne inscrite (par exemple, celui-ci pourrait gérer les clients de deux sociétés en cas d'absence temporaire);
- le responsable comprend la législation en valeurs mobilières et a conscience des coûts (par exemple, les coûts de dépôt d'une demande de dispense).

## 2. Systèmes de surveillance

Les ressources des petites sociétés peuvent être limitées, ce qui rend difficile, voire impossible, de séparer les fonctions. Compte tenu de ces défis, il est important qu'elles se dotent de pratiques et de contrôles adéquats en matière de documentation pour justifier de leur conformité. Toutes les sociétés doivent tenir des dossiers pour consigner avec exactitude leurs activités commerciales, leurs affaires financières et les opérations de leurs clients, et justifier de leur respect des dispositions applicables de la législation en valeurs mobilières. En outre, elles doivent établir, maintenir et appliquer des politiques et des procédures instaurant un système de contrôle et de supervision capable de remplir les fonctions suivantes :

- i) fournir l'assurance raisonnable qu'elles et les personnes physiques agissant pour leur compte se conforment à la législation en valeurs mobilières;
- ii) gérer les risques liés à leur activité conformément aux pratiques commerciales prudentes.

Certaines sociétés examinées qui emploient du personnel non inscrit (dont des analystes de recherche, des gestionnaires des relations avec la clientèle et du personnel administratif ou de soutien) n'ont pas établi, maintenu et appliqué de politiques et de procédures instaurant un tel système de contrôle et de supervision.

Nous encourageons les petites sociétés à employer du personnel non inscrit ou à utiliser des solutions technologiques pour effectuer des procédures de vérifications supplémentaires. Le personnel non inscrit peut, entre autres, faire de la correction d'épreuves, vérifier les calculs et s'assurer que les représentants-conseils ou représentants de courtier inscrits ont rempli les formulaires « connaissance du client » et les autres formulaires pertinents. Dans certains cas, les sociétés peuvent aussi juger utile d'employer des logiciels ou d'autres outils pour s'assurer de l'exactitude de leurs données (par exemple, lorsqu'elles calculent la valeur liquidative ou les remboursements de capital).

Nous rappelons aux petites sociétés qu'à mesure que leurs activités se développent, elles devraient considérer les fonctions et responsabilités de chaque personne physique et demander à inscrire celles qui sont tenues de l'être en vertu de la législation en valeurs mobilières (à titre de représentant-conseils adjoint ou de représentants de courtier, notamment).

### Dossiers

Le personnel des ACVM a constaté que, bien souvent, les sociétés examinées ne tenaient pas de dossiers internes pour justifier du contrôle diligent nécessaire dans le cadre de leurs activités commerciales. Par exemple, elles n'avaient pas, selon le cas :

- consigné les décisions d'investissement;

-6-

- établi et maintenu des ordres et des registres des opérations;
- consigné l'examen et l'approbation des documents de commercialisation;
- conservé les contrats signés avec les fournisseurs de services;
- conservé les conventions de souscription signées entre leurs clients et les émetteurs;
- tenu de dossiers pour justifier du rapprochement des positions des clients et des dossiers des dépositaires.

Nombre de sociétés examinées ne tenaient pas de dossiers adéquats pour justifier de leur respect de la législation en valeurs mobilières et de leurs propres politiques et procédures.

Bien que les sociétés puissent se servir des dossiers d'autres parties (tels les dépositaires) pour rapprocher les leurs, il incombe aux personnes inscrites de tenir des dossiers distincts.

#### Politiques et procédures écrites

Le personnel des ACVM a constaté que les petites examinées étaient souvent dépourvues de politiques et de procédures adéquates. Celles qui sont inscrites dans plusieurs catégories devraient notamment se doter de politiques et de procédures régissant toutes les fonctions clés de chacune d'entre elles. Par exemple, les gestionnaires de fonds d'investissement devraient disposer de politiques et de procédures relatives aux activités principales de cette catégorie (c'est-à-dire, comptabilité des fonds, agent des transferts et comptabilité fiduciaire). Si ces fonctions sont exécutées par des tiers fournisseurs de services, les sociétés devraient se doter de procédures de surveillance écrites et documenter la qualité de l'exécution.

Le personnel des ACVM a constaté que nombre de sociétés examinées n'avaient pas de politiques et de procédures relatives aux opérations personnelles. En particulier, elles n'avaient aucune documentation sur un processus ou un examen permettant de s'assurer que les clients sont traités équitablement ni aucune preuve de l'existence d'un tel processus ou examen. Or toutes les personnes inscrites doivent se doter de politiques et de procédures pour gérer les conflits d'intérêts découlant notamment des opérations personnelles.

### **3. Rapport annuel du chef de la conformité**

Le chef de la conformité doit évaluer de manière générale la structure de conformité et les contrôles internes de sa société au moins une fois par an. Quand il ne rédige pas de rapport annuel de conformité ou présente un rapport de pure forme qui conclut que sa société se conforme à la législation en valeurs mobilières sans préciser les fondements de cette conclusion, on peut se poser des questions sur la qualité du système de conformité de sa société et se demander s'il s'acquitte convenablement de ses responsabilités.

Nous suggérons que le chef de la conformité indique dans le rapport les étapes de l'évaluation, les résultats de celle-ci (y compris les cas notables de non-conformité qui risquent de causer préjudice aux clients ou aux marchés des capitaux) et les correctifs qui ont été apportés ou le seront. Le chef de la conformité d'une petite société peut s'acquitter de l'obligation de produire un rapport annuel en documentant cette évaluation dans les procès-verbaux du conseil d'administration.



-7-

#### 4. États financiers intermédiaires et principes comptables

Les états financiers de toutes les sociétés, y compris les petites, peuvent présenter des lacunes. Il en va de même de leur utilisation des principes comptables ou de leur calcul de l'excédent du fonds de roulement. Nous estimons que les indications ci-dessous les aideront à renforcer leurs politiques et leurs procédures dans ce domaine et à améliorer globalement leur conformité à la législation en valeurs mobilières.

Les sociétés devraient se doter de politiques et de procédures financières écrites qui précisent le rôle des personnes responsables. Par exemple, celles qui externalisent ou confient à leur personnel les fonctions de comptabilité devraient instaurer des procédures précisant la personne chargée d'établir les documents financiers et de faire les calculs, la méthode de calcul, la personne chargée d'examiner et d'approuver les calculs et les résultats, ainsi que les étapes à suivre. Les sociétés n'employant qu'une personne physique devraient au moins se doter de procédures précisant le moment de l'établissement et la nature des documents financiers.

Le personnel des ACVM a constaté que certaines sociétés examinées utilisaient la méthode de comptabilité de trésorerie au lieu de la méthode de la comptabilité d'engagement. Ainsi, elles ne comptabilisaient pas les produits au fur et à mesure, mais attendaient de toucher l'argent. De même, elles ne comptabilisaient pas les charges au fur et à mesure, mais attendaient de faire les paiements. Si par exemple des frais juridiques ont été engagés, mais que la facture n'a pas été reçue, le montant prévu devrait être comptabilisé pendant le mois en cause et non au moment de la réception de la facture.

Les sociétés doivent établir leurs états financiers conformément aux « principes comptables » applicables (au sens du *Règlement 52-107 sur les principes comptables et les normes d'audit acceptables*) pour que le calcul du fonds de roulement rende correctement compte de la situation du capital.

Les sociétés devraient consulter les indications fournies dans les dispositions suivantes :

- articles 12.10 et 12.11 de l'Instruction générale 31-103;
- article 2.7 de l'*Instruction générale relative au Règlement 52-107 sur les principes comptables et les normes d'audit acceptables*.

#### 5. Excédent du fonds de roulement inadéquat

Les sociétés doivent remplir correctement le formulaire prévu à l'Annexe 31-103A1, *Calcul de l'excédent du fonds de roulement* (le **formulaire**) pour s'assurer que ce calcul est exact en permanence. Certaines sociétés examinées avaient un excédent du fonds de roulement inadéquat pendant la période visée par nos examens de conformité. Elles faisaient souvent les calculs à une fréquence insuffisante et, en conséquence, ne connaissaient pas la situation de leur fonds de roulement en tout temps. Comme elles maintenaient généralement un excédent symbolique, les charges à payer ont entraîné une insuffisance de fonds de roulement. Les sociétés dans cette situation peuvent avoir à calculer leur excédent du fonds de roulement plus fréquemment, par exemple quotidiennement ou hebdomadairement.

Certaines sociétés qui ne tenaient pas de comptabilité n'étaient en mesure de connaître la situation de leur fonds de roulement que lors de l'audit annuel. Compte tenu de l'absence de

-8-

documents, le personnel des ACVM n'a pas pu déterminer si ces sociétés appliquaient le bon traitement comptable.

Le personnel des ACVM a également constaté que certaines sociétés ne suivaient pas les instructions du formulaire. Par exemple, une société détenant des investissements n'a pas fait la bonne déduction pour le risque de marché prévue à la ligne 9. D'autres sociétés n'ont pas transmis en temps opportun à l'autorité principale les conventions de subordination relatives à la dette à l'endroit de parties liées qui était exclue du calcul de l'excédent du fonds de roulement. Des indications sur la bonne façon de remplir le formulaire sont fournies aux articles 12.1 et 12.2 de l'Instruction générale 31-103.

Enfin, les sociétés devraient se doter de procédures indiquant la personne chargée de rectifier toute insuffisance de fonds de roulement et la façon de la déclarer à l'autorité de réglementation compétente dans les plus brefs délais.

### **Indications supplémentaires**

Le présent avis donne des indications sur les lacunes qui, selon nous, peuvent présenter des défis particuliers pour les petites sociétés. Nous invitons aussi les sociétés à consulter les indications suivantes sur les autres lacunes courantes que nous avons relevées au cours de nos examens de conformité :

- Avis 31-336 du personnel des ACVM, *Indications à l'intention des gestionnaires de portefeuille, des courtiers sur le marché dispensé et des autres personnes inscrites au sujet des obligations de connaissance du client, de connaissance du produit et d'évaluation de la convenance au client;*
- Avis 31-334 du personnel des ACVM, *Examen par les ACVM des pratiques en matière d'information sur la relation;*
- article 14.14 de l'Instruction générale 31-103;
- Avis 31-347 du personnel des ACVM, *Indications à l'intention des gestionnaires de portefeuille sur les ententes de services conclues avec des courtiers membres de l'OCRCVM;*
- *Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription;*
- article 11.9 ou 11.10 du Règlement 31-103;
- article 13.4 de l'Instruction générale 31-103, sous la rubrique *Personnes physiques exerçant des activités professionnelles externes;*
- Avis 31-325 du personnel des ACVM, *Pratiques de commercialisation des gestionnaires de portefeuille.*

### **Conclusion**

Nous encourageons toutes les sociétés, y compris les petites, à respecter, voire à surpasser, les meilleures pratiques du secteur pour se conformer à leurs obligations réglementaires et à se doter

-9-

de politiques, de procédures et de systèmes qui conviennent à leur taille et à leur modèle d'affaires. Les ACVM continueront d'examiner et d'évaluer leur conformité à la législation en valeurs mobilières. Les sociétés peuvent se tenir informées de l'évolution de la réglementation en consultant les avis et publications du personnel, en participant aux séances d'information organisées par les membres des ACVM et en s'abonnant aux infolettres de ces derniers.

### Questions

Pour toute question, veuillez vous adresser à l'une des personnes suivantes :

Éric Jacob  
Directeur principal de l'inspection  
Autorité des marchés financiers  
514 395-0337, poste 4741  
[eric.jacob@lautorite.qc.ca](mailto:eric.jacob@lautorite.qc.ca)

Curtis Brezinski  
Compliance Auditor, Capital Markets, Securities Division  
Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan  
306 787-5876  
[curtis.brezinski@gov.sk.ca](mailto:curtis.brezinski@gov.sk.ca)

Angela Duong  
Compliance Auditor  
Commission des valeurs mobilières du Manitoba  
204 945-8973  
[angela.duong@gov.mb.ca](mailto:angela.duong@gov.mb.ca)

Reid Høglund  
Regulatory Analyst  
Alberta Securities Commission  
403 297-2991  
[reid.hoglund@asc.ca](mailto:reid.hoglund@asc.ca)

To-Linh Huynh  
Analyste principale  
Commission des services financiers et des services  
aux consommateurs (Nouveau-Brunswick)  
506 643-7856  
[to-linh.huynh@fcnb.ca](mailto:to-linh.huynh@fcnb.ca)

Jonathan Lee  
Senior Compliance Analyst  
British Columbia Securities Commission  
604 899-6670  
[Jclee@bcsc.bc.ca](mailto:Jclee@bcsc.bc.ca)

-10-

Janice Leung  
Manager, Adviser/IFM Compliance  
British Columbia Securities Commission  
604 899-6752  
[jleung@bcsc.bc.ca](mailto:jleung@bcsc.bc.ca)

Susan Pawelek  
Accountant  
Compliance and Registrant Regulation  
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
416 593-3680  
[spawelek@osc.gov.on.ca](mailto:spawelek@osc.gov.on.ca)

Chris Pottie  
Manager, Compliance and SRO Oversight  
Policy and Market Regulation Branch  
Nova Scotia Securities Commission  
902 424-5393  
[chris.pottie@novascotia.ca](mailto:chris.pottie@novascotia.ca)

Kat Szybiak  
Senior Legal Counsel  
Compliance and Registrant Regulation  
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
416 593-3686  
[kszybiak@osc.gov.on.ca](mailto:kszybiak@osc.gov.on.ca)

Craig Whalen  
Manager of Licensing, Registration and Compliance  
Office of the Superintendent of Securities  
Terre-Neuve-et-Labrador  
709 729-5661  
[cwhalen@gov.nl.ca](mailto:cwhalen@gov.nl.ca)

### 3.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

### 3.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

## 3.4 RETRAITS AUX REGISTRES DES REPRÉSENTANTS

## Courtiers

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
ABDELAZIZ	MERZOUKA	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-28
ABDELMAWGOUD	AHMED ATEF ABDE	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2017-04-21
ADDONA	ALEXIA	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2017-05-01
AHDDAR	SI MOHAMMED	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-05-08
ALCOLOUMBRE	LIONEL	GESTION DE CAPITAL LIONGUARD	2017-04-19
ALLARD	ISABELLE	PLACEMENTS SCOTIA INC.	2017-04-21
ARGIRO	MARIA	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2017-04-28
ASTROU	RÉGIS	PLACEMENTS FINANCIERE SUN LIFE (CANADA) INC.	2017-04-30
AUBERTIN	LYNN	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-28
B. THERRIEN	JONATHAN	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-05-07
BANVILLE	HÉLÈNE	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-28
BARILLARO	MYRIAM	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2017-04-17
BAYARD	CARLE	HEXAVEST INC.	2017-04-17
BEAN	MARSHA	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-04-28
BEAULIEU	MELANIE	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-04-30
BEAUPRÉ	LINE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-27
BEDIKIAN	PIERRE	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2017-05-01
BÉLANGER	ÉTIENNE	DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE INVESTISSEMENTS INC.	2017-04-13
BELISLE	MÉLANIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-25
BENSIMON	JOSEPH	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2017-05-08
BERGERON	FREDERIQUE	PLACEMENTS CIBC INC.	2017-05-01
BERGERON-TALBOT	FRANCIS	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-04-28
BERNIER	YANNICK	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-27
BLAIS	VALÉRIE	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2017-04-24

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
BLAIS	NANCY	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-05-01
BLANCHETTE	ÉLISE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-04-27
BLAQUIÈRE	CORINNE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-04-21
BONDU	WILLIAM	INVESTIA SERVICES FINANCIERS INC.	2017-05-05
BOUCHARD	RENÉE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-27
BOUCHARD	DIANE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-28
BOUDREAU	ROBERT	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-04-16
BOUDREAU- BRASSARD	STÉPHANIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-28
BOURCIER	JONATHAN MICHAEL	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2017-05-01
BOURGELAS	KARINE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-28
CAFAGNO	ADAMO	PLACEMENTS MANUVIE SERVICES D'INVESTISSEMENT INC.	2017-04-21
CAISSY	JONATHAN	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2017-04-04
CAMPEAU- HUNZIKER	BENOIT	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-04-27
CAO	CHRISTINE	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2017-05-05
CARNRITE	JENNIFER- ANN	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2017-05-03
CHADJOU YOUSSE	VALERIE	PLACEMENTS FINANCIERE SUN LIFE (CANADA) INC.	2017-04-18
CHEMALI	ROGER	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2017-05-01
CHOW	YUEN YING	FONDS D'INVESTISSEMENT HSBC (CANADA) INC.	2017-05-01
CHRÉTIEN	ANDRÉ	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-04-28
CIVIL	MATS NASLUND	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2017-04-27
CLUSIAU	FRANÇOIS	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-28
COLOCCIA	MICHELINA	PLACEMENTS CIBC INC.	2017-04-21
CONCHA JELDES	GRISSELLE ANDREA	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-28
CÔTÉ	NANCY	DESJARDINS CABINET DE SERVICES	2017-05-05



Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
		FINANCIERS INC.	
COULOMBE	ERIC	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-05-03
COUTURE	CRISTINE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-29
CROFT	SYLVAIN	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-04-21
DACKAM	MANUELLA	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-14
D'ANGELO	STEFANO	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2017-05-08
D'AOUST	VINCENT	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2017-04-25
DARWISH	GHADA	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2017-04-19
DATTOLI	RAFFAELLA	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2017-04-24
DAUNAIS	JULIE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-04-28
DAWOD	EDDY	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2017-04-24
DEMERS	MARGUERITE -ANNE	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-04-27
DÉPÔT	JULIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-21
DESLAURIERS	FÉLIX	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-04-27
DESMARTEAU	RAYMOND	GESTION UNIVERSITAS INC.	2017-04-28
DI LORETO	GAETANO	PLACEMENTS MANUVIE SERVICES D'INVESTISSEMENT INC.	2017-04-26
DIAKHOUMPA	ABDOU BA	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2017-05-04
DILLINGHAM	DIANA	PLACEMENTS CIBC INC.	2017-04-24
DINE	IMANE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-04-21
DOYLE	GUYLAINE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-30
DUBE	EMMANUELLE	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2017-04-21
DUBOIS	JESSICA	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-21
DUCEPPE	FRANCIS	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-05-05
DUFOUR	AUDREY	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2017-05-05
DUMAIS	DANNY	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-21

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
DUVAL	LOUISE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-19
EATON	JONATHAN	PLACEMENTS FINANCIERE SUN LIFE (CANADA) INC.	2017-04-28
EL KOSTALI	HOUDA	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-04-28
ETHIER	ISABELLE	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-28
FAYE	MAMADOU LAMINE	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2016-01-15
FOURNIER	SYLVIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-28
FOURNIER	MIRELE	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-28
FOURNIER	JOHANNE	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-28
FRADET	ANNY	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-28
FRASER	MANON	PLACEMENTS FINANCIERE SUN LIFE (CANADA) INC.	2017-05-03
FRENETTE	CHANTAL	PLACEMENTS CIBC INC.	2017-04-21
GAUDREAU	MARIE-HÉLÈNE	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-04-28
GAUTHIER	JESSY	INVESTIA SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-30
GERONTZOS	ARGYRIS	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2017-05-08
GERVAIS	XAVIER	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-05-01
GLAZERMAN	SAMUEL	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2017-04-29
GRATTON	DIANNE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-21
GRÉGOIRE	MANON	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-28
GRENIER	GINETTE	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-28
GRENON	NANCY	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-25
GRISE	GERALD	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-04-28
GROLEAU	PASCAL	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-04-28
HADJI	FATIMA	PLACEMENTS FINANCIERE SUN LIFE (CANADA) INC.	2017-04-28
HANNA	MARIO	FONDS D'INVESTISSEMENT HSBC (CANADA) INC.	2017-04-28
HASSANI	JASMINE	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-04-24

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
HAWEY	ODETTE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-21
HEMRAJ	ALI-KHAN	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-28
HODONOU	DAGBE JOEL CHRISTIAN	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2014-04-20
IHADADENE	DJEDJIGA	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-28
JACQUES	LOUISE	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-04-28
JOMPHE	REGINE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-28
JULIEN	LOUISE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-04-28
JULIEN	DANIELLE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-05-01
KANG	XI AO	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2017-04-24
KHALIL	SIHAM	PLACEMENTS SCOTIA INC.	2017-04-21
KHAMOU	IMENE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-05-08
KHANDAKER	MN PRINON	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2017-04-19
KILGOUR	DEBORAH ANNE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-04-28
KOROVILLOS	HELEN	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2017-04-24
KYRES	CONSTANTIN OS	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-05-04
LABELLE	PIERRE	PLACEMENTS SCOTIA INC.	2017-05-01
LABERGE	CHARLES	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2017-04-27
LACASSE	MARTIN	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-04-14
LALANDE-DANSEREAU	THIERRY	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-04-28
LAMBERT	ELISE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-05-01
LANDRY	SUZANNE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-28
LANDRY	SAMUEL	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-05-05
LANDRY	MARIE EVE	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2017-05-01
LAVIGNE	MARTIN	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-04-28
LEBLANC	GINETTE	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2017-05-01
LECLERC	JOSÉE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES	2017-05-05

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
		FINANCIERS INC.	
LEDUC	NICOLAS	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-05-05
LEFEBVRE	ISABELLE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-05-01
LEGAULT	PATRICE	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-04-28
LEMAY	GINETTE	EXCEL PRIVATE WEALTH INC.	2017-04-26
LEMELIN	MARIE-LYNE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-21
LÉTOURNEAU	YVES	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2016-12-31
MAILHOT	CINDY	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-05-05
MAISONNEUVE	LOUISE	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-28
MALTAIS-TREMBLAY	LAURENCE	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2017-05-05
MANDAVIA	SHAILESH	KNOWLEDGE FIRST FINANCIAL INC./LA PREMIERE FINANCIERE DU SAVOIR INC.	2017-05-01
MARCHAND	DANIEL	DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE INVESTISSEMENTS INC.	2017-05-05
MARCOTTE	JEAN-MICHEL	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-05-01
MAREUS	JONAS JUNIOR	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-03-31
MATEUS	FLAVIUS	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-04-24
MAVRIDIS	ANASTASIA	HUB CAPITAL INC. / CAPITAL HUB INC.	2017-04-30
MAYEU	OLIVIER	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2017-04-29
MCMILLAN	JOHANNE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-21
MECHTI	WAHIBA	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-28
MELNYK	YANA	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-03-20
MEUNIER	CLAIRE	PLACEMENTS CIBC INC.	2017-05-04
MICHELIN	CÉDRICK	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-04-26
MILLER	KARINE	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-28
MILLETTE	MÉLANIE	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2017-01-01
MOREL	MICHEL	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-04-27
MORIN-	GISÈLE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES	2017-04-28

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
LAROCQUE		FINANCIERS INC.	
MURRAY	STEVEN	CONSULTANTS C.S.T. INC.	2017-04-28
NAGY	PATRICIA	FONDS D'INVESTISSEMENT HSBC (CANADA) INC.	2017-04-27
NAVA	AMÉLIE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-04-27
NEHME	JENNIFER	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2017-05-01
OUNG	SAM ONN	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-04-21
PANNETON	LOUISE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-05-01
PELLETIER	MADELEINE	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-28
PERPERE	NICOLAS	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-21
PERRON	MAXIME	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-28
PICARD	WILLIAM	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2017-04-26
PIETTE	FRANCE	PLACEMENTS CIBC INC.	2017-04-24
PINARD	NICOLE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-28
PLOUFFE	MARC-ANDRE	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2017-05-01
PLOURDE	SARAH	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-05-05
POINT-DUJOUR	KENDY	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2017-04-26
POIRIER	DANNIK	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2017-04-28
POITRAS-BLOUIN	TOMEE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-28
POULIOT	LISE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-04-27
PRIVYK	MARIE-JOSÉE	D & A LABRECQUE CAPITAL INC	2017-04-27
RACINE	HÉLÈNE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-21
RANCOURT	ALAIN	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-04-26
RIVARD	GUY	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-28
ROCHFORT	CAROLINE	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-04-26
ROY	MARIE-	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS	2017-04-27

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
	HELENE	INC.	
SAIDI	HASSAN	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2017-04-25
SFANTOS	MARY	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-21
SIMARD	MICHELINE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-29
SINGH	MANNU	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2017-04-24
ST-GERMAIN	PHILIPPE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-21
SURIN	RONANTE	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-28
TARDIF	ALEXANDRA	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-28
TESSIER	SYLVIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-21
THIBAUT	JOSÉE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-24
TRIFIRO	PHILIP	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2017-04-24
TRINH	NANCY	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-04-21
TURMEL	SIMON	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-04-25
VERSCHURE	ANTHONIUS	PLACEMENTS FINANCIERE SUN LIFE (CANADA) INC.	2017-04-30
VIGER	LINE	PLACEMENTS CIBC INC.	2017-05-01
VIGNEAULT	GUYLAINE	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-28
YI	BAO YU	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2017-05-03
YOUWAKIM	MAYA	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2017-04-28
ZHANG	DINGYANG	FONDS D'INVESTISSEMENT HSBC (CANADA) INC.	2017-04-21

### Conseillers

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
BAYARD	CARLE	HEXAVEST INC.	2017-04-17

### Cabinets de services financiers

## Sans mode d'exercice

Liste des représentants qui ne sont plus autorisés à agir dans une ou plusieurs disciplines

Vous trouverez ci-dessous la liste des représentants dont au moins l'une des disciplines mentionnées à leur certificat de l'Autorité est sans mode d'exercice. Par conséquent, ces individus ne sont plus autorisés à exercer leurs activités dans la ou les disciplines mentionnées dans cette liste et ce, depuis la date qui y est indiquée.

Représentants ayant régularisé leur situation

Il se peut que certains représentants figurant sur cette liste aient régularisé leur situation depuis la date de sans mode d'exercice de leur droit de pratique pour la ou les disciplines mentionnées. En effet, certains pourraient avoir procédé à une demande de rattachement et avoir récupéré leur droit de pratique dans l'une ou l'autre de ces disciplines. Dans de tels cas, il est possible de vérifier ces renseignements auprès du agent du centre de renseignements au :

Québec : (418) 525-0337  
 Montréal : (514) 395-0337  
 Sans frais : 1 877 525-0337.

Veillez-vous référer à la légende suivante pour consulter la liste de représentants. Cette légende indique les disciplines et catégories identifiées de 1a à 6a, et les mentions spéciales, de C et E.

Disciplines et catégories de disciplines	Mentions spéciales
1a Assurance de personnes	C Courtage spécial
1b Assurance contre les accidents ou la maladie	E Expertise en règlement de sinistre à l'égard des polices souscrites par l'entremise du cabinet auquel il rattaché
2a Assurance collective de personnes	
2b Régime d'assurance collective	
2c Régime de rentes collectives	
3a Assurance de dommages (Agent)	
3b Assurance de dommages des particuliers (Agent)	
3c Assurance de dommages des entreprises (Agent)	
4a Assurance de dommages (Courtier)	
4b Assurance de dommages des particuliers (Courtier)	
4c Assurance de dommages des entreprises (Courtier)	
5a Expertise en règlement de sinistres	
5b Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des particuliers	
5c Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des entreprises	

## 6a Planification financière

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
100838	AUGER, CAROLE	3a	2017-05-16
105678	CADORET, LOUISE	4a	2017-05-11
115160	GAGNON-GOULET, MONIQUE	1a	2017-05-16
117750	LABELLE, PIERRE	6a	2017-05-11
119505	LARIVIÈRE, LAURENT	1a, 2a, 6a	2017-05-16
132298	THÉROUX, SERGE	3b	2017-05-15
150082	MAINVILLE, JULIE	3a	2017-05-10
152036	BADREDDINE, ABDELHADI	1a	2017-05-15
153048	LEMELIN, JOSÉE	1b	2017-05-11
153454	KING, ROBERT	6a	2017-05-15
156469	MASSON, CHANTAL	2b	2017-05-10
158443	CHARTIER, JOHANNE	4c	2017-05-15
165206	ROY, MARIE-JOSÉE	6a	2017-05-12
165421	SANMIGUEL, DANIEL	3a	2017-05-12
168919	LEVASSEUR, MARIE-CLAUDE	3b	2017-05-12
170757	LARIVIÈRE, DANIELLE	4b	2017-05-16
171664	JACQUES, MARIE-CHRISTINE	3b	2017-05-12
173573	CICCIU, ANTHONY RICHARD	3b	2017-05-16
174350	BOISVERT, SÉBASTIEN	1a	2017-05-15
177796	MALOUFI, M'HAMED	3b	2017-05-16
180550	GETZKOW, ROBERT	4c	2017-05-12
180703	PELLETIER, MÉLANIE	3a	2017-05-11
182806	JUNEAU-LAVALLÉE, SABRINA	3a	2017-05-16
186673	CORBEIL, GABRIELLE	1a	2017-05-15
186730	GOSSELIN, JEAN-FRANÇOIS	3b	2017-05-11
187610	ROBITAILLE, SARA	4a	2017-05-12
188795	BISSON, LINA	3a	2017-05-11
192182	CLOUTIER, GABRIELLE	1a, 6a	2017-05-15
193381	TAVARES BRUM, TANIA MARIA	3b	2017-05-12
195381	THÉRIAULT, MARIE-CLAUDE	4b	2017-05-11
195598	LAMOTHE, SHANEL	4b	2017-05-15
195689	BEGLEY, PATRICK	3a	2017-05-10



Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
197583	BLAY, MATHIEU	3b	2017-05-10
200616	CORBEIL, YOHANN	1a	2017-05-10
204720	DOROS, NICOLAE	1a	2017-05-15
204800	LAFORCE, MAUDE	1a	2017-05-11
204829	MAYRAND, CÉDRIC	1a	2017-05-15
205682	BOUCHARD, CINDY	1a	2017-05-15
205720	FORGUES, MELANIE	3b	2017-05-15
206242	HARVEY, MAXIME	2a	2017-05-11
207815	HANDS, CHANTAL	1a	2017-05-15
208326	PHOMASONE, HEIDY	1a	2017-05-11
208510	DEROME, CATHERINE	3b	2017-05-12
208612	HINCE, OLIVIER	1a	2017-05-15
208968	BOSSÉ, SAMUEL	4b	2017-05-15
208970	KOUKLAS, SABRINA	4b	2017-05-10
209284	FAUTEUX, AMELIA	5b	2017-05-16
209977	COTE, JULIE	1b	2017-05-11
210193	GONZALEZ SAAVEDRA, MARIA JOSE	4a	2017-05-15
210277	LAVOIE, KARINE	1a	2017-05-15
210419	GUAY, KEVIN	1a	2017-05-16
210553	MATTAR, ELIE	3b	2017-05-12
213581	TREMBLAY, SOPHIE	1a	2017-05-11
215029	LABERGE, JEAN-FRANCOIS	3b	2017-05-15
215067	GAUDREULT, CLAUDIE	1a	2017-05-10
215088	LAVOIE, VERONIQUE	1a	2017-05-15
215121	PETOSA, ITALO BRUNO	1a	2017-05-10
215177	POULIN-BELLISLE, MAXIME	3b	2017-05-15
215483	BRULE, ROSALIE	3b	2017-05-15
215661	PICHETTE, JONATHAN	4b	2017-05-12
215939	CARRIER, MYRIAME	4b	2017-05-16
216153	LACHANCE, LAURA	1b	2017-05-11
216182	PARADIS-LEVESQUE, STEVEN	3b	2017-05-16
216352	JOHNS, JODY	4c	2017-05-12
216361	QUACH, THI MINI	3b	2017-05-12
216742	DEBLOIS, GABRIEL	3b	2017-05-16
216847	GEORGIEV, KRISTIYAN	1a	2017-05-10

<b>Certificat</b>	<b>Nom, Prénom</b>	<b>Disciplines</b>	<b>Date de sans mode d'exercice</b>
216939	POULIN, MICHAEL	1a, 6a	2017-05-15
217189	LA MANNA-RAPOSO, SAMUEL	1b	2017-05-11
217231	CÔTÉ, SIMON-PIERRE	1a	2017-05-10
217778	CHENIER, MARIO	1b	2017-05-10
217987	ISERVE, JEAN MACKENDY	3b	2017-05-10
218010	CARON, YANICK	3b	2017-05-15
218050	RMEIH, FOUAD	1a	2017-05-15
218510	BOULET, LOUISE	3b	2017-05-12
218538	BEAUDOIN, ROXANNE	1b	2017-05-11
218552	NGANTCHOU, FRANCIS	3b	2017-05-12
218673	DUMAIS, BRENDA	1b	2017-05-11
218757	SAVARD, JUSTIN	1a	2017-05-15
218932	ZAGORULKO, RUSLAN	1a	2017-05-10

### 3.5 MODIFICATION AUX REGISTRES DES INSCRITS

#### 3.5.1 Les cessations de fonctions d'une personne physique autorisée, d'une personne désignée responsable, d'un chef de la conformité ou d'un dirigeant responsable

##### Courtiers

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date de cessation
INNOCAP INVESTMENT MANAGEMENT INC. / GESTION DE PLACEMENTS INNOCAP INC.	DAPOLIAS	KONSTANTINOS	2017-04-17
RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON CAPITAL INC.	DAVID	JEAN-PAUL	2017-04-22
SSQ, SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-VIE INC.	GENEST	PIERRE	2017-04-29

##### Conseillers

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date de cessation
INNOCAP INVESTMENT MANAGEMENT INC. / GESTION DE PLACEMENTS INNOCAP INC.	DAPOLIAS	KONSTANTINOS	2017-04-17

##### Gestionnaires

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date de cessation
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	MCKENNA	PATRICK J.	2017-05-01
INNOCAP INVESTMENT MANAGEMENT INC. / GESTION DE PLACEMENTS INNOCAP INC.	DAPOLIAS	KONSTANTINOS	2017-04-17

#### 3.5.2 Les cessations d'activités

##### Cabinets de services financiers

Inscription	Nom du cabinet ou du représentant autonome	Disciplines	Date de cessation
-------------	--	-------------	-------------------

Inscription	Nom du cabinet ou du représentant autonome	Disciplines	Date de cessation
502401	PECK COURTIER GROUPE & RENTE INC./PECK GROUP & ANNUITY BROKERS INC.	Assurance de personnes	2017-05-16
504283	LAURENT LARIVIÈRE	Assurance de personnes Assurance collective de personnes Planification financière	2017-05-16
504599	LES EXPERTS EN SINISTRE INTERPRO INC.	Expertise en règlement de sinistres	2017-05-15
505012	ASSURANCIA GROUPE TARDIF INC.	Assurance de personnes Assurance collective de personnes Assurance de dommages	2017-05-11
507453	ACTIPRIMA ASSURANCES ET SERVICES FINANCIERS INC.	Assurance de personnes Assurance collective de personnes Assurance de dommages Planification financière	2017-05-11
509467	NORMAND FAUCHER	Expertise en règlement de sinistres	2017-05-15
511055	JOHANNE LEFRANÇOIS	Assurance collective de personnes	2017-05-16
515355	RAVINDER PAL SINGH GULATI	Assurance de personnes	2017-05-10
600613	MAUDE LAFORCE	Assurance de personnes	2017-05-11
600723	GABRIELLE CLOUTIER	Assurance de personnes Planification financière	2017-05-15
601191	GESTION MAXIME TOUSIGNANT INC.	Assurance de personnes	2017-05-15
601778	LOUIS-ETIENNE POULIOT	Assurance de personnes	2017-05-12
601798	ALAIN LACHANCE	Assurance de personnes	2017-05-16
601853	MARIE-EVE BERNIER	Assurance de personnes	2017-05-16

### 3.5.3 Les ajouts concernant les personnes physiques autorisées, les personnes désignées responsables, d'un chef de la conformité ou d'un dirigeant responsable

Aucune information.

### 3.5.4 Les nouvelles inscriptions

#### Cabinets de services financiers

Inscription	Nom du cabinet	Nom du dirigeant responsable	Disciplines	Date d'émission
602581	LES PLACEMENTS PIERRE CORBEIL INC.	Pierre Corbeil	Assurance de dommages	2017-05-11

Inscription	Nom du cabinet	Nom du dirigeant responsable	Disciplines	Date d'émission
602582	ASSURANCIA GROUPE TARDIF INC.	François Gagné	Assurance de personnes Assurance collective de personnes Assurance de dommages	2017-05-11
602591	FRANÇOIS LAPORTE SANTÉ FINANCIÈRE INC.	François Laporte	Assurance de personnes Assurance collective de personnes	2017-05-15
602597	9358-4274 QUÉBEC INC.	Stéphane Bilodeau	Assurance de dommages	2017-05-16

### 3.6 AVIS D'AUDIENCES

Aucune information.

## 3.7 DÉCISIONS ADMINISTRATIVES ET DISCIPLINAIRES

### 3.7.1 Autorité

Aucune information.

### 3.7.2 TMF

Les décisions prononcées par le Tribunal administratif des marchés financiers (anciennement « Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières » et « Bureau de décision et de révision ») sont publiées à la section 2.2 du Bulletin.

### 3.7.3 OAR

**Veillez noter que les décisions rapportées ci-dessous peuvent faire l'objet d'un appel, selon les règles qui leur sont applicables.**

### 3.7.3.1 Comité de discipline de la CSF



## **COMITÉ DE DISCIPLINE**

### **CHAMBRE DE LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE**

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC

N° : CD00-1142

DATE : 12 avril 2017

---

LE COMITÉ : M <sup>e</sup> Alain Gélinas	Président
M. Gabriel Carrière, Pl. Fin.	Membre

---

**NATHALIE LELIÈVRE**, ès qualités de syndique de la Chambre de la sécurité financière

Partie plaignante

c.

**GUILLAUME FERNANDEZ** (certificat numéro 112123, BDNI 1598911)

Partie intimée

---

### **DÉCISION SUR CULPABILITÉ ET SANCTION**

---

**CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 142 DU *CODE DES PROFESSIONS*, LE COMITÉ PRONONCE L'ORDONNANCE SUIVANTE :**

**Ordonnance de non-divulgence, de non-diffusion et de non-publication du nom du consommateur mentionné à la plainte disciplinaire et de tout renseignement ou document permettant de l'identifier, et ce, dans le but d'assurer la protection de sa vie privée.**

CD00-1142

PAGE : 2

[1] Le comité de discipline de la Chambre de la sécurité financière (le « comité ») s'est réuni pour procéder à l'audition sur culpabilité et sanction de la plainte disciplinaire portée contre l'intimé. De consentement des parties, le comité a permis que la plainte disciplinaire soit amendée. La plainte se lit maintenant de la manière suivante :

### **PLAINTÉ AMENDÉE**

1. Dans la province de Québec, après le ou vers le 10 novembre 2008, l'intimé [...] a manqué d'intégrité en obtenant de sa cliente S.M. la somme d'environ 62 849 \$ [...] et en faisant défaut de lui remettre ladite somme, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, chapitre D-9.2), 2, 6, 10 et 14 du *Règlement sur la déontologie dans les disciplines de valeurs mobilières* (RLRQ, chapitre D-9.2, r.7.1.).

[2] La plaignante était représentée par M<sup>e</sup> Julie Piché, et l'intimé, qui était présent, était représenté par M<sup>e</sup> Marie-Hélène Beaudoin.

[3] Dès le début de l'audience, l'intimé a enregistré un plaidoyer de culpabilité. Il fut déclaré coupable par le comité sous l'unique chef d'infraction.

[4] Le comité procéda par la suite sur sanction.

### **PREUVE DE LA PLAIGNANTE SUR SANCTION**

[5] La procureure de la plaignante expliqua sommairement les faits et, pour ce faire, déposa, de consentement, les pièces SP-1 à SP-14.

[6] L'intimé a cessé d'être rattaché à son cabinet au premier avril 2013 et son permis a été radié d'office par l'Autorité des marchés financiers le 31 décembre 2014<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Voir pièce SP-1.

CD00-1142

PAGE : 3

[7] À la pièce SP-2, on constate que l'intimé connaissait, comme client, depuis plusieurs années le conjoint de la consommatrice visée par la présente plainte. Cette dernière n'a cependant pas eu de placement avec l'intimé avant 2005. À cette occasion, elle a ouvert un compte REÉR.

[8] De manière concomitante, on note à la pièce SP-3 qu'une directive de placement est faite pour un montant de 2 002,90 \$.

[9] La cliente s'est séparée de son conjoint en 2007. À cette occasion, il y a eu vente de la résidence familiale et partage du produit. Chaque conjoint se verra remettre une somme d'environ 70 000,00 \$.

[10] Cette somme sera investie par la cliente par l'entremise de l'intimé. À la pièce SP-4, la preuve démontre qu'un régime non enregistré sera ouvert. Le profil d'investisseur de la cliente démontre que ses connaissances en placement sont limitées et que son objectif est l'épargne retraite. Sa tolérance aux risques est moyenne.

[11] À la pièce SP-5, on retrouve la directive de placement de juin 2007, pour un placement de 70 000,00 \$ dans un fonds du marché monétaire. Le chèque a été fait au nom de Groupe Investors<sup>2</sup>.

[12] La cliente voulait faire des retraits mensuels de ce compte au montant de 400,00 \$<sup>3</sup>. Ce montant était acheminé mensuellement dans le compte bancaire de la cliente. Ces transferts ont débuté en juillet 2007 et vont se poursuivre jusqu'en octobre 2008.

---

<sup>2</sup> Voir pièce SP-6.

<sup>3</sup> Voir pièce SP-7.

CD00-1142

PAGE : 4

[13] En 2008, la situation financière de l'intimé se détériore, il a eu des problèmes personnels, épuisement au travail, séparation et faillite.

[14] Les versions deviennent ici contradictoires. L'intimé prétend que la cliente lui a offert de lui prêter de l'argent tandis que la cliente prétend qu'elle voulait faire un investissement.

[15] À la pièce SP-13, on retrouve une convention de prêt. Ce document a été retrouvé récemment. Il s'agit d'un prêt de la cliente à une société à numéro. Cette dernière<sup>4</sup> aurait été constituée en juin 2003 et une mise à jour du statut aurait été faite en 2008. Les activités de la société sont intitulées «bureau de conseiller en gestion» et la liste des administrateurs et des actionnaires comprend l'intimé<sup>5</sup>.

[16] L'intimé a indiqué qu'il a procédé par le biais de sa société à numéro parce qu'il savait qu'il ne pouvait éthiquement obtenir un prêt directement de sa cliente et qu'il voulait ainsi mettre une distance afin que ce ne soit pas le même compte de banque. Il a dû réactiver la société à numéro pour pouvoir conclure le prêt.

[17] La convention du 4 novembre 2008 prévoit que le débiteur reconnaît avoir reçu du créancier un montant de 63 963,00 \$. Il s'engage à rembourser un montant de 68 000,00 \$ afin de tenir compte des frais de rachat. Le contrat de prêt porte intérêt au taux de 12 % l'an et a un terme de 5 ans. Les versements payés à la cliente seront au montant de 400,00 \$ par mois.

[18] Le prêt a été fait par le biais du rachat par la cliente de titres d'organismes de placement collectif.

---

<sup>4</sup> Voir pièce SP-11.

<sup>5</sup> *Ibid.*

CD00-1142

PAGE : 5

[19] Bien que le contrat de prêt énonce qu'il s'agit d'un prêt sans garantie et non d'un investissement, la cliente était sous l'impression, selon la plaignante, d'avoir fait un investissement. Les chèques étaient faits à une compagnie à numéro et la cliente obtenait un rendement de 12 %. Certaines modalités du prêt pouvaient également laisser croire qu'il s'agissait d'un investissement notamment les clauses de rachat par anticipation et les délais prévus.

[20] L'intimé a fait des remboursements pour un montant de 3 600,00 \$ à raison de neuf paiements mensuels de 400,00 \$. La cliente lui aurait demandé d'arrêter afin de ne pas gruger son capital.

[21] Au terme de cinq ans, la cliente a demandé le remboursement à l'intimé. Dans l'impossibilité de remettre les sommes, l'intimé aurait mentionné qu'il ne pouvait la rembourser compte tenu du fait que les sommes avaient été placées et que les sommes étaient gelées. Il reconnaît ne pas avoir dit la vérité.

[22] L'intimé aurait signé, en date du 2 avril 2014, une reconnaissance de remboursement<sup>6</sup> personnelle au montant de 66 000,00 \$ en capital, plus 50 314,00 \$ pour les intérêts et un montant de 5 000,00 \$ de prime bonie prévue à la pièce SP-13.

[23] L'intimé n'a remboursé aucun montant à la cliente sauf un montant de 3 600,00 \$.

[24] En avril 2014, il a demandé un délai pour payer l'amende imposée par le comité de discipline dans un autre dossier<sup>7</sup>.

---

<sup>6</sup> Voir pièce SP-12.

<sup>7</sup> *Champagne ès qualités c. Fernandez*, C.D.C.S.F. Montréal, n° CD00-0903, 14 novembre 2013.

CD00-1142

PAGE : 6

[25] La procureure de la plaignante souligne qu'au moment du prêt, la compagnie à numéro était inactive et n'avait aucun actif.

[26] Elle termine en soulignant qu'il est admis que les sommes remises à l'intimé par la cliente ont été utilisées par celui-ci à des fins personnelles et non pas à des fins d'investissement.

### **REPRÉSENTATIONS SUR SANCTION**

[27] Les procureurs des parties recommandèrent conjointement au comité que l'intimé soit condamné à une radiation permanente.

[28] Les procureurs des parties ont aussi suggéré que le paiement des déboursés soit ordonné conformément à l'article 151 du *Code des professions*.

### **REPRÉSENTATIONS DE LA PROCUREURE DE LA PLAIGNANTE**

[29] La procureure de la plaignante souligna les facteurs aggravants suivants :

- La gravité objective de l'infraction reprochée;
- Le manque d'intégrité du fait qu'il a emprunté des sommes de sa cliente alors qu'il savait qu'il était en conflit d'intérêts;
- Les sommes versées par la cliente ont servi aux fins personnelles de l'intimé;
- L'infraction est toujours en cours, car la cliente supporte encore une perte;
- Le fait d'emprunter d'un client et le fait de ne pas remettre les sommes sont des gestes inacceptables dans l'industrie;

CD00-1142

PAGE : 7

- Au niveau de la préméditation, il est clair que l'intimé savait qu'il était en conflit d'intérêts et il savait que sa situation financière était difficile;
- L'opération a été faite auprès d'une société qui peut être qualifiée de coquille vide;
- En 2013, lors de la demande de remboursement, il a menti sur le motif du refus;
- C'est dans le contexte de sa relation professionnelle qu'il a pu savoir que sa cliente venait de recevoir un montant important d'argent;
- Le préjudice financier de la cliente est considérable, car elle n'avait que peu d'autres actifs;
- La somme en jeu, y compris les intérêts, dépasse maintenant les 120 000,00 \$;
- L'infraction porte atteinte à l'image de la profession et à la confiance du public envers les représentants;
- L'intimé avait quatorze ans d'expérience au moment de l'infraction (2008);
- L'intimé a un antécédent disciplinaire<sup>8</sup> pour lequel il a été condamné à une amende de 4 000,00 \$;
- En l'absence d'une radiation permanente, il pourrait y avoir risque de récidive.

---

<sup>8</sup> *Ibid.*

CD00-1142

PAGE : 8

[30] Par la suite, la procureure de la plaignante énuméra les facteurs atténuants suivants :

- L'intimé a enregistré un plaidoyer de culpabilité à l'infraction reprochée;
- Une seule cliente est visée; et
- L'intimé s'engage à ne pas revenir dans la profession.

[31] Par la suite, la procureure de la plaignante a soumis au comité les autorités qu'elle considérait pertinentes et qui appuient la recommandation commune faite au comité.

#### **REPRÉSENTATIONS DE LA PROCUREURE DE L'INTIMÉ**

[32] La procureure de l'intimé désire préciser qu'il s'agit d'un consentement à la radiation permanente.

[33] Elle mentionne cependant que son client n'avait, de toute façon, pas l'intention de s'inscrire à nouveau et qu'il avait offert un tel engagement. L'intimé ne veut plus pratiquer.

[34] Les pièces de l'intimé sont à l'onglet 1 du cahier intitulé « Pièces, notes et autorités de l'intimé sur culpabilité et sanction »<sup>9</sup>. Elles ont été déposées de consentement.

[35] La procureure de l'intimé souligne que la cliente avait peu de souvenirs concernant les documents signés et des représentations qui lui auraient été faites par l'intimé. Elle reconnaît par ailleurs sa signature.

---

<sup>9</sup> Pièces GF-1 à GF-5.



CD00-1142

PAGE : 9

[36] Le titre de la convention, l'emploi des mots débiteur et créancier et le fait qu'il y soit mentionné expressément que cette transaction n'est pas un investissement<sup>10</sup> indiquent clairement pour la procureure qu'il s'agit d'un prêt. L'intimé a par ailleurs signé au nom de la société à numéro. La cliente ne pouvait ignorer que l'intimé était lié à la société.

[37] La procureure de l'intimé attire l'attention du comité sur la décision *Corriveau*<sup>11</sup> concernant la décision disciplinaire rendue contre l'intimé. Elle souligne que cette décision ne devrait pas être vue comme un précédent, car celle-ci a été rendue après les faits du présent dossier. Cette dernière décision était pour sécuriser un prêt levier.

[38] Elle souligne qu'il faut regarder de manière attentive les faits dans la jurisprudence soumise par la plaignante. Dans plusieurs des cas, on était en présence de plusieurs infractions ou de récidive. L'intimé n'a pas fabriqué de faux relevés. Il a plutôt trouvé des excuses pour ne pas rembourser.

[39] La procureure de l'intimé reconnaît que le comité n'est pas lié par les décisions rendues par les comités de discipline des autres ordres professionnels. Elle souligne cependant que les buts de la déontologie sont communs. La radiation permanente représente une mort professionnelle, et ce, peu importe la profession.

[40] Citant le professeur Côté<sup>12</sup>, elle souligne que le législateur est censé assurer une cohérence entre les lois<sup>13</sup> et que les mêmes problèmes devraient recevoir la même solution<sup>14</sup>.

---

<sup>10</sup> Voir pièce GF-1.

<sup>11</sup> *Corriveau c. Avocats (Ordre professionnel des)*, 2007 QCTP 25.

<sup>12</sup> Pierre-André CÔTÉ, *Interprétation des lois*, 4<sup>e</sup> éd., Montréal, Les éditions Thémis, 2009.

<sup>13</sup> *Ibid.*, par. 1153.

<sup>14</sup> *Ibid.*, par. 1271 et 1283.

CD00-1142

PAGE : 10

[41] Bien qu'il ne s'agisse pas d'un ordre professionnel, le *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* est élaboré de la même manière que les codes de déontologie des ordres professionnels.

[42] Elle soumet que le droit d'exercer une profession quelle qu'elle soit est basé sur la confiance. On ne peut pas mettre à part les professionnels de la finance.

[43] Elle soumet plusieurs décisions de comité de discipline d'autres ordres professionnels où, pour des faits semblables, on a imposé une radiation temporaire d'environ cinq ans. Nous examinerons dans la section analyse la jurisprudence déposée par les parties.

[44] Compte tenu du fait que la radiation permanente est du consentement de l'intimé, celui-ci demande qu'il n'y ait pas d'avis de publication de la décision.

[45] La procureure de l'intimé demande que la recommandation commune soit acceptée par le comité.

#### **ANALYSE JURISPRUDENTIELLE**

[46] Dans le dossier *Jourdain*<sup>15</sup>, on était en présence de prêts leviers. De manière plus spécifique, l'intimé Jourdain était accusé de s'être placé en situation de conflit d'intérêts en conseillant à son client de retirer un montant de 7 699,00 \$ de son REÉR dans le but de lui prêter le montant ainsi retiré. Le comité a conclu que Jourdain a profité de l'ignorance de ses clients en leur faisant miroiter des gains substantiels sans les aviser des risques importants associés à de tels placements. Le comité conclut à la malhonnêteté évidente et ordonne la radiation permanente du représentant<sup>16</sup>.

<sup>15</sup> *Rioux ès qualités c. Jourdain*, C.D.C.S.F. Montréal, n° CD00- 0535, 18 juin 2007.

<sup>16</sup> *Ibid.*, par. 10.

CD00-1142

PAGE : 11

[47] Une radiation permanente avait également été imposée dans le dossier *Arseneault*<sup>17</sup> pour une appropriation à des fins personnelles de 22 986,42 \$ alors que les fonds devaient servir à des fins d'investissement. La victime était âgée de 80 ans, malade et à la retraite<sup>18</sup>.

[48] Dans l'affaire *Belleau*<sup>19</sup>, l'intimé était accusé, sous deux chefs, d'avoir fait défaut d'agir avec honnêteté et intégrité en acceptant de recevoir à des fins personnelles de sa cliente des sommes de 21 808,39 \$. L'intimé demandait une radiation temporaire de cinq ans.

[49] Au plan historique, le comité nota cette volonté du législateur de resserrer les pénalités dans le secteur financier au cours des dernières années<sup>20</sup>. Il souligna que « la probité et l'honnêteté dans la profession sont des qualités essentielles et non négociables »<sup>21</sup>. Malgré le fait que la cliente avait été remboursée, le comité imposa une radiation permanente en soulignant que Belleau avait porté atteinte à son institution financière, aux institutions financières et à la profession dans son ensemble<sup>22</sup>.

[50] Dans le dossier *Morin*<sup>23</sup>, l'intimé était notamment accusé de s'être placé en situation de conflit d'intérêts et en défaut de subordonner son intérêt personnel à celui de sa cliente, en lui vendant des actions que lui-même détenait, sans l'informer qu'il en était lui-même propriétaire et qu'il en avait lui-même déterminé le prix. Le comité nota la gravité objective des infractions et que celles-ci vont au cœur de l'exercice de la

<sup>17</sup> *Thibault ès qualités c. Arsenault*, C.D.C.S.F. Montréal, n° CD00-0735, 26 janvier 2009.

<sup>18</sup> *Ibid.*, par. 14.

<sup>19</sup> *Champagne ès qualités c. Belleau*, C.D.C.S.F. Montréal, n° CD00-0845, 13 septembre 2011.

<sup>20</sup> *Ibid.*, par. 21.

<sup>21</sup> *Ibid.*, par. 22.

<sup>22</sup> *Ibid.*, par. 26.

<sup>23</sup> *Champagne ès qualités c. Morin*, C.D.C.S.F. Montréal, n° CD00-0815 et CD00-0871, 20 janvier 2012.

CD00-1142

PAGE : 12

profession. De tels gestes discréditent celle-ci aux yeux du public. Une radiation permanente fut imposée sous ce chef.

[51] Une radiation permanente fut également imposée dans le dossier *Forest*<sup>24</sup>. Dans cette affaire, l'intimée avait été déclarée coupable sous les huit chefs d'accusation. On lui avait reproché de «s'être placée en situation de conflit d'intérêts en détenant sans droit des fonds appartenant à ses clients, en vertu de contrats de prêts consentis par ces derniers à l'une ou l'autre des compagnies dans lesquelles elle agissait à titre de présidente ou administratrice ».

[52] Dans le dossier *Messier*<sup>25</sup>, l'intimé a été déclaré coupable de s'être approprié pour ses fins personnelles, au moyen de fausses représentations, une somme de 18 249,87 \$ que lui avait confié aux fins d'investissement son client. La somme avait été déposée dans une société par actions appartenant à l'intimé et avait servi à payer des dépenses personnelles et d'affaires du couple. Le client n'avait par ailleurs pas subi de perte et l'intimé n'avait pas d'antécédent disciplinaire.

[53] L'intimé demandait une radiation temporaire de deux ans tandis que la plaignante demandait une radiation permanente.

[54] Cette décision est intéressante à plusieurs points de vue. D'une part, le comité souligne qu'on ne devrait pas considérer les sanctions rendues par les autres ordres professionnels dont les membres se voient confier des avoirs de leurs clients<sup>26</sup>. Leur pratique et la spécificité de chaque profession font en sorte que chaque cas est un cas

---

<sup>24</sup> *Thibault ès qualités c. Forest*, C.D.C.S.F. Montréal, n° CD00- 0680, 11 juin 2012.

<sup>25</sup> *Champagne ès qualités c. Messier*, C.D.C.S.F. Montréal, n° CD00-0927, 25 septembre 2014.

<sup>26</sup> *Ibid.*, par. 29.

CD00-1142

PAGE : 13

d'espèce<sup>27</sup>. Le grand nombre de codes de déontologie, avec leurs règles spécifiques, démontrent bien que le législateur a voulu encadrer les différentes professions de manière spécifique.

[55] Le comité ajoute que la radiation permanente sans être automatique est tout de même la règle. Voici le passage pertinent :

« [90] Le comité conclut des décisions de la CSF soumises que la radiation permanente est la règle en matière d'appropriation mais qu'il peut exister des circonstances faisant en sorte qu'une radiation temporaire peut être imposée, notamment en cas de remboursement des sommes, de montants minimes ou de repentir sincère. Dans tous les cas cependant, la protection du public doit être assurée. Une radiation temporaire ne pourra pas être imposée si le comité juge qu'une telle sanction risquerait de compromettre la protection du public. »

[56] Le comité imposa une radiation permanente. Celui-ci conclut que la protection du public pourrait être compromise dans l'éventualité où Messier pouvait réintégrer l'industrie suite à une radiation temporaire.

[57] Dans le dossier *Chevrier*<sup>28</sup>, le comité a imposé à l'intimé une radiation permanente pour avoir faussement laissé croire à ses clients qu'ils souscrivaient un certificat de placement garanti. Pour le comité, la gravité objective ne fait aucun doute<sup>29</sup>. L'intimé a subordonné l'intérêt de ses clients aux siens<sup>30</sup>.

[58] Une radiation permanente a été imposée dans le dossier *St-Jean*<sup>31</sup>. Dans cette affaire, l'intimé s'était placé en conflit d'intérêts en empruntant à plusieurs reprises des fonds à sa cliente. Il s'était de plus approprié des sommes de sa cliente pour des fins

---

<sup>27</sup> *Ibid.*, par. 35 et 36.

<sup>28</sup> *Champagne ès qualités c. Chevrier*, C.D.C.S.F. Montréal, n° CD00-0914, 26 octobre 2012.

<sup>29</sup> *Ibid.*, par. 28.

<sup>30</sup> *Ibid.*, par. 29.

<sup>31</sup> *Champagne ès qualités c. St-Jean*, C.D.C.S.F. Montréal, n° CD00-1020, 24 novembre 2014.

CD00-1142

PAGE : 14

personnelles. Les emprunts totalisaient un montant de 18 850,00 \$. Un remboursement de 5 598,20 \$ aurait été effectué par l'intimé.

[59] Nous avons vu dans le dossier *Messier* que le comité ne devrait pas se sentir lié par la jurisprudence des ordres professionnels. Nous avons analysé les décisions présentées par la procureure de l'intimée.

[60] Le tribunal des professions dans l'affaire *Corriveau*<sup>32</sup> a imposé deux périodes de radiation temporaire de deux ans et demi pour chacun des deux chefs. Ces sanctions devaient être purgées de manière consécutive. L'avocat avait été accusé d'avoir profité de son statut d'avocat pour emprunter 40 000,00 \$ à une cliente. Il n'avait pas d'antécédent disciplinaire au moment des prêts consentis par la cliente. Le comité de discipline devait évaluer des faits nés 23 ans plus tôt<sup>33</sup>. Le tribunal fait la distinction entre l'appropriation de fonds dans un compte en fidéicommiss et l'abus de confiance. Celui-ci conclut qu'il s'agissait d'un abus de confiance relié à deux contrats civils où l'intimé a versé les intérêts pendant plusieurs années. Cette décision a été rendue en 2007.

[61] Dans l'affaire *Béliveau c. Michaud*<sup>34</sup>, un avocat s'est fait imposer une radiation temporaire de sept ans pour des emprunts totalisant 405 000,00 \$ dont seuls 113 000,00 \$ ont été remboursés. Sept clients avaient été sollicités selon un « modus operandi » du style « Ponzi ». Plusieurs ordonnances de remboursement ont par ailleurs été rendues. Cette décision a été rendue en 1990.

---

<sup>32</sup> *Corriveau c. Avocats (Ordre professionnel des)*, préc., note 11.

<sup>33</sup> *Ibid*, par. 42.

<sup>34</sup> 1990 CanLII 7886 (QC TP).

CD00-1142

PAGE : 15

[62] Le tribunal des professions a jugé appropriée, dans le dossier *Filiatraul*<sup>35</sup>, une radiation temporaire de cinq ans à l'encontre d'un notaire pour un emprunt de 25 000,00 \$. Il est utile de mentionner que le prêteur dans ce dossier n'était pas le client du notaire<sup>36</sup>. Ce dernier avait remis sa démission de la Chambre des notaires dès 1995<sup>37</sup>. Cette décision est peu pertinente.

[63] Le comité de discipline de l'Organisme d'autoréglementation du courtage immobilier du Québec a imposé une radiation temporaire de cinq ans dans le dossier *Desrochers*<sup>38</sup> pour des emprunts de sommes d'argent faits sous de fausses représentations. Les sommes empruntées devaient être investies dans le cadre de transactions immobilières. Il s'agissait d'un stratagème à la « Ponzi ». La partie plaignante recommandait une suspension permanente alors que l'intimée demandait une suspension globale de dix-huit mois.

[64] Dans le dossier *Ayotte*<sup>39</sup>, le comité de discipline de la Chambre de l'assurance de dommages a imposé, pour les chefs d'appropriation de fonds à des fins personnelles, une radiation temporaire de trois ans pour chacun des trois chefs. Les radiations temporaires devaient être purgées de manière concurrente. L'intimée s'était approprié à des fins personnelles une somme de 1 800,00 \$ pour le chef 1, une somme de 500,00 \$ pour le chef 2 et une somme de 801,29 \$ pour le chef 4. Les montants en jeu sont moins importants que ceux du présent dossier.

### **MOTIFS ET DISPOSITIF**

<sup>35</sup> *Filiatraul c. Villeneuve, ès-qual. (notaires)*, 2000 QCTP 22.

<sup>36</sup> *Ibid.*, page 18.

<sup>37</sup> *Ibid.*, page 21.

<sup>38</sup> *Organisme d'autoréglementation du courtage immobilier du Québec c. Desrochers*, 2015 CanLII 19174 (QC OACIQ).

<sup>39</sup> *Chambre de l'assurance de dommages c. Ayotte*, 2007 CanLII 33232 (QC CDCHAD).

CD00-1142

PAGE : 16

[65] Le comité note tout d'abord que la gravité objective de l'infraction reprochée est très importante.

[66] L'intégrité dans la profession financière est une qualité essentielle.

[67] L'intimé a procédé par le biais d'une société à numéro, car il était parfaitement conscient qu'il était en situation de conflit d'intérêts. Il a menti lorsque la cliente a demandé le remboursement, car les sommes avaient été dépensées à des fins personnelles.

[68] Il a fait preuve d'un manque d'intégrité du fait qu'il a emprunté des sommes de sa cliente alors qu'il savait qu'il était en conflit d'intérêts.

[69] Le fait d'emprunter des sommes d'argent des clients et encore plus pour des fins personnelles est tout à fait inacceptable dans l'industrie.

[70] Vu le plaidoyer de culpabilité, le comité n'a pas eu le bénéfice d'entendre la cliente, l'intimé et les témoins. L'intimé parle d'un prêt et la cliente d'un investissement.

[71] Le terme appropriation a un sens beaucoup plus large en matière disciplinaire qu'en matière pénale<sup>40</sup>. Il y a appropriation dès que le client n'a pas donné son autorisation à l'utilisation des fonds. Est-ce que la cliente savait que les sommes devaient servir à des fins personnelles ? Est-ce qu'elle voulait réellement prêter la grande partie de son patrimoine pour financer les dépenses personnelles de l'intimé alors en difficultés financières ? On peut réellement en douter. Elle a mis fin au paiement mensuel justement pour ne pas amputer son capital.

---

<sup>40</sup> *Champagne ès qualités c. Messier*, C.D.C.S.F. Montréal, n° CD00-0927, 21 novembre 2012, par. 22.



CD00-1142

PAGE : 17

[72] Le comité croit que la cliente n'a pas donné son autorisation à une telle utilisation de ses fonds. La jurisprudence concernant l'appropriation de fonds est tout à fait pertinente pour le présent dossier.

[73] Même si l'on prenait la version de l'intimé à l'effet qu'il n'y a pas eu d'appropriation au moment du prêt, il ne peut certainement plus l'être au moment où l'intimé fait défaut de remettre la somme à l'échéance, car il avait dépensé le tout à des fins personnelles.

[74] L'intimé a causé un préjudice important à la consommatrice compte tenu du fait qu'elle a peu d'actifs. Les sommes en jeu sont très importantes pour la cliente.

[75] Les sommes avancées par la cliente l'ont été dans un contexte de relation professionnelle, et ce, par un représentant expérimenté.

[76] De plus, il a causé un préjudice important à l'image de la profession.

[77] C'est de façon préméditée et volontaire que l'intimé a agi en contravention des règles déontologiques et commis les fautes qui lui sont reprochées.

[78] Outre le plaidoyer de culpabilité, la présence d'une seule victime, le fait qu'il ne veuille pas réintégrer l'industrie et l'absence d'antécédent disciplinaire au moment des faits reprochés, peu d'éléments atténuants peuvent être invoqués en sa faveur.

[79] Le comité doit aussi prendre en considération le fait qu'il s'agit d'une recommandation commune soumise par deux procureurs sérieux et expérimentés et tel que récemment statué par la Cour suprême du Canada, il ne peut mettre de côté une telle recommandation à moins qu'il soit d'opinion que la sanction suggérée soit

CD00-1142

PAGE : 18

susceptible de déconsidérer l'administration de la justice ou qu'elle soit par ailleurs contraire à l'intérêt public<sup>41</sup>. Voici un passage important de la décision *Anthony-Cook* :

« [30] Enfin, certains tribunaux, notamment au Québec, estiment que le critère de la justesse et celui de l'intérêt public sont essentiellement le même et emploient leur formulation de manière interchangeable (bien qu'au Québec, le critère du « caractère raisonnable » soit utilisé au lieu de celui de la « justesse » : voir, par exemple, *R. c. Douglas* (2002), 162 C.C.C. (3d) 37, par. 51; [...]). Le meilleur exemple peut-être de ce double emploi se trouve dans *Douglas*, un arrêt maintes fois cité de la Cour d'appel du Québec où le juge Fish (plus tard juge de la Cour) a affirmé ce qui suit :

[TRADUCTION] À mon avis, on ne saurait dire qu'une recommandation conjointe raisonnable « déconsidère l'administration de la justice ». Par contre, une recommandation conjointe déraisonnable est sûrement « contraire à l'intérêt public ». En conséquence, bien qu'il soit formulé à dessein en termes frappants et évocateurs, je ne crois pas que le [critère de l'intérêt public] s'écarte considérablement de celui du caractère raisonnable énoncé par d'autres cours, dont la nôtre. Selon leur assise conceptuelle commune, l'acceptation d'une recommandation conjointe relative à la peine qui s'accompagne d'un plaidoyer de culpabilité négocié sert bien l'intérêt de la justice — pourvu, bien sûr, que la peine recommandée conjointement se situe à l'intérieur des limites acceptables et que le plaidoyer soit justifié par les faits admis. [Note en bas de page omise; par. 51.]

[31] Après avoir examiné les diverses possibilités, je crois que le critère de l'intérêt public, tel qu'il est développé dans les présents motifs, est celui qui s'impose. Il est plus rigoureux que les autres critères proposés et il reflète le mieux les nombreux avantages que les recommandations conjointes apportent au système de justice pénale ainsi que le besoin correspondant d'un degré de certitude élevé que ces recommandations seront acceptées. De plus, il diffère des critères de « justesse » employés par les juges du procès et les cours d'appel dans les audiences classiques en matière de détermination de la peine et, en ce sens, il aide les juges du procès à se concentrer sur les considérations particulières qui s'appliquent lors de l'appréciation du caractère acceptable d'une recommandation conjointe. Dans la mesure où l'arrêt *Douglas* prescrit le contraire, j'estime avec égards qu'il est mal fondé et qu'il ne devrait pas être suivi.

<sup>41</sup> *R. c. Anthony-Cook*, 2016 CSC 43, par. 31.

CD00-1142

PAGE : 19

[32] Selon le critère de l'intérêt public, un juge du procès ne devrait pas écarter une recommandation conjointe relative à la peine, à moins que la peine proposée soit susceptible de déconsidérer l'administration de la justice ou qu'elle soit par ailleurs contraire à l'intérêt public. Mais que signifie ce seuil?

[80] Le comité est d'opinion que la recommandation commune qui lui est faite, lorsqu'examinée dans sa globalité, ne déconsidère aucunement l'administration de la justice et qu'elle respecte le critère de l'intérêt public.

[81] En conséquence, le comité y donnera suite.

CD00-1142

PAGE : 20

**PUBLICATION**

[82] La Chambre de la sécurité financière a pour mission d'assurer la protection du public par le biais notamment d'un encadrement de haut niveau, de la déontologie et du processus disciplinaire, l'absence de publication dans le présent dossier porterait atteinte à cet objectif de protéger le public. Le consentement à une radiation permanente n'est pas un motif suffisant permettant de s'éloigner du principe de transparence dans le processus disciplinaire.

[83] Il a été décidé à maintes reprises<sup>42</sup> que le comité n'a aucune compétence pour dispenser la secrétaire du comité de discipline de publier un avis de la radiation permanente, car il s'agit d'une obligation créée par le législateur à l'article 180 alinéa 2 du *Code des professions*.

[84] En conséquence, la secrétaire du comité de discipline publiera un avis de radiation permanente conformément au *Code des professions*.

[85] Depuis la date de l'audience sur culpabilité et sanction, M<sup>r</sup> Denis Marcil a pris sa retraite et son certificat n'est plus en vigueur. La décision sur culpabilité et sanction est donc rendue par les deux autres membres (article 371 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*).

---

<sup>42</sup> *Rioux ès qualités c. D'Arcy*, C.D.C.S.F. Montréal, n° CD00-0662, 5 août 2008, par. 28 à 33; *Thibault ès qualités c. Papadopoulos*, C.D.C.S.F. Montréal, n° CD00-0758, 14 septembre 2010, par. 19; *Thibault ès qualités c. Iacono*, C.D.C.S.F. Montréal, n° CD00-0699, 9 octobre 2008, par. 31; *Thibault ès qualités c. Wilson*, C.D.C.S.F. Montréal, n° CD00-0669, 1<sup>er</sup> août 2008, par. 18 à 21; *Champagne ès qualités c. Morin*, C.D.C.S.F. Montréal, n° CD00-0793, 17 novembre 2010, par. 20; *Champagne ès qualités c. Trempe*, C.D.C.S.F. Montréal, n° CD00-0789, 15 mars 2011, par. 32.

CD00-1142

PAGE : 21

**PAR CES MOTIFS, le comité de discipline :**

**PREND ACTE** du plaidoyer de culpabilité de l'intimé sous l'unique chef d'infraction de la plainte disciplinaire amendée;

**RÉITÈRE** la déclaration de culpabilité de l'intimé prononcée séance tenante sous l'unique chef d'infraction mentionné à la plainte disciplinaire amendée;

**ET PROCÉDANT À RENDRE LA DÉCISION SUR SANCTION :**

**ORDONNE** la radiation permanente de l'intimé;

**CONDAMNE** l'intimé au paiement des déboursés conformément aux dispositions de l'article 151 du *Code des professions* (RLRQ, c. C-26).

(S) Alain Gélinas

---

M<sup>e</sup> ALAIN GÉLINAS  
Président du comité de discipline

(S) Gabriel Carrière

---

M. GABRIEL CARRIÈRE, Pl. Fin.  
Membre du comité de discipline

M<sup>e</sup> Julie Piché  
Therrien Couture Avocats s.e.n.c.r.l.  
Procureurs de la partie plaignante

M<sup>e</sup> Marie-Hélène Beaudoin  
Procureure de la partie intimée

**COPIE CONFORME À L'ORIGINAL SIGNÉ**

## COMITÉ DE DISCIPLINE

### CHAMBRE DE LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC

N° : CD00-1143

DATE : 12 avril 2017

---

LE COMITÉ : M <sup>e</sup> François Folot	Président
M <sup>me</sup> Nacera Zergane	Membre
M. Frédérick Scheidler	Membre

---

**CAROLINE CHAMPAGNE**, ès qualités de syndique de la Chambre de la sécurité financière;

Partie plaignante

c.

**ADEL BANDARI NEDJAD** (certificat numéro 101044, BDNI 1484241)

Partie intimée

---

### DÉCISION SUR SANCTION

---

**CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 142 DU CODE DES PROFESSIONS, LE COMITÉ A PRONONCÉ L'ORDONNANCE SUIVANTE :**

- **Ordonnance de non-divulgence, de non-publication et de non-diffusion des nom et prénom du consommateur concerné ainsi que de tout renseignement pouvant permettre de l'identifier.**

[1] À la suite de sa décision sur culpabilité, le comité de discipline de la *Chambre de la sécurité financière* s'est réuni le 23 février 2017 au siège social de la *Chambre*, sis au 2000, avenue McGill College, 12<sup>e</sup> étage, en la ville de Montréal, province de Québec et a procédé à l'audition sur sanction.

CD00-1143

PAGE : 2

[2] Alors que la plaignante était représentée par son procureur, M<sup>e</sup> Jean-Simon Britten, l'intimé, bien que dûment convoqué, était absent.

[3] Après un certain temps d'attente, le procureur de la plaignante réclama l'autorisation de procéder *ex parte* et le comité, compte tenu des représentations de ce dernier et des circonstances particulières propres au dossier, accorda la demande.

#### **PREUVE DE LA PLAIGNANTE**

[4] Après avoir mentionné qu'elle n'avait aucune preuve additionnelle à offrir, la plaignante, par l'entremise de son procureur, soumit au comité ses représentations sur sanction.

#### **REPRÉSENTATIONS DE LA PLAIGNANTE**

[5] La plaignante, par l'entremise de son procureur, débuta ses représentations en rappelant l'ensemble des circonstances rattachées à l'infraction mentionnée à la plainte.

[6] Ainsi, elle souligna que l'intimé avait proposé à son client un rendement de 12 % sur ses prêts et que ce dernier s'était « *senti en confiance* » compte tenu qu'il transigeait avec un employé de la succursale bancaire où les transactions étaient conclues.

[7] Elle mentionna que le consommateur concerné avait entrepris un recours civil et obtenu jugement par défaut contre l'intimé pour une somme de l'ordre de DEUX CENT QUATRE-VINGT MILLE DOLLARS (280 000 \$), soit la totalité des montants prêtés, mais n'avait pas été en mesure par la suite d'exécuter son jugement.

CD00-1143

PAGE : 3

[8] Elle affirma que si aucun chef d'accusation de détournement ou d'appropriation de fonds n'avait été porté contre l'intimé, c'était simplement qu'au moment où les emprunts sont venus à échéance, ce dernier ne possédait plus aucune certification. Elle mentionna que celui-ci avait en effet cessé, le ou vers le 10 juin 2013, de détenir un quelconque certificat.

[9] Elle déclara ensuite que, compte tenu des circonstances propres au dossier, et bien que l'intimé n'ait pas été reconnu coupable d'appropriation de fonds à proprement parlé, elle réclamait néanmoins, à titre de sanction, sa radiation permanente.

[10] Elle ajouta requérir de plus la publication de la décision et la condamnation de ce dernier au paiement des déboursés.

[11] Elle termina en évoquant les facteurs, à son opinion, aggravants et atténuants suivants :

FACTEURS AGGRAVANTS :

- *« La gravité objective de l'infraction, l'intimé ayant abusé de la confiance d'un client;*
- *Des fautes touchant directement à l'exercice de la profession;*
- *Des gestes prémédités, multiples et répétés sur une longue période de temps;*
- *Environ 20 emprunts, effectués entre 2007 et 2012, auprès du client concerné, et totalisant une somme de DEUX CENT QUATRE-VINGT MILLE DOLLARS (280 000 \$);*
- *Une victime « vulnérable » ayant cru à un lien d'amitié avec l'intimé, ce qui aurait ensuite permis à ce dernier d'abuser de sa confiance;*
- *La malhonnêteté ou la mauvaise foi de l'intimé qui aurait fait miroiter à son client un investissement dans une bâtisse à condominiums qui n'a jamais vu le jour;*
- *La présentation auprès du client de rendements de 12 %, versés pendant un certain temps, mais qui ont cessé par la suite;*
- *Un préjudice sérieux causé audit client, soit une perte d'environ DEUX CENT*



CD00-1143

PAGE : 4

*QUATRE-VINGT MILLE DOLLARS (280 000 \$), l'intimé ayant refusé ou négligé, malgré des demandes répétées, de lui rembourser les sommes empruntées;*

- *L'atteinte à l'image de la profession, des fautes de nature à miner la confiance du public à l'endroit des membres;*
- *L'avantage pécuniaire important soutiré par l'intimé;*
- *L'expérience de ce dernier au moment des infractions;*
- *Son absence de remords et le défaut de remboursement;*
- *Des fautes qui touchent à la probité et l'intégrité de l'intimé;*
- *L'absence de collaboration par ce dernier à l'enquête de la syndique. »*

FACTEURS ATTÉNUANTS :

- *« La perte d'emploi infligée à l'intimé après la découverte des emprunts auprès de son client et son inactivité depuis dans le domaine de la distribution des produits et services financiers;*
- *Son absence d'antécédent disciplinaire. »*

[12] Elle termina en versant au dossier, à l'appui de sa recommandation, un cahier d'autorités comprenant six décisions<sup>1</sup> du comité qu'elle commenta.

**MOTIFS ET DISPOSITIF**

[13] Selon l'attestation de droit de pratique émanant de l'*Autorité des marchés financiers* déposée au dossier (pièce P-2), l'intimé a débuté sa carrière dans le domaine de la distribution de produits et services financiers et/ou d'assurance en 1997.

[14] À la suite de ses fautes, il a été congédié par l'institution bancaire qui l'employait.

<sup>1</sup> *Thibault ès qualités c. Pelletier*, C.D.C.S.F. Montréal, n° CD00-0749, 14 décembre 2009; *Champagne ès qualités c. Fournier*, C.D.C.S.F. Montréal, n° CD00-0833, 11 juillet 2011; *Thibault ès qualités c. Forest*, C.D.C.S.F. Montréal, n° CD00-0680, 11 octobre 2011 et 11 juin 2012; *Champagne ès qualités c. Chevrier*, C.D.C.S.F. Montréal, n° CD00-0914, 26 octobre 2012; *Champagne ès qualités c. Pana*, C.D.C.S.F. Montréal, n° CD00-0956, 20 juin 2013 et 5 décembre 2013; *Champagne ès qualités c. Marapin*, C.D.C.S.F. Montréal, n° CD00-0992, 17 juillet 2014.

CD00-1143

PAGE : 5

[15] Depuis son congédiement il a complètement cessé d'agir dans le domaine de la distribution de produits et de services financiers et/ou d'assurance.

[16] Il n'a aucun antécédent disciplinaire.

[17] Néanmoins, la gravité objective de l'infraction pour laquelle il a été déclaré coupable est indéniable.

[18] Les gestes fautifs qu'il a commis vont au cœur de l'exercice de la profession et sont de nature à discréditer celle-ci.

[19] Entre 2007 et 2012 il a, en de multiples occasions et de façon répétée, procédé à des emprunts auprès de son client.

[20] L'ensemble des montants empruntés totalise environ DEUX CENT QUATRE-VINGT MILLE DOLLARS (280 000 \$).

[21] Et malgré de nombreuses démarches dans le but de récupérer les sommes prêtées, dont notamment l'obtention d'un jugement par défaut, ledit client n'est pas parvenu à obtenir le remboursement de celles-ci.

[22] En empruntant de son client, l'intimé subordonnait les intérêts de ce dernier aux siens, abusait de la confiance qui lui était témoignée par un consommateur « *vulnérable* » et prenait avantage de celui-ci.

[23] Selon la jurisprudence en matière disciplinaire, en faisant défaut de rembourser les emprunts contractés, il commettait des appropriations ou détournements de fonds.

CD00-1143

PAGE : 6

[24] Et, en l'espèce, pour parvenir à ses fins, il a d'abord proposé à son client des rendements de l'ordre de 12 %, qu'il lui a ensuite versés pendant un certain temps, en argent comptant, à la succursale où il était rattaché, dans une enveloppe portant le nom de l'institution bancaire où il œuvrait. Puis, par la suite, il lui a fait miroiter un investissement dans un condo qui n'a jamais vu le jour.

[25] Les fautes de l'intimé ont causé un préjudice sérieux au consommateur en cause puisque ce dernier est dorénavant privé d'une somme de l'ordre de DEUX CENT QUATRE-VINGT MILLE DOLLARS (280 000 \$) environ, remise à l'intimé.

[26] Aussi, compte tenu de la multiplicité des emprunts effectués auprès du client, de l'ampleur de la perte financière causée à ce dernier et de l'ensemble des circonstances propres à cette affaire, le comité est d'avis que la protection du public risquerait d'être compromise si l'intimé était autorisé à continuer à exercer la profession.

[27] Et bien qu'il pourrait être argumenté que, lorsque considéré individuellement, chacun des emprunts effectués par l'intimé auprès de son client ne justifierait possiblement pas l'imposition d'une sanction de radiation permanente, son comportement, lorsqu'examiné dans son ensemble, appelle la sanction proposée par la plaignante.

[28] Compte tenu des éléments tant objectifs que subjectifs, aggravants qu'atténuants, qui lui ont été présentés, le comité est en effet d'avis que la radiation permanente de l'intimé serait, dans les circonstances, une sanction juste et appropriée, adaptée à l'infraction et respectueuse des principes de dissuasion, d'exemplarité et de protection du public dont il doit tenir compte.

CD00-1143

PAGE : 7

[29] Enfin, relativement à l'acquittement des frais, aucun argument ne lui ayant été présenté qui lui permettrait de déroger aux principes généraux voulant que les déboursés nécessaires à la condamnation du représentant fautif soient généralement imputés à ce dernier, il condamnera l'intimé au paiement de ceux-ci.

[30] De plus, si tant est qu'il lui soit nécessaire de le faire<sup>2</sup>, il ordonnera la publication de la décision.

**PAR CES MOTIFS, le comité de discipline :**

- **sous l'unique chef d'accusation contenu à la plainte :**

**ORDONNE** la radiation permanente de l'intimé;

**CONDAMNE** l'intimé au paiement des déboursés, y compris les frais d'enregistrement conformément à l'article 151 du *Code des professions*, RLRQ, c. C-26;

**et si tant est qu'il lui soit nécessaire de l'ordonner :**

**ORDONNE** à la secrétaire du comité de discipline de faire publier aux frais de l'intimé un avis de la présente décision dans un journal où ce dernier a son domicile professionnel ou à tout autre lieu où il a exercé ou pourrait exercer la profession conformément aux dispositions du *Code des professions*, RLRQ, c. C-26;

---

<sup>2</sup> Voir le jugement rendu par la Cour supérieure dans l'affaire *Gauthier c. Roberge*, [2003] RJQ 1793, et les conclusions que l'on y retrouve à l'égard de l'article 180 du *Code des professions* et de l'obligation pour le secrétaire du comité de voir à la publication de toute décision ordonnant la radiation permanente du professionnel.

CD00-1143

PAGE : 8

(S) François Folot

---

M<sup>e</sup> FRANÇOIS FOLOT  
Président du comité de discipline

(S) Nacera Zergane

---

M<sup>me</sup> NACERA ZERGANE  
Membre du comité de discipline

(S) Frédéric Scheidler

---

M. FRÉDÉRICK SCHEIDLER  
Membre du comité de discipline

M<sup>e</sup> Jean-Simon Britten  
Therrien Couture Avocats s.e.n.c.r.l.  
Procureurs de la partie plaignante

L'intimé était absent et non représenté.

Date d'audience : 23 février 2017

**COPIE CONFORME À L'ORIGINAL SIGNÉ**

### 3.7.3.2 Comité de discipline de la ChAD

# COMITÉ DE DISCIPLINE

## CHAMBRE DE L'ASSURANCE DE DOMMAGES

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC

No: 2015-09-01(C)

DATE : 13 avril 2017

---

LE COMITÉ : Me Patrick de Niverville, avocat	Président
M. Marc-Henri Germain, C.d'A.A., A.V.A., courtier en assurance de dommages	Membre
M. Carl Hamel, C.d'A.Ass, courtier en assurance de dommages	Membre

---

**Me CLAUDE G. LEDUC**, ès qualités de syndic *ad hoc* de la Chambre de l'assurance de dommages

Partie plaignante

c.

**GUY BOURASSA**, C.d'A.A., courtier en assurance de dommages

Partie intimée

---

### DÉCISION SUR SANCTION

---

[1] Le 28 février 2016, le Comité de discipline de la Chambre de l'assurance de dommages. se réunissait pour procéder à l'audition sur sanction de la plainte numéro 2015-09-01(C) ;

[2] Le syndic *ad hoc* agissait personnellement et, de son côté, l'intimé était représenté par Me Sonia Paradis ;

[3] Le 8 août 2016, l'intimé a été reconnu coupable<sup>1</sup> de l'infraction suivante :

3. Du mois d'avril 2013 au mois d'octobre 2013, a négligé ses devoirs professionnels reliés à l'exercice de ses activités en n'ayant pas une tenue de dossier que l'on est en droit de s'attendre de la part d'un représentant en assurance de dommages en ne notant pas au dossier notamment les rencontres, les communications téléphoniques, les conseils donnés, les décisions prises et les instructions reçues, le tout en contravention des articles 9 et 37(1<sup>o</sup>) du Code de déontologie des représentants en assurance de dommages, des articles 16 et 85 à 88 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers et des articles 12 et 21 du Règlement sur le cabinet, le représentant autonome et la société autonome;

---

1 2016 CanLII 60413 (QC CDCHAD);

2015-09-01(C)

PAGE: 2

[4] D'entrée de jeu, les parties ont informé le Comité que la sanction proposée était le résultat d'une recommandation commune ;

### **I. Recommandation commune**

[5] Vu l'absence d'antécédents disciplinaires de l'intimé et les modifications apportées à sa tenue de dossiers, les parties suggèrent l'imposition d'une amende de 2 000 \$ ;

[6] Quant aux déboursés, les parties proposent que ceux-ci soient partagés à parts égales compte tenu que l'intimé a été acquitté des autres infractions reprochées à la plainte ;

[7] Me Leduc a déposé plusieurs décisions disciplinaires démontrant le bien-fondé de cette suggestion commune, soit :

- *CHAD c. Goulet*, 2012 CanLII 86181 (QC CDCHAD) ;
- *CHAD c. Latreille*, 2016 CanLII 4233 (QC CDCHAD) ;
- *CHAD c. Vaval*, 2016 CanLII 66957 (QC CDCHAD) ;

[8] De son côté, Me Paradis a confirmé que l'intimé et les employés de son cabinet ont mis en place une nouvelle procédure pour la tenue des dossiers ;

### **II. Analyse et décision**

[9] Le Comité considère que la sanction suggérée par les parties reflète adéquatement la gravité objective de l'infraction, en plus d'être conforme à la jurisprudence en semblable matière ;

[10] De plus, elle tient compte de la volonté de l'intimé de s'amender en adoptant de nouvelles méthodes pour la tenue de ses dossiers ;

[11] Pour l'ensemble de ces motifs, la recommandation commune formulée par les parties sera entérinée par le Comité.

### **PAR CES MOTIFS, LE COMITÉ DE DISCIPLINE :**

**IMPOSE** à l'intimé la sanction suivante:

**Chef 3:** une amende de 2 000 \$



2015-09-01(C)

PAGE: 3

**CONDAMNE** l'intimé au paiement de 50 % des déboursés.

---

Me Patrick de Niverville, avocat  
Président

---

M. Marc-Henri Germain, C.d'A.A., A.V.A.,  
courtier en assurance de dommages  
Membre

---

M. Carl Hamel, C.d'A.Ass, courtier en  
assurance de dommages  
Membre

Me Claude G. Leduc (personnellement)  
Partie plaignante

Me Sonia Paradis  
Procureure de la partie intimée

Date d'audience : 28 février 2017

# COMITÉ DE DISCIPLINE

## CHAMBRE DE L'ASSURANCE DE DOMMAGES

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC

Nos: 2016-02-06(C)  
2016-06-02(C)

DATE : 21 avril 2017

---

LE COMITÉ : Me Patrick de Niverville, avocat	Président
M. Serge Meloche, courtier en assurance de dommages	Membre
M. Marc-Henri Germain, C.d'A.A., A.V.A. courtier en assurance de dommages	Membre

---

**Me KARINE LIZOTTE**, ès qualités de syndic adjoint de la Chambre de l'assurance de dommages

Partie plaignante

c.

**MARIE-CLAUDE ROCH**, inactive et sans mode d'exercice

Partie intimée

---

### DÉCISION SUR CULPABILITÉ ET SANCTION

---

ORDONNANCE DE NON-PUBLICATION, DE NON-DIFFUSION ET DE NON-DIVULGATION DU NOM DES ASSURÉS ET DE TOUT RENSEIGNEMENT OU DOCUMENT PERMETTANT DE LES IDENTIFIER, LE TOUT SUIVANT L'ARTICLE 142 DU *CODE DES PROFESSIONS*

---

[1] Le 2 février 2017, le Comité de discipline de la Chambre de l'assurance de dommages se réunissait pour procéder à l'audition des plaintes numéros 2016-02-06(C) et 2016-06-02(C) telles qu'amendées le 25 janvier 2017;

[2] Le syndic adjoint était alors représenté par Me Sébastien Tisserand et Me Yannick Vigneault et, de son côté, l'intimée était représentée par Me Sonia Paradis;

#### I. Les plaintes

[3] L'intimée fait l'objet de deux (2) plaintes amendées comportant plusieurs chefs d'accusation, soit :

2016-02-06(C)  
2016-06-02(C)

PAGE : 2

**Plainte no. 2016-02-06(C) :**

1. Entre les ou vers les mois d'août 2008 et mai 2009, a agi avec négligence et/ou a fait défaut d'exécuter le mandat confié par les assurés, N. M. et D. J., le ou vers le 24 juillet 2008, concernant leur police d'assurance habitation no 01-151-503 7 émise par Axa Assurances inc., notamment :
  - en ne revenant aux assurés que le ou vers le 20 février 2009 quant à leur demande d'augmenter le montant de la couverture pour refoulement d'égout à 50 000\$;
  - en ne corrigeant que le ou vers le 18 février 2009 la situation de la résidence dans un territoire semi-protégé plutôt que protégé;
  - en ne faisant pas le suivi nécessaire après le ou vers le 2 mars 2009 par rapport à sa demande d'avenant à l'assureur visant à augmenter le montant de la couverture pour refoulement d'égout à 50 000\$, ce qui lui aurait permis de réaliser que l'avenant ne fut jamais émis par l'assureur;
  - en ne faisant pas le suivi nécessaire après le ou vers le 18 février 2009 par rapport à sa demande d'avenant à l'assureur visant à corriger la situation de la résidence dans un territoire semi-protégé plutôt que protégé, ce qui lui aurait permis de réaliser que l'avenant fut détruit par l'assureur et donc jamais émis;

le tout en contravention notamment de l'article (...) 26 (...) du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommages* (...);

2. Vers le mois de mars 2010, a fait défaut d'agir en conseiller consciencieux et avec professionnalisme, alors qu'elle était informée par ses assurés, N. M. et D. J., qu'ils avaient découvert des traces d'infiltration d'eau au rez-de-chaussée de leur résidence, notamment :
  - en ne leur conseillant pas de rapporter la situation à leur assureur;
  - en les informant que les infiltrations d'eau répétées ou graduelles ne sont généralement pas couvertes par le contrat d'assurance, alors qu'il ne lui appartenait pas de se prononcer sur la cause du sinistre;

le tout en contravention notamment de l'article (...) 37(6) du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommages* (...);

3. Entre les ou vers les mois de mars 2010 et septembre 2010, a agi avec négligence et/ou n'a pas donné à l'assureur les renseignements qu'il est d'usage de lui fournir, notamment :
  - en faisant défaut d'informer Axa Assurances inc. que les assurés, N. M. et D. J., étaient aux prises avec des problèmes d'infiltrations d'eau et/ou de moisissures et qu'ils allaient entreprendre des poursuites judiciaires en vices cachés auprès de l'ancien propriétaire;
  - le ou vers le 28 septembre 2010, en faisant défaut d'informer M. Sylvain Buisson, expert en sinistre chez Axa Assurances inc., que les assurés, N. M. et D. J., l'avaient avisée dès le mois de mars 2010 des problèmes d'infiltrations d'eau et/ou de moisissures;

le tout en contravention notamment de l'article (...) 29 du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommages* (...);

4. retiré;
5. De 2008 à 2009, dans le cas des assurés N. M. et D. J., a exercé ses activités professionnelles de façon négligente en ne consignait pas à son dossier les informations utiles et nécessaires pour bien comprendre la teneur de ses actions, notamment :

2016-02-06(C)  
2016-06-02(C)

PAGE : 3

- vers les mois de juin et juillet 2008, en n'indiquant pas avoir vérifié auprès des assurés si, à la suite de leur déménagement dans leur nouvelle résidence, ils n'avaient plus besoin d'une couverture pour des biens entreposés;
- entre les ou vers les mois d'août 2008 et juillet 2009, en n'indiquant pas la décision de l'assureur Axa Assurances inc. face à l'impossibilité pour les assurés de confirmer si la conduite de mazout était gainée de plastique, tel que le recommandait l'inspecteur dans son rapport du 20 août 2008;
- vers le 20 juin 2008, en n'indiquant pas son travail pour établir le coût de reconstruction de la nouvelle résidence des assurés, les discussions qu'elle aurait eues avec eux à ce sujet et les protections qu'ils demandaient;
- vers le 17 septembre 2008, en n'indiquant pas la teneur de sa conversation avec l'assurée, N. M., et en omettant de préciser les détails qui ne fonctionnaient pas avec le rapport d'inspection et les dépendances;
- entre les ou vers les mois d'août 2008 et février 2009, en n'indiquant pas la teneur de ses communications avec les assurés au sujet de leur demande de juillet 2008 à l'effet d'augmenter la protection contre les refoulements d'égouts et que leur résidence était située dans un territoire semi-protégé plutôt que protégé;

le tout en contravention notamment de l'article 9 (...) du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommage (...)*.

#### **Plainte no. 2016-06-02(C) :**

1. Entre les ou vers les 28 novembre 2013 et 10 avril 2014, a fait défaut d'exécuter le mandat confié par l'assuré M. L., en ne procédant pas à l'émission de l'avenant au contrat d'assurance habitation émis par Intact Compagnie d'assurance, sous le numéro R34-7796, pour la période du 21 avril 2012 au 21 avril 2014, lequel devait prévoir l'ajout de la protection pour les dommages par l'eau – eau du sol et égouts – avec une limite de 10 000 \$, l'augmentation du montant d'assurance pour le bâtiment de 491 000 \$ à 555 000 \$ et l'octroi des avantages liés à son statut de membre de la FADOQ, créant ainsi un découvert réel pour la période du 23 novembre 2013 au 10 avril 2014, le tout en contravention l'article (.. ) 26 (...) du Code de déontologie des représentants en assurance de dommages;

2. Retiré;

#### **Assuré R. P.**

3. Entre les ou vers les 3 avril et 13 mai 2014, a fait défaut d'exécuter le mandat confié par l'assuré R. P., en ne procédant pas à l'émission de l'avenant au contrat d'assurance habitation émis par Intact Compagnie d'assurance, sous le numéro R34-4796, pour la période du 20 avril 2013 au 20 avril 2014, lequel devait prévoir l'ajout d'une résidence secondaire (chalet), créant ainsi un découvert réel pour la période du 4 avril 2014 au 20 avril 2014 et un découvert technique pour la période du 21 avril 2014 au 13 mai 2014, le tout en contravention avec l'article (.. ) 26 du Code de déontologie des représentants en assurance de dommages;

4. Retiré;

5. Retiré;

2016-02-06(C)  
2016-06-02(C)

PAGE : 4

**Assurée P. C.**

6. Entre les ou vers les 22 octobre 2012 et 14 avril 2014, a fait défaut d'exécuter le mandat confié par l'assurée P. C. en ne procédant pas à l'émission de l'avenant au contrat d'assurance habitation émis par Intact Compagnie d'assurance, sous le numéro R51-9626, pour la période du 1er novembre 2011 au 1er novembre 2012, lequel devait prévoir un changement d'adresse, créant ainsi un découvert réel pour la période du 27 octobre 2012 au 14 avril 2014, le tout en contravention avec l'article (...) 26 (...) du Code de déontologie des représentants en assurance de dommages;
7. Retiré;

**Assurée I. D.**

8. Entre les ou vers les 28 mai et 16 juin 2014, a agi avec négligence et a fait défaut d'agir en conseiller consciencieux en n'informant pas l'assurée I. D. de la procédure à suivre pour ne pas renouveler le contrat d'assurance automobile émis par Intact Compagnie d'assurance, sous le numéro E27-6414, pour la période du 30 juin 2014 au 30 juin 2016, malgré un message téléphonique laissé par l'assurée I.D. le ou vers le 28 mai 2014, le tout en contravention avec l'article (...) 37(6) du Code de déontologie des représentants en assurance de dommages;
9. Entre les ou vers les 28 mai et 4 juillet 2014, a fait défaut d'exécuter le mandat confié par l'assurée I. D. en ne procédant pas à l'émission de l'avenant au contrat d'assurance automobile émis par Intact Compagnie d'assurance, sous le numéro E27-6414, pour la période du 30 juin 2014 au 30 juin 2016, lequel devait confirmer le non-renouvellement dudit contrat, faisant en sorte qu'un paiement a été prélevé dans le compte bancaire de l'assurée, le tout en contravention avec l'article (...) 26 (...) du Code de déontologie des représentants en assurance de dommages;

**Assurée S. H.**

10. Entre les ou vers les 13 mai et 4 juillet 2014, a fait défaut d'exécuter le mandat confié par l'assurée S. H., en ne procédant pas à l'émission de l'avenant au contrat d'assurance habitation émis par Intact Compagnie d'assurance, sous le numéro R67-0469, pour la période du 13 septembre 2013 au 13 septembre 2014, lequel devait prévoir l'ajout d'une protection propriétaire occupant sur la nouvelle résidence de l'assurée, créant ainsi un découvert technique pour la période du 13 mai 2014 au 4 juillet 2014, le tout en contravention avec l'article (...) 26 (...) du Code de déontologie des représentants en assurance de dommages;
11. Retiré;
12. Entre les ou vers les 13 mai et 30 juin 2014, a fait défaut d'agir en conseiller consciencieux en ne demandant pas à l'assurée S. H., à partir de quelle date elle n'habiterait plus son logement locatif afin de supprimer cette protection au contrat d'assurance habitation émis par Intact Compagnie d'assurance, sous le numéro R67-0469, pour la période du 13 septembre 2013 au 13 septembre 2014, et la remplacer par une couverture d'assurance propriétaire occupant sur la nouvelle résidence de l'assurée, le tout en contravention avec l'article (...) 37(6) du Code de déontologie des représentants en assurance de dommages;

2016-02-06(C)  
2016-06-02(C)

PAGE : 5

**Assurée R. N.**

13. Entre les ou vers les 18 novembre 2013 et 20 mars 2014, a fait défaut d'exécuter le mandat confié par l'assurée R. N., en ne procédant pas à l'émission de l'avenant au contrat d'assurance habitation émis par Intact Compagnie d'assurance, sous le numéro R43-1701, pour la période du 23 juillet 2013 au 23 juillet 2014, lequel devait prévoir la modification du nom du créancier hypothécaire, le tout en contravention avec l'article (...) 26 (...) du Code de déontologie des représentants en assurance de dommages;

14. Retiré;

**Assuré M-A. L.**

15. Entre les ou vers les 21 novembre 2013 et 17 avril 2014, a fait défaut d'exécuter le mandat confié par l'assuré M-A. L. en ne procédant pas à l'émission de l'avenant au contrat d'assurance habitation émis par Intact Compagnie d'assurance, sous le numéro R28-5347, pour la période du 5 janvier 2013 au 5 janvier 2014, lequel devait prévoir l'ajout de la protection pour les dommages causés par le déversement d'un réservoir de mazout, créant ainsi un découvert réel pour la période du 21 novembre 2013 au 4 janvier 2014 et un découvert technique pour la période du 5 janvier 2014 au 17 avril 2014, le tout en contravention avec l'article (...) 26 (...) du Code de déontologie des représentants en assurance de dommages;

16. Retiré;

**Assurée C. L.**

17. Entre les ou vers les 19 février et 25 avril 2014, a fait défaut d'exécuter le mandat confié par l'assurée C. L. en ne procédant pas à l'émission de l'avenant au contrat d'assurance habitation émis par Intact Compagnie d'assurance, sous le numéro R41-1990, pour la période du 1er juillet 2012 au 1er juillet 2014, lequel devait prévoir une couverture propriétaire occupant sur la nouvelle résidence de l'assurée, créant ainsi un découvert technique pour la période du 19 février 2014 au 25 avril 2014, le tout en contravention avec l'article (...) 26 (...) du Code de déontologie des représentants en assurance de dommages;

18. Retiré;

19. Entre les ou vers les 19 février 2014 et 25 avril 2014, a fait défaut d'exécuter le mandat confié par l'assurée C. L. en inscrivant la mauvaise adresse pour la nouvelle résidence de l'assurée à l'avenant au contrat d'assurance habitation émis par Intact Compagnie d'assurance, sous le numéro R41-1990, pour la période du 1er juillet 2012 au 1er juillet 2014, lequel devait prévoir l'ajout d'une couverture propriétaire occupant sur la nouvelle résidence de l'assurée, créant ainsi un découvert technique pour la période du 19 février 2014 au 28 juillet 2014, le tout en contravention avec l'article (...) 26 (...) du Code de déontologie des représentants en assurance de dommages;

**Assuré S. S.**

20. Entre les ou vers les 18 septembre 2013 et 13 mars 2014, a fait défaut d'exécuter le mandat confié par l'assuré S. S. en ne procédant pas à l'émission de l'avenant au contrat d'assurance automobile émis par Intact Compagnie d'assurance, sous le numéro E28-2278, pour la période du 28 juillet 2013 au 28 juillet 2014, lequel devait prévoir l'ajout d'une Mercedes 2006, créant ainsi un découvert technique pour la période du 18 septembre 2013 et 13 mars 2014,

2016-02-06(C)  
2016-06-02(C)

PAGE : 6

le tout en contravention avec l'article (...) 26 (...) du Code de déontologie des représentants en assurance de dommages;

21. Retiré;

**Assurée C. M.**

22. Entre les ou vers les 28 novembre 2013 et 26 mars 2014, a fait défaut d'exécuter le mandat confié par l'assurée C. M. en ne procédant pas à l'émission de l'avenant au contrat d'assurance automobile émis par Intact Compagnie d'assurance, sous le numéro E06-1145, pour la période du 23 février 2013 au 23 février 2014, lequel devait prévoir la substitution du véhicule assuré pour une Audi 2014, créant ainsi un découvert technique pour la période du 28 novembre 2013 au 26 mars 2014, le tout en contravention avec l'article (...) 26 (...) du Code de déontologie des représentants en assurance de dommages;

23. Retiré;

[4] Cela dit, l'intimée, par la voix de son avocate, enregistra un plaidoyer de culpabilité à l'encontre des chefs d'accusation reprochés dans les deux (2) plaintes amendées ;

[5] Les parties, après avoir procédé au dépôt de certaines pièces documentaires<sup>1</sup>, ont alors présenté une recommandation commune quant aux sanctions devant être imposées à l'intimée;

**II. Les faits**

[6] Les faits à l'origine des présentes plaintes sont relativement simples ;

[7] D'ailleurs, l'intimée, par son plaidoyer de culpabilité, s'est trouvée à reconnaître tous et chacun des éléments essentiels de l'une et l'autre des plaintes<sup>2</sup> ;

[8] Essentiellement, l'intimée a fait preuve de négligence dans plusieurs dossiers, notamment :

- En faisant défaut de donner suite aux instructions reçues de ses clients<sup>3</sup> ;
- En faisant défaut d'agir en conseiller consciencieux<sup>4</sup> ;
- En faisant défaut de donner à l'assureur les renseignements qu'il est d'usage

1 P-1 à P-26;

2 *Castiglia c. Frégeau*, 2014 QCCQ 849 (CanLII);

3 Chef 1 de la plainte no. 2016-02-06(C);

Chefs 1, 3, 6, 9, 10, 13, 15, 17, 19, 20 et 22 de la plainte no. 2016-06-02(C);

4 Chef 2 de la plainte no. 2016-02-06(C);

Chefs 8 et 12 de la plainte no. 2016-06-02(C);

2016-02-06(C)  
2016-06-02(C)

PAGE : 7

de fournir<sup>5</sup> ;

- En faisant défaut de consigner à son dossier toutes les informations utiles et nécessaires<sup>6</sup> ;

[9] D'ailleurs, l'intimée a été congédiée par son cabinet, vu le manque de suivi de ses dossiers et ses négligences répétées, malgré les nombreux avertissements de son employeur ;

[10] Par contre, à sa décharge, l'intimée a enregistré un plaidoyer de culpabilité à la première occasion et a bien collaboré à l'enquête du syndic ;

### III. Recommandations communes

[11] Les parties ont formulé une recommandation commune par l'entremise de Me Tisserand visant à imposer à l'intimée les sanctions suivantes :

#### A) Plainte no. 2016-02-06(C)

Chef 1 : une radiation d'un (1) mois

Chef 2 : une radiation de deux (2) mois

Chef 3 : une radiation de deux (2) mois

Chef 4 : retrait

Chef 5 : une amende de 2 000 \$

#### B) Plainte no. 2016-06-02(C)

Chef 1 : une radiation de deux (2) mois

Chef 2 : retrait

Chef 3 : une radiation de deux (2) mois

Chef 4 : retrait

Chef 5 : retrait

Chef 6 : une radiation de deux (2) mois

<sup>5</sup> Chef 3 de la plainte no. 2016-02-06(C);

<sup>6</sup> Chef 5 de la plainte no. 2016-02-06(C);



2016-02-06(C)  
2016-06-02(C)

PAGE : 8

- Chef 7 : retrait
- Chef 8 : une amende de 2 000 \$
- Chef 9 : une amende de 2 000 \$
- Chef 10 : une amende de 2 000 \$
- Chef 11 : retrait
- Chef 12 : une amende de 2 000 \$
- Chef 13 : une amende de 2 000 \$
- Chef 14 : retrait
- Chef 15 : une radiation de deux (2) mois
- Chef 16 : retrait
- Chef 17 : une amende de 2 000 \$
- Chef 18 : retrait
- Chef 19 : une radiation d'un (1) mois
- Chef 20 : une radiation d'un (1) mois
- Chef 21 : retrait
- Chef 22 : une radiation d'un (1) mois
- Chef 23 : retrait

[12] Cette suggestion commune tient compte de plusieurs facteurs objectifs et subjectifs ;

[13] Parmi les facteurs aggravants, il y a lieu de souligner les suivants :

- La nature et la gravité objective des infractions ;
- La durée et la répétition des infractions ;
- La mise en péril de la protection du public en raison des agissements de l'intimée ;

[14] Quant aux facteurs atténuants, il y a lieu de considérer les facteurs suivants :

- Le plaidoyer de culpabilité ;

2016-02-06(C)  
2016-06-02(C)

PAGE : 9

- La collaboration de l'intimée lors de l'enquête du syndic ;
- Son absence d'antécédents disciplinaires ;
- L'absence de pertes financières pour les clients ;
- L'absence de risque de récidive puisque l'intimée n'a pas l'intention de revenir à la pratique ;
- Les capacités financières limitées de l'intimée ;

[15] À l'appui de cette recommandation commune, Me Tisserand a produit une série de décisions disciplinaires démontrant que les sanctions suggérées s'inscrivent dans la fourchette des sanctions habituellement imposées pour ce genre d'infraction, soit :

- *CHAD c. Mousseau*, 2016 CanLII 66956 (QC CDCHAD) ;
- *CHAD c. Rigas*, 2016 CanLII 53907 (QC CDCHAD) ;
- *CHAD c. Bouffard*, 2016 CanLII 33224 (QC CDCHAD) ;

[16] Cela dit, Me Paradis ajoute, au nom de l'intimée, que celle-ci a été très affectée par cette situation et qu'elle regrette sincèrement ses erreurs passées ;

[17] De plus, elle souligne l'absence de malhonnêteté et l'absence de conséquences financières pour les assurés ;

[18] Enfin, elle réitère l'engagement de l'intimée de ne pas revenir à la pratique de l'assurance (pièce P-1), laquelle entend réorienter sa carrière dans un domaine différent ;

[19] Enfin, elle souligne la situation financière difficile de l'intimée ;

#### IV. Analyse et décision

[20] Depuis l'arrêt de la Cour suprême dans l'affaire *Anthony-Cook*<sup>7</sup>, la discrétion du Comité de discipline est pour le moins limitée en matière de recommandations communes ;

[21] C'est ainsi que dans la mesure où celles-ci ne sont pas contraires à l'intérêt public et qu'elles sont recommandées par deux (2) avocats d'expérience, elles doivent être acceptées d'emblée<sup>8</sup> ;

<sup>7</sup> *R. c. Anthony-Cook*, 2016 CSC 43 (CanLII);

<sup>8</sup> *Ibid.*, par. 25, 31, 32 et 42;

2016-02-06(C)  
2016-06-02(C)

PAGE : 10

[22] Cela étant établi, le Comité considère que les sanctions suggérées sont justes et raisonnables et qu'elles reflètent de façon adéquate les circonstances particulières du présent dossier ;

[23] De plus, elles tiennent compte des facteurs objectifs et subjectifs propres au cas de l'intimée ;

[24] Pour l'ensemble de ces motifs, la recommandation commune formulée par les parties sera entérinée par le Comité.

**PAR CES MOTIFS, LE COMITÉ DE DISCIPLINE :**

**AUTORISE** le dépôt des plaintes amendées ;

**PREND** acte du plaidoyer de culpabilité de l'intimée;

**DÉCLARE** l'intimée coupable des chefs d'accusation reprochés et plus particulièrement comme suit :

**Plainte no. 2016-02-06(C) :**

**Chef 1:** pour avoir contrevenu à l'article 26 du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommages* (RLRQ, c. D-9.2, r.5)

**Chef 2:** pour avoir contrevenu à l'article 37(6) du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommages* (RLRQ, c. D-9.2, r.5)

**Chef 3:** pour avoir contrevenu à l'article 29 du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommages* (RLRQ, c. D-9.2, r.5)

**Chef 4:** (retrait)

**Chef 5:** pour avoir contrevenu à l'article 9 du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommages* (RLRQ, c. D-9.2, r.5)

**Plainte no. 2016-06-02(C) :**

**Chef 1:** pour avoir contrevenu à l'article 26 du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommages* (RLRQ, c. D-9.2, r.5)

**Chef 2:** (retrait)

2016-02-06(C)  
2016-06-02(C)

PAGE : 11

- Chef 3 :** pour avoir contrevenu à l'article 26 du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommages* (RLRQ, c. D-9.2, r.5)
- Chef 4 :** (retrait)
- Chef 5 :** (retrait)
- Chef 6 :** pour avoir contrevenu à l'article 26 du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommages* (RLRQ, c. D-9.2, r.5)
- Chef 7 :** (retrait)
- Chef 8 :** pour avoir contrevenu à l'article 37(6) du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommages* (RLRQ, c. D-9.2, r.5)
- Chef 9 :** pour avoir contrevenu à l'article 26 du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommages* (RLRQ, c. D-9.2, r.5)
- Chef 10 :** pour avoir contrevenu à l'article 26 du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommages* (RLRQ, c. D-9.2, r.5)
- Chef 11 :** (retrait)
- Chef 12 :** pour avoir contrevenu à l'article 37(6) du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommages* (RLRQ, c. D-9.2, r.5)
- Chef 13 :** pour avoir contrevenu à l'article 26 du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommages* (RLRQ, c. D-9.2, r.5)
- Chef 14 :** (retrait)
- Chef 15 :** pour avoir contrevenu à l'article 26 du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommages* (RLRQ, c. D-9.2, r.5)
- Chef 16 :** (retrait)
- Chef 17 :** pour avoir contrevenu à l'article 26 du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommages* (RLRQ, c. D-9.2, r.5)
- Chef 18 :** (retrait)
- Chef 19 :** pour avoir contrevenu à l'article 26 du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommages* (RLRQ, c. D-9.2, r.5)
- Chef 20 :** pour avoir contrevenu à l'article 26 du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommages* (RLRQ, c. D-9.2, r.5)

2016-02-06(C)  
2016-06-02(C)

PAGE : 12

**Chef 21** : (retrait)

**Chef 22** : pour avoir contrevenu à l'article 26 du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommages* (RLRQ, c. D-9.2, r.5)

**Chef 23** : (retrait)

**IMPOSE** à l'intimée les sanctions suivantes :

**Plainte no. 2016-02-06(C)** :

**Chef 1** : une radiation d'un (1) mois

**Chef 2** : une radiation de deux (2) mois

**Chef 3** : une radiation de deux (2) mois

**Chef 5** : une amende de 2 000 \$

**DÉCLARE** que les périodes de radiation temporaire seront purgées de façon concurrente débutant à la date de la remise en vigueur du certificat de l'intimée ;

**ORDONNE** à la secrétaire du Comité de discipline de faire publier dans un journal circulant dans le lieu où l'intimée a son domicile professionnel un avis de la présente décision à la date de la remise en vigueur du certificat de l'intimée ;

**LE TOUT**, sans frais ;

**Plainte no. 2016-06-02(C)** :

**Chef 1** : une radiation de deux (2) mois

**Chef 3** : une radiation de deux (2) mois

**Chef 6** : une radiation de deux (2) mois

**Chef 8** : une amende de 2 000 \$

**Chef 9** : une amende de 2 000 \$

**Chef 10** : une amende de 2 000 \$

**Chef 12** : une amende de 2 000 \$

**Chef 13** : une amende de 2 000 \$

2016-02-06(C)  
2016-06-02(C)

PAGE : 13

**Chef 15** : une radiation de deux (2) mois

**Chef 17** : une amende de 2 000 \$

**Chef 19** : une radiation d'un (1) mois

**Chef 20** : une radiation d'un (1) mois

**Chef 22** : une radiation d'un (1) mois

**DÉCLARE** que les périodes de radiation temporaire seront purgées de façon concurrente débutant à la date de la remise en vigueur du certificat de l'intimée ;

**ORDONNE** à la secrétaire du Comité de discipline de faire publier dans un journal circulant dans le lieu où l'intimée a son domicile professionnel un avis de la présente décision à la date de la remise en vigueur du certificat de l'intimée ;

**LE TOUT**, sans frais ;

**POUR LES DEUX (2) DOSSIERS :**

**PRONONCE** une ordonnance de non-publication, de non-diffusion et de non-divulgaration du nom des assurés et de tout renseignement ou document permettant de les identifier, le tout suivant l'article 142 du *Code des professions* ;

**PREND** acte de l'engagement de l'intimée (pièce P-1) de ne plus pratiquer comme courtier en assurance de dommages des particuliers et des entreprises ;

**DÉCLARE** que les amendes totalisant 14 000 \$ seront payées mensuellement et consécutivement le premier (1<sup>er</sup>) de chaque mois par la remise de 14 chèques postdatés à la Chambre de l'assurance de dommages au montant de 1 000 \$ chacun le premier (1<sup>er</sup>) du mois suivant le présent jugement ;

**DÉCLARE** qu'en cas de défaut de paiement, l'intimée perdra, sans autre avis ni délais, le bénéfice du terme et devra payer l'intégralité du solde des amendes ;

**LE TOUT**, sans frais.

2016-02-06(C)  
2016-06-02(C)

PAGE : 14

---

Me Patrick de Niverville, avocat  
Président

---

M. Serge Meloche, courtier en assurance de  
dommages  
Membre

---

M. Marc-Henri Germain, C.d'A.A, A.V.A.,  
courtier en assurance de dommages  
Membre

Me Sébastien Tisserand et Me Yannick Vigneault  
Procureurs de la partie plaignante

Me Sonia Paradis  
Procureur de la partie intimée

Date d'audience : 2 février 2017

# COMITÉ DE DISCIPLINE

## CHAMBRE DE L'ASSURANCE DE DOMMAGES

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC

No: 2016-05-05(E)

DATE : 3 mai 2017

---

LE COMITÉ : Me Daniel M. Fabien, avocat	Président
Mme Valérie Mastrocola, B.A.A., PAA, expert en sinistre	Membre
M. Gontran Junior Lamontagne, expert en sinistre	Membre

---

**Me KARINE LIZOTTE**, ès qualités de syndic adjoint de la Chambre de l'assurance de dommages

Partie plaignante

c.

**ROBIN OUELLET**, expert en sinistre (5A)

Partie intimée

---

### DÉCISION SUR CULPABILITÉ

---

ORDONNANCE DE NON-DIVULGATION, NON-PUBLICATION  
ET NON-DIFFUSION DE TOUS LES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS  
PERMETTANT D'IDENTIFIER LES ASSURÉS MENTIONNÉS AUX PIÈCES  
DÉPOSÉES EN PREUVE ET CE, EN VERTU DE L'ARTICLE 142 DU CODE DES  
PROFESSIONS<sup>1</sup>.

---

[1] Les 20 et 21 mars 2017, le Comité de discipline de la Chambre de l'assurance de dommages (« le Comité ») est réuni pour procéder à l'audition de la plainte dans le présent dossier.

[2] Me Karine Lizotte, syndic adjoint, est représentée par Me Olivier Charbonneau. Quant à l'intimé, il est représenté par Me Érik Morissette.

#### I. La plainte amendée

---

<sup>1</sup> Voir également la décision interlocutoire rendue par le Comité dans le présent dossier;



2016-05-05(E)

PAGE: 2

[3] L'intimé Robin Ouellet est visé par quatre (4) chefs d'accusation, à savoir :

« 1. Le ou vers le 14 avril 2014, dans le cadre de l'exécution d'un mandat confié par l'assureur La Capitale assurances générales inc. concernant une réclamation pour vol aux termes d'un contrat d'assurance portant le no 43415871-002, a fait défaut (...) de s'identifier clairement et d'identifier son mandat, en se présentant à C.B., mère de l'assuré C.B., en déclarant travailler avec l'Autorité des marchés financiers et en collaboration avec la police, ce qui était à la fois faux, trompeur, susceptible d'induire en erreur et malhonnête, le tout en contravention avec (...) les articles 16, 17, 58 (1) et 58 (5) du Code de déontologie des experts en sinistre;

2. Le ou vers le 14 avril 2014, dans le cadre de l'exécution d'un mandat confié par l'assureur La Capitale assurances générales inc. concernant une réclamation pour vol aux termes d'un contrat d'assurance portant le no 43415871-002, a fait défaut (...) de s'identifier clairement et d'identifier son mandat, en se présentant à l'assuré C.B. en déclarant travailler avec l'Autorité des marchés financiers et en collaboration avec la police, ce qui était à la fois faux, trompeur, susceptible d'induire en erreur et malhonnête, le tout en contravention avec (...) les articles 16, 17, 58 (1) et 58 du Code de déontologie des experts en sinistre;

3. Le ou vers le 14 avril 2014, dans le cadre de l'exécution d'un mandat confié par l'assureur La Capitale assurances générales inc. concernant une réclamation pour vol aux termes d'un contrat d'assurance portant le no 43415871-002, a fait défaut d'exercer ses activités avec (...) honnêteté, équité, objectivité, discrétion et modération lors d'une rencontre avec l'assuré C.B., notamment en :

- Accusant l'assuré d'être un menteur à plusieurs reprises;
- Faisant des déclarations contenant des jugements de valeur concernant l'assuré au sujet de l'aide sociale, du travail non déclaré (« au noir »), de la consommation d'alcool et de drogue et de ses antécédents criminels;
- En lui posant des questions non pertinentes concernant sa consommation d'alcool et de drogue et les circonstances précises de sa relation intime et de sa rupture avec son ex-conjointe;
- Insistant pour que l'assuré le tutoie et utilise son prénom et en faisant de même en s'adressant à l'assuré;

le tout en contravention avec (...) les articles 15 et 27 du Code de déontologie des experts en sinistre;

4. Le ou vers le 14 avril 2014, dans le cadre de l'exécution d'un mandat confié par l'assureur La Capitale assurances générales inc. concernant une réclamation pour vol aux termes d'un contrat d'assurance portant le no 43415871-002, a fait défaut d'exercer ses activités avec (...) honnêteté, équité, objectivité, discrétion et modération lors d'une rencontre avec l'assuré C.B. en le menaçant de faire des recommandations défavorables à l'assureur, de remettre son dossier à la police et de transmettre à « l'aide sociale » les renseignements qu'il venait d'obtenir de l'assuré concernant le travail non déclaré (« au noir »), incitant l'assuré à se désister de sa réclamation, le tout en contravention avec (...) les articles 15 et 27 du Code de déontologie des experts en sinistre; »

2016-05-05(E)

PAGE: 3

## II. L'ordonnance de non-divulgation, non-publication et non-diffusion

[4] Dès le début de l'instruction, Me Charbonneau demande au Comité de rendre une ordonnance de non-divulgation, non-publication et non-diffusion des renseignements personnels permettant d'identifier les assurés mentionnés à la pièces P-9 Z.

[5] Me Morissette ne formule aucune objection.

[6] Plus tard au cours de l'instruction, ladite ordonnance sera élargie afin de couvrir l'ensemble de la preuve déposée au dossier.

## III. La preuve déposée et retirée du dossier

[7] Me Morissette nous informe qu'il retire du dossier le rapport d'expertise de M. John Galianos.

[8] Selon le procureur de l'intimé, cette expertise n'est plus pertinente puisqu'en déposant sa plainte amendée, le syndic adjoint, a retiré l'infraction basée sur l'article 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*.

[9] L'expertise de M. Galianos ne fait donc plus partie du dossier du Comité.

[10] Quant aux pièces documentaires et audio, les parties conviennent au départ de déposer en preuve de consentement les pièces P-1 à P-10 inclusivement de même que les pièces P-18 et P-20.

[11] Cette dernière décision a été prise par les procureurs des parties à la lumière du fait que l'assuré C.B. devait venir témoigner. En effet, ce dernier avait été dûment cité à comparaître à la demande du syndic adjoint.

[12] Par la suite, les pièces additionnelles P-21 à P-31 seront déposées en preuve. Il s'agit des transcriptions des entrevues tenues par l'intimé en date du 14 avril 2014 et des conversations téléphoniques enregistrées par La Capitale.

[13] Malgré l'absence de l'assuré C.B., le syndic adjoint considère qu'il est tout de même en mesure de se décharger de son fardeau de preuve.

[14] En conséquence, l'instruction de la plainte débute.

[15] Or, l'assuré C.B. ne s'est jamais manifesté, ni présenté à l'audition.

[16] Étant donné l'absence de C.B., les procureurs des parties ont convenu d'exclure de la preuve les pièces P-11, P-12, P-13, P-14, P-15, P-16, P-17 et la pièce P-19.

[17] Il en résulte que ces dernières pièces ne font pas partie de la preuve

2016-05-05(E)

PAGE: 4

administrée devant le Comité.

[18] En défense, une seule pièce est déposée sous la cote I-1, soit la carte d'affaires de l'intimé.

#### IV. Le contexte

[19] Selon la pièce P-9 Z<sup>2</sup>, l'assuré C.B. possède un lourd passé criminel qui s'échelonne de 2008 à 2011.

[20] De plus, à la pièce P-9 M, Jérôme Simard, du Service d'indemnisation de La Capitale, écrit dans un mémorandum interne daté du 21 mars 2014 ce qui suit :

*« Lors de notre enquête suite à un vol qui serait survenu chez cet assuré nous avons fait la demande du plumeur et il en ressort qu'entre 1996 et 2010, ce client (C.B.) a dû faire face à 46 chefs d'accusation. Est-ce que nous avons été avisé lors de la prise d'assurance et si non, est-ce que nous aurions accepté ce risque. »*

(nos soulignements)

[21] Cela étant, tout commence le 19 mai 2011 lorsque Mme C.B. (ci-après désignée « Mme B. »), soit la mère de l'assuré C.B., communique avec La Capitale afin d'assurer le véhicule Ford Escort 1997 de son fils C.B.

[22] À ce moment, C. B. est âgé de 33 ans.

[23] Comme à l'habitude, Mme B. répond aux questions du représentant de La Capitale et donne les renseignements pertinents afin d'obtenir la couverture d'assurance recherchée pour son fils.

[24] À la question à savoir si C.B. a des antécédents criminels, Mme B. répond par la négative dans un premier temps et par la suite elle affirme : « Pas à ma connaissance ».

[25] Mme B. vérifie qu'elle sera la prime payable et convient avec le représentant que celle-ci sera payée par des versements mensuels de 21,95 \$ prélevés directement dans son compte bancaire et non pas celui de son fils.

[26] Selon la preuve administrée, lors de la souscription de cette police d'assurance automobile pour le bénéfice de C.B., il ne semble pas que C.B. ait parlé avec un représentant de La Capitale<sup>3</sup>.

[27] Quelques mois plus tard, soit le 7 novembre 2011, Mme B. communique de

---

<sup>2</sup> Voir plus particulièrement les extraits du plumeur criminel et pénal que se retrouvent aux pages 62 à 75 de la pièce P-9 Z;

<sup>3</sup> Cette police d'assurance automobile sera résiliée par C.B. le 22 février 2012, voir la pièce P-2, page 22;

2016-05-05(E)

PAGE: 5

nouveau avec La Capitale.

[28] Cette fois-ci, Mme B. veut obtenir une police d'assurance locataire occupant pour son fils C.B.

[29] La preuve sur la question à savoir si C.B. a communiqué avec l'assureur lors de la souscription de cette police d'assurance reste nébuleuse.

[30] Le seul élément de preuve que nous avons à ce sujet est la pièce P-5 à la page 12.

[31] Il s'agit de l'impression d'un écran d'ordinateur qui tend à établir que le 7 novembre 2011, un représentant de La Capitale aurait posé la question suivante à son interlocuteur : « Est-ce que vous, tout propriétaire ou toute autre personne habitant sous votre toit, avez des antécédents criminels au cours des 10 dernières années?

[32] La réponse qui figure sur cette pièce est la lettre « N » pour signifier que l'interlocuteur répond par la négative à la question.

[33] Quant à l'identité de l'interlocuteur, s'agit-il de Mme B. ou C.B.? La preuve n'est pas claire à ce sujet. Par contre, il est plus probable que ce soit Mme B. puisque C.B. avouera à l'intimité qu'il cache ses antécédents criminels. Quoiqu'il en soit, nous considérons que nous n'avons pas à nous prononcer sur cette question pour décider du sort de la plainte.

[34] Plus tard, est arrivé ce qui devait arriver.

[35] C.B. se prétend victime d'un vol survenu le 28 février 2014. Est-ce que ce vol a réellement eu lieu ou s'agit-il d'une fraude? Nous discuterons de cette question plus loin.

[36] C.B. présente donc une réclamation à La Capitale. M. Jérôme Simard, expert en sinistre de premier niveau au Service de l'indemnisation de la Capitale, est assigné au dossier de réclamation de C.B.

[37] Le 6 mars 2014, M. Simard communique avec C.B. Cette conversation téléphonique est enregistrée. La transcription de cet entretien est déposée en preuve sous la cote P-9 Z<sup>4</sup>.

[38] Considérant les antécédents criminels de C. B. et la nature incertaine de sa réclamation, le dossier de C.B. est transmis à Mme Sylvie Noël, conseillère technique de deuxième niveau au sein de l'Unité spéciale d'enquête de La Capitale.

[39] Mme Noël nous dit que l'Unité spéciale d'enquête s'occupe des dossiers

---

4 Voir les pages 19 à 35 de la pièce P-9 Z;

2016-05-05(E)

PAGE: 6

problématiques.

[40] Elle explique qu'une certaine partie des cas qui se retrouvent à l'Unité spéciale d'enquête sont confiés à des experts en sinistre externes.

[41] C'est pourquoi, le 26 mars 2014, Mme Noël demande à l'intimé Robin Ouellet de faire une enquête complète<sup>5</sup> relativement à la réclamation de C.B.

[42] M. Ouellet reçoit divers documents d'enquête de La Capitale, il se constitue un dossier et fait certaines vérifications avant de rencontrer C.B.

[43] Le 1<sup>er</sup> avril 2014, Mme Noël transmet une lettre par Xpresspost à C.B. dans laquelle elle l'informe que M. Robin Ouellet de la firme Les Expertises & Enquêtes Ouellet inc. poursuivra l'investigation de la réclamation et que ce dernier communiquera avec lui sous peu<sup>6</sup>.

[44] Le 3 avril 2014<sup>7</sup>, M. Ouellet communique par téléphone et par courriel avec l'assuré C.B. afin de fixer une rencontre.

[45] C.B. n'est pas disponible à brève échéance puisqu'il sera à l'extérieur.

[46] Un rendez-vous avec C.B. est finalement fixé par M. Ouellet et la réunion doit se tenir dans les bureaux de La Capitale, à Saguenay, le 14 avril 2014.

#### **V. Les entrevues du 14 avril 2014<sup>8</sup>**

[47] Initialement, M. Ouellet devait uniquement rencontrer C.B. mais vu que Mme B. est présente avec son fils le 14 avril 2014, il en profite pour faire une entrevue avec elle également.

[48] Les entrevues débutent à 10 h 40 et elles sont enregistrées.

[49] L'intimé, Mme B. et C.B. sont tous dans une salle réservée à cette fin.

[50] L'intimé se présente à Mme B. en lui disant son nom et qu'il la rencontre dans le cadre d'une réclamation présentée par son fils à La Capitale.

[51] L'intimé invite C.B. à aller s'asseoir à la réception pendant qu'il posera des questions à Mme B. Il prévoit que la rencontre avec Mme B. durera environ une demi-heure. M. Ouellet informe également C.B., qu'une fois l'entrevue terminée avec sa mère, il poursuivra avec lui.

---

5 À ce sujet, voir la pièce P-9 Y;

6 Voir la pièce P-7, à la page 34;

7 Voir la pièce P-9 F;

8 Les entrevues tenues par l'intimé ont été transcrites par un sténographe officiel et déposées en preuve sous les cotes P-21, P-22 et P-23.

2016-05-05(E)

PAGE: 7

[52] C.B. ne manifeste aucune résistance et quitte la salle d'entrevue.

[53] Après quelques échanges avec Mme B., l'intimé réalise qu'il ne lui a pas remis sa carte d'affaires. L'intimé s'exécute et sort l'une de ses cartes d'affaires.

[54] Par la suite, l'intimé informe Mme B. qu'il n'est pas un employé de La Capitale mais qu'il travaille plutôt pour *Expertises et Enquêtes Ouellet* et qu'il œuvre au niveau des enquêtes pour des assureurs, dont notamment La Capitale, Desjardins, Intact et Bélair.

[55] Curieuse, Mme B. lui demande : « Puis vous faites toujours une enquête quand quelqu'un se fait voler de même? »

[56] L'intimé répond par la négative et ajoute qu'il intervient uniquement lorsqu'il y a « des anomalies dans le dossier. »

[57] Quelques minutes plus tard, l'intimé affirme ce qui suit à Mme B., soit :

*« RO : Parfait. Ça fait que dans le fond, puis on va en reparler tantôt comment vous l'avez appris, là, mais grosso modo c'est ça, moi, je travaille avec tous les assureurs puis, oui, il y a une enquête autour de ça.*

*CB : O.K.*

*RO : Je ne relève pas de la police, je travaille en collaboration avec eux autres bien évidemment.*

*CB : O.K.*

*RO : Par contre, moi, je travaille avec l'Autorité des marchés financiers, qui est l'encadrement professionnel qui encadre les assureurs, puis moi je suis aux enquêtes avec eux autres.*

*CB : O.K. »*

[58] Suite à cet échange, M. Ouellet remet sa carte d'affaires à Mme B<sup>9</sup>.

[59] Mme B. remet son permis de conduire à l'intimé et l'entrevue se poursuit.

[60] M. Ouellet questionne Mme B. sur les circonstances entourant sa connaissance du vol, la situation financière de C.B., les échanges qu'elle a eu avec son fils relativement au vol, les biens volés, l'antécédent de culture de cannabis de son fils et de nombreux autres sujets. Bref, M. Ouellet fait enquête et veut obtenir la version des faits de Mme B.

[61] Une fois cette entrevue terminée, M. Ouellet rencontre l'assuré C.B.

[62] Avant de débiter la rencontre et en la présence de C.B., l'intimé déclare ce qui

---

<sup>9</sup> Voir la pièce I-1;

2016-05-05(E)

PAGE: 8

suit :

« RO : Bonjour. On est aujourd'hui quatorze (14) avril, il est onze heure quinze (11 h 15). Je vais être en entrevue avec monsieur C.B. dans le cadre d'une réclamation présentée à son assureur La Capitale, le numéro de dossier de La Capitale étant le 51847741, police numéro 43415871-002. Mon nom est Robin Ouellet, Expertises et Enquêtes Ouellet, le numéro de dossier étant le 140326-01 pour une réclamation d'introduction par effraction survenu le, déclarée survenue le ou vers le 28 février 2014. Comment ça va, Monsieur C.B. ? »

CB : Ça va pas pire. Ça va pas pire.<sup>10</sup> »

[63] Par la suite, et après quelques échanges cordiaux, l'intimé remet sa carte d'affaires à C.B et lui explique quel est le but de son intervention dans le cadre de sa réclamation :

« RO : Moi, Monsieur C.B., je travaille au niveau des enquêtes pour tous les assureurs, dont La Capitale, dont Intact, dont Desjardins, dont les Promutuel.

CB : O.K.

RO : Ça fait que, dans le fond, que je travaille avec un ou avec l'autre, moi, je n'ai aucun parti pris. Moi, je suis ici aujourd'hui pour faire un rapport à votre assureur pour dire les informations qu'on a dans le dossier, la réclamation elle est légitime ou elle ne l'est pas. O.K. ?

CB : O.K.

RO : Moi, je ne relève pas du corps de police, je n'accuse personne au criminel. Par contre, je travaille en collaboration étroite avec la police.

Aujourd'hui, moi, si je suis avec vous ce n'est pas parce que la police nous a appelés pour nous dire que ça ne marchait pas ou que la police il y avait une enquête policière. C'est bien parce que, à la base, il y a des anomalies qui ont été découvertes dans votre dossier.

Puis aujourd'hui, je ne suis pas ici pour vous confronter, je ne suis pas ici pour vous écœurer, je suis ici pour vous écouter.

CB : O.K.

RO : Je suis ici pour vous écouter sur une chose. Moi, je vais être honnête avec vous, mais c'est la même chose que j'aurais besoin de votre part avec moi.

CB : Absolument.

RO : Pourquoi je vous dis ça, parce qu'il y a des gens qui disent : « Ah, on va lui raconter des menteries, il n'y a rien là. Tout le monde fait ça de toute façon. »

CB : Ah oui, c'est sûr que tu dois en voir certain, j'imagine

<sup>10</sup> Voir la pièce P-22, page 2;

2016-05-05(E)

PAGE: 9

*RO : Ça fait dix-sept (17) ans, moi, que je fais le travail avec l'Autorité des marchés financiers puis que je fais cent pour cent (100 %) que des dossiers questionnables. Des dossiers questionnables, ça veut dire des dossiers où est-ce qu'il y a des anomalies. Ça ne veut pas dire que la personne est impliquée, mais ça ne veut pas dire que la personne n'est pas impliquée. Des fois, elle l'est; des fois, elle l'est pas. Des fois, elle a menti; des fois, elle n'a pas menti.<sup>11</sup> »*

[64] Un peu plus tard, l'intimé s'adresse comme suit à C.B. :

*« RO : Ça fait que, dans le fond, je peux-tu vous appeler Carl?*

*CB : Absolument.*

*RO : Oui. Moi c'est Robin, Carl. Ça va être plus simple de même.*

*CB : Oui.<sup>12</sup> »*

[65] M. Ouellet poursuit l'entrevue et questionne C.B. sur les items volés. Il lui demande de les décrire, de lui identifier comment il les a obtenus et d'estimer la valeur de ceux-ci.

[66] Au cours de la rencontre, l'intimé inscrit les réponses de C.B. sur un questionnaire qu'il a préparé pour les fins de l'entrevue<sup>13</sup>. M. Ouellet écrit également sur des feuilles de papier blanc la version de C.B sur des questions précises<sup>14</sup>.

[67] L'intimé questionne aussi C.B. sur ses sources de revenus, dont notamment les prestations d'aide sociale qu'il reçoit. Ci-après un extrait de la discussion sur ce sujet :

*« RO : Travaille-tu au noir un peu pour arrondir?*

*CB : Non.*

*RO : Zéro travail au noir?*

*CB : Non. Mais je...*

*RO : Oui. Vas-y.*

*CB : Non, je te dirais que, tu sais, non, je ne le fais pas. Si j'aurais la chance.*

*RO : Tu le ferais peut-être pour t'aider un peu.*

*CB : J'y penserais-tu? Je pense que oui.*

*RO : O.K. Zéro travail au noir. Quand tu fais du déneigement l'hiver, t'en fais-tu?*

<sup>11</sup> Pièce P-22, page 4, à partir de la ligne 12 à la page 6, ligne 25;

<sup>12</sup> Pièce P-22, page 11, lignes 15 à 19;

<sup>13</sup> Voir la pièce P-9 Z, aux pages 36 et suivantes;

<sup>14</sup> Pièce P-9 Z, aux pages 42 à 47;



2016-05-05(E)

PAGE: 10

CB : *Oui.*

RO : *Puis?*

CB : *Bien, j'en ai fait cet hiver un peu, là. Oui.*

RO : *Comment qu'il t'a payé?*

CB : *Il m'a payé...*

RO : *Regarde-moi quand tu me parles.*

CB : *Il m'a payé en dessous.*

RO : *Bon.*

CB : *Hum.*

RO : *Ça fait que, là, je dois comprendre que tu es menteur.*

CB : *Je ne suis pas menteur, Robin.<sup>15</sup> »*

[68] Malgré ce qui précède, la conversation demeure cordiale et C.B. lui explique qu'il n'est pas fier de retirer des prestations d'aide sociale.

[69] À ce sujet, C.B. rajoute :

« *CB : Tu sais j'ai ma dignité, câlisse, écoute. Tu sais je ne suis pas... je ne suis pas fier de ça regarde, écoute.*

*RO : Sais-tu quoi? Tu as deux bras, tu as deux jambes.*

*CB : Puis tu sais, là, je suis vaillant, je suis travaillant puis, regarde, tu sais, là, je ne suis pas... je ne suis pas un sale BS qui mange des crottes au fromage chez eux.*

*RO : Les BS ce n'est pas des sales.*

*CB : Tu sais, là.*

*RO : Les BS ont une vie différente de toi puis moi qui est capable de travailler. Puis, toi, ton intention c'est de retourner travailler, Carl.*

*CB : Il y en a qui ne veulent pas s'aider. Moi, regarde, je veux m'aider.*

*RO : Oui.*

*CB : C'est rien que la job « icitte » présentement que c'est mort.*

*RO : Je te félicite.<sup>16</sup> »*

15 Pièces P-22, page 68, ligne 12 à la page 69, ligne 9;

16 Pièce P-22, page 70, ligne 15 à la page 71, ligne 8;

2016-05-05(E)

PAGE: 11

[70] Plus tard, l'intimé et C.B. discutent de sa consommation de drogue et d'alcool.

[71] C.B. lui avoue qu'il a fumé de la marijuana la veille de l'entrevue.

[72] C'est alors que l'intimé affirme ce qui suit :

« RO : Hum, hum. Tu sais, Carl, on va faire l'entrevue quand même ensemble, mais je veux que tu saches une chose, c'est que, tu sais, tu es sur l'Aide sociale puis ça je t'encourage à te faire aider socialement quand on en a besoin. Puis je ne veux pas te faire une grosse morale puis je ne veux pas que tu t'en ailles. De toute façon, si tu t'en vas, tu risquerais de ne rien recevoir. Je te conseille vraiment de bien collaborer. Mais je veux juste te faire une petite mise en garde quand même. Tu es un gars qui travaille au noir puis qui réclame de l'Aide sociale. Ça je ne conseille pas ça. Parce que, moi, là, c'est mes taxes puis c'est mes impôts qui payent pour ça. Es-tu d'accord avec moi? Tu es un gars qui a été pogné pour trafic de stupéfiants puis qui consomme encore puis que ça faisait un petit « boutte » que tu avais consommé, mais, finalement, c'est hier soir. Hein! Un gars que, financièrement, c'est difficile. Puis qui se fait voler puis que, bon, il a raconté quelques menteries, mais, oui, Robin, correct, on va lui dire la vérité. Je veux que tu saches que c'est important que tu dises la vérité parce que tu es en train de t'aider bien plus que de te nuire. Mais est-ce que ça peut te nuire? C'est sûr que si, moi, là, je fais un petit appel à l'Aide sociale, ça se peut que tu sois obligé de rembourser. Est-ce que mon but c'est de te nuire aujourd'hui? Pas vraiment. Pas vraiment de te nuire. Est-ce que mon but c'est d'avoir la vérité de toi? Je pense que oui. Regarde si tu me dis : « Robin, on continue ma réclamation. » On va continuer. Si tu me dis : « Robin, c'est peut-être mieux qu'on arrête tout ça. »

CB : Non.

RO : Non, tu veux qu'on continue?

CB : Hum, hum. <sup>17</sup>»

[73] Ainsi, C.B. souhaite que l'entrevue se poursuive. L'intimé continue ses questions :

« RO : O.K. Parfait. As-tu fumé ce matin?

CB : Non.

RO : O.K. Ton état civil, Carl?

CB : Célibataire.

RO : Célibataire depuis?

CB : Depuis après les Fêtes.

RO : Depuis janvier?

CB : Oui, après les Fêtes. Je ne me rappelle pas de la date exacte qu'Aline est partie, là, mais c'est dans le début... bien, dans le début janvier.

---

17 Pièce P-22, page 89, ligne 14 à la page 91, ligne 3;

2016-05-05(E)

PAGE: 12

*RO : Début janvier. Février ça se peut-tu?*

*CB : Non.*

*RO : Non. O.K.*

*CB : Non, non, début janvier. Oui, tout de suite après les Fêtes. On a passé, là... On a passé le Jour de l'An chez ma mère puis...*

*RO : Comme tu me disais : « On n'était pas faits pour aller ensemble. »*

*CB : Bien, ce n'est pas ça, c'est... Ça, je suis-tu obligé de parler de ça?*

*RO : Obligé? Tu n'es même pas obligé d'être avec moi.<sup>18</sup> »*

[74] Il s'ensuit un échange sur les circonstances entourant la fin de la relation intime entre C.B. et son amie.

[75] Par la suite, l'intimé continue ses questions sur les employeurs de C.B., ses revenus et sa situation financière.

[76] Un peu plus tard, M. Ouellet revient sur les circonstances du vol. Plus tard, certains de ses antécédents criminels, dont notamment un dossier de fraude avec une carte de crédit.

[77] Vers la fin de l'entrevue, l'intimé mentionne ce qui suit à C.B. :

*« RO : Qu'est-ce que tu penses de ça si je donne ton dossier aux policiers? T'es-tu d'accord avec ça?*

*CB : Vous voulez donner le dossier...?*

*RO : Le dossier d'enquête, parce que moi j'ai des anomalies dans ton dossier, mais t'sais je trouve ça plate un peu d'aller si loin que ça avec toi, mais sauf que si tu me dis : « Robin, j'ai rien à cacher... » Il y a-tu des choses que t'aimerais me dire avant que ça aille trop loin?*

*CB : Non.*

*RO : Non. O.K. Moi, je vais te donner ça, Carl. Je vais juste te demander de me souligner s'il y a des choses qui n'ont pas d'affaire là. Regarde-moi dans les yeux. O.K. Si... pour moi, c'est clair qu'il y a des choses qui n'ont pas d'affaire là. O.K. Pourquoi? Parce que tantôt quand je t'ai dit : « Regarde-moi dans les yeux, là », je le vois quand tu me mens parce que t'es pas un bon menteur.<sup>19</sup> »*

[78] Plus tard, M. Ouellet reviendra à la charge en invitant encore une fois C.B. à souligner à l'aide d'un crayon les items sur une liste qui n'auraient pas été

<sup>18</sup> Pièce P-22, page 91, lignes 4 à 24;

<sup>19</sup> Pièce P-23, page 91, ligne 20 à la page 92, ligne 13;

2016-05-05(E)

PAGE: 13

véritablement volés.

[79] L'assuré C.B. maintient que la liste est véritable.

[80] À la toute fin, l'assuré C.B. signe un document par lequel il convient de se soumettre à un test de polygraphe.

[81] Une fois l'entrevue terminée, M. Ouellet ferme l'enregistrement.

[82] Toutefois, M. Ouellet et C. B. continueront de s'entretenir.

[83] Selon la version donnée par l'intimé lors de son témoignage, C.B. a alors décidé, de son propre gré, de se désister de sa réclamation.

[84] L'intimé a remis un crayon et une feuille de papier à C.B. et ce dernier a rédigé et signé le document suivant :

*« À ma demande j'aimerais bien que l'assureur ferme mon dossier sans payment au lieu de faire intervenir l'aide sociale en lien avec le travail au noir. Robin Ouellet m'a expliqué que cette décision ne relevait pas de lui mais bien de mon assureur. Je vous en serait très reconnaissant.*

*Bien à vous. C. B. 15 h 30<sup>20</sup>»*

[85] Par la suite, la preuve établit que C.B. aurait manifesté le désir de réactiver sa réclamation.

[86] Mme Noël de La Capitale demande donc à l'intimé de communiquer avec C.B. pour vérifier qu'elle est sa véritable intention.

[87] Le 25 avril 2014, à 9 h 30, l'intimé communique par téléphone avec C.B.

[88] À 9 h 36 le même jour, il transmet le courriel suivant à Mme Noël, à savoir :

*« Bon matin Madame Noel,*

*Je fais suite à une conversation téléphonique faite avec votre assuré en date de ce jour à 9 h 30. Comme prévu avec vous, nous lui avons confirmé que son assureur acquiesçait à sa demande et procédait à la fermeture du dossier. L'assuré n'a pas répliqué et il m'a répondu que c'était correct.*

*Un petit rapport suivra sous peu.*

*Bonne journée*

*Robin »*

[89] Le 28 avril 2014, Mme Noël transmet une lettre à C.B. confirmant qu'elle

---

20 Voir la pièce P-9 Z, à la page 98;

2016-05-05(E)

PAGE: 14

procède à la fermeture du dossier.

[90] Le 20 août 2014, l'Autorité des marchés financiers reçoit une plainte de C.B. et Mme B<sup>21</sup>.

[91] Voilà dans son essentiel ce qui ressort de la preuve administrée devant le Comité.

## VI. Analyse et décision

[92] Le syndic allègue que l'intimé a enfreint les dispositions suivantes du *Code de déontologie des experts en sinistre*, à savoir :

« Art. 15. La conduite de l'expert en sinistre doit être empreinte d'objectivité, de discrétion, de modération et de dignité.

Art. 16. L'expert en sinistre ne peut faire, par quelque moyen que ce soit, des représentations fausses, trompeuses ou susceptibles d'induire en erreur.

Art. 17. Dans l'exercice de ses activités, l'expert en sinistre doit s'identifier clairement ainsi que, le cas échéant, identifier son mandant. Sur demande, il doit exhiber son certificat.

Art. 27. L'expert en sinistre doit agir promptement, honnêtement et équitablement dans la prestation de ses services professionnels dans le cadre des mandats qui lui sont confiés.

Art. 58 Constitue un manquement à la déontologie, le fait pour l'expert en sinistre d'agir à l'encontre de l'honneur et de la dignité de la profession, notamment:

1° d'exercer ses activités de façon malhonnête ou négligente;

(...)

5° de faire une déclaration en la sachant fausse, trompeuse ou susceptible d'induire en erreur; »

[93] C.B. avait l'obligation de collaborer pleinement avec son assureur. L'article 2471 C.c.Q. le stipule clairement.

[94] Or, en tentant d'induire l'intimé en erreur et de le tromper, nous sommes d'avis qu'il est manifeste que C.B. faisait défaut de collaborer.

[95] Dans *Intact Assurances inc. c. 9221-2133 Québec inc. (Centre Mécatech)*<sup>22</sup>, la Cour d'appel nous enseigne ce qui suit quant à l'obligation de collaborer de l'assuré :

« [16] Dans un cas comme celui-ci, l'expression « toutes les circonstances entourant le sinistre » comprend non seulement les circonstances du vol survenu dans la nuit du

21 Pièce P-10;

22 2015 QCCA 916 (CanLII);

2016-05-05(E)

PAGE: 15

*11 au 12 janvier 2011, mais également celles entourant l'acquisition par M. Cloutier du véhicule en cause puisqu'il s'agissait, à l'origine, d'un véhicule déclaré volé. Le juge reconnaît d'ailleurs que l'assureur était parfaitement justifié d'agir avec « circonspection » (paragr. 63) dans le traitement du dossier.*

*[17] Il n'appartient pas à l'assuré de décider si une déclaration de sa part est nécessaire, ni de choisir la façon dont l'assureur mènera son enquête.*

*[18] Son devoir est de collaborer étroitement avec son assureur dans le règlement du sinistre.*

*[19] L'obligation de collaborer est, faut-il le rappeler, stipulée en faveur de l'assureur. »*

(nos soulignements)

[96] Dans le cas qui nous occupe, les circonstances entourant le sinistre sont douteuses. La Capitale ne croit pas que C.B. s'est fait voler.

[97] De plus, faut-il rappeler que C.B. ne déclare pas ses antécédents judiciaires à l'assureur.

[98] Selon nous, il en résulte que lorsque l'intimé rencontre C.B., ses questions ne peuvent pas être uniquement limitées aux circonstances du vol survenu le 28 février 2014.

[99] Étant donné que C.B. trompe et induit en erreur l'intimé au cours de l'entrevue, ce dernier est pleinement justifié d'élargir le spectre de ses questions pour jauger la crédibilité de l'assuré et rechercher la vérité.

[100] Ceci étant dit, les reproches que le syndic adjoint fait à l'encontre de l'intimé sont très graves.

[101] Sont-ils fondés? C'est ce que nous verrons maintenant.

[102] Dans le cadre de son analyse, le Comité entend traiter chacun des reproches allégués à l'encontre de l'intimé.

### **6.1 Les chefs 1 et 2 de la plainte amendée**

[103] Aux chefs 1 et 2, le syndic adjoint reproche essentiellement à l'intimé de s'être mal identifié auprès de Mme B. et C.B. lors des entrevues du 14 avril 2014 et de ne pas avoir identifié son mandant.

[104] De plus, le syndic adjoint prétend que l'intimé a fait une déclaration fautive, trompeuse, susceptible d'induire en erreur et malhonnête en mentionnant à Mme B. et C.B. qu'il *travaillait avec l'Autorité des marchés financiers et en collaboration avec la police.*

[105] Ces deux chefs sont mal fondés pour les motifs suivants.

2016-05-05(E)

PAGE: 16

[106] Commençons par le chef 1 qui concerne Mme B et le reproche de s'être mal identifié et de ne pas avoir identifié son mandant.

[107] L'obligation de s'identifier clairement de l'expert en sinistre résulte du fait que dans le cadre de ses fonctions, ce dernier est souvent appelé à se rendre sur les lieux d'un sinistre.

[108] Ci-après l'un des commentaires écrit à ce sujet que l'on retrouve dans l'édition commentée du *Code de déontologie des experts en sinistre* publié par la ChAD et qui traite de l'article 17 de ce *Code* :

« Au cours de son enquête, l'expert en sinistre peut être appelé à se déplacer sur les lieux d'un sinistre et à rencontrer plusieurs intervenants. Ces personnes, tout comme le sinistré, doivent être informées qu'il est expert en sinistre et qu'il agit pour telle compagnie ou telle personne. »

[109] Ici, la rencontre a lieu à l'une des succursales de La Capitale à Saguenay.

[110] Préalablement, M. Ouellet a communiqué avec C.B. pour fixer la rencontre. Mme B. sait que son fils est couvert par une police locataire occupant pour le logement qu'il occupe. C'est elle qui a contracté avec La Capitale.

[111] Elle sait également que son fils a fait une réclamation pour vol auprès de La Capitale. Ainsi, le matin du 14 avril 2014, elle se rend à la succursale de La Capitale avec son fils.

[112] Au début de la rencontre, l'intimé dit à Mme B. que l'entrevue a lieu dans le cadre de la réclamation que son fils a présentée à La Capitale<sup>23</sup>.

[113] Quelques instants plus tard, il remet sa carte d'affaires à Mme B. et lui dit qu'il n'est pas un employé de La Capitale, qu'il travaille pour Expertises & Enquêtes Ouellet et qu'il fait des enquêtes pour des assureurs<sup>24</sup>.

[114] Dans de telles circonstances, l'intimé n'avait pas à déclarer : *Je suis mandaté par La Capitale.*

[115] La preuve établit à satiété que l'intimé n'a pas contrevenu à l'article 17 de son *Code de déontologie*.

[116] Cela étant, est-ce que l'intimé a mal agi en disant à Mme B. qu'il travaillait avec l'Autorité des marchés financiers et en collaboration avec la police?

[117] Nous croyons que non.

[118] La profession d'expert en sinistre est régie par la *Loi sur la distribution de*

---

23 Voir la pièce P-21, à la page 2, ligne 13 à 16;

24 Voir la pièce P-21, à la page 9;

2016-05-05(E)

PAGE: 17

*produits et services financiers.*

[119] En vertu de l'article 12 de cette loi, nul ne peut agir à titre de représentant à moins d'être titulaire d'un certificat délivré à cette fin par l'Autorité des marchés financiers.

[120] L'article 13 de cette même loi stipule que nul ne peut exercer l'expertise en règlement de sinistres à moins de détenir un certificat à cette fin de l'Autorité des marchés financiers<sup>25</sup>.

[121] La profession d'expert en sinistre est donc encadrée par l'AMF. L'expert en sinistre relève donc en quelque sorte de l'AMF.

[122] Le choix de l'expression *je travaille avec l'Autorité des marchés financiers* est peut-être incorrect mais, pour le Comité, il s'agit d'une erreur de bonne foi qui ne comporte pas la gravité requise pour constituer une faute déontologique.

[123] Sur cette question, le Comité s'inspire du jugement rendu par le Tribunal des professions dans l'affaire *Ayotte c. Gingras*<sup>26</sup>, où l'on peut lire :

« Il y a une distinction à faire entre une faute technique et une faute disciplinaire. »  
(p. 192)

« De l'avis du Tribunal, le Comité de discipline a bien disposé de ce chef de la plainte. Il y a peut-être eu, ici, une faute technique poursuivable en matière civile, mais le Tribunal n'a pas à en décider. Toutefois, il n'y a sûrement pas faute disciplinaire. Rien dans la preuve ne permet de conclure que l'intimé Gingras ne rencontre pas en effet les standards moyens requis en regard du comportement d'un avocat. » (pp. 193 et 194) »

[124] De même, dans l'affaire *Prud'Homme c. Gilbert*<sup>27</sup>, la Cour d'appel discute comme suit du caractère que doit revêtir une faute professionnelle, à savoir :

« [33] Cela signifie-t-il pour autant que, dès que la disposition n'est pas respectée, même au moindre degré, quelles que soient les circonstances, il ne peut y avoir acquittement? Je ne le crois pas. En d'autres termes, je ne peux admettre qu'au moindre écart, sans égard aux circonstances, la faute est consommée.

[34] Dans *Malo c. Infirmières*, 2003 QCTP 132 (CanLII), le Tribunal des professions écrit, citant Mario GOULET, dans *Droit disciplinaire des corporations professionnelles*, Éditions Yvon Blais Inc., 1993, à la page 39 :

[28] La doctrine et la jurisprudence en la matière énoncent que le manquement professionnel, pour constituer une faute déontologique, doit revêtir une certaine gravité. Il arrive à tous les professionnels de commettre des erreurs et la vie de ces derniers serait invivable si la moindre erreur, le moindre écart de conduite étaient susceptibles de

25 Voir également l'article 44 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*;

26 [1995] D.D.O.P. 189 (T.P.)

27 2012 QCCA 1544 (CanLII);



2016-05-05(E)

PAGE: 18

*constituer un manquement déontologique. Ce principe est réitéré par le Tribunal dans l'affaire Mongrain précité concernant également l'Ordre professionnel des infirmières et infirmiers.*

[35] Le Tribunal des professions reprend cette idée dans *Belhumeur c. Ergothérapeutes*, 2011 QCTP 19 :

*[72] La doctrine et la jurisprudence énoncent que, pour qu'il y ait faute déontologique, il faut un manquement de la part du professionnel. De plus, pour que le manquement du professionnel constitue une faute déontologique, il doit revêtir une certaine gravité. »*

(nos soulignements)

[125] Bref, l'intimé n'a pas à être l'incarnation de la perfection.

[126] Quant à l'affirmation que l'intimé travaille en collaboration avec la police, elle n'est pas fautive, trompeuse, susceptible d'induire en erreur ni malhonnête ou autrement dérogatoire puisqu'il est reconnu que les experts en sinistre et les assureurs collaborent depuis longue date avec les autorités policières et qu'ils s'échangent de l'information<sup>28</sup>.

[127] Mais il y a plus. C.B. signe en date du 6 mars 2014 un formulaire de consentement relatif à la *Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé* qui permet explicitement à La Capitale et ses mandataires de communiquer aux autorités policières les renseignements colligés auprès de l'assuré C.B.<sup>29</sup>.

[128] De plus, nous sommes d'avis que le libellé suivant des chefs 1 et 2, c'est-à-dire « *en déclarant travailler avec l'Autorité des marchés financiers et en collaboration avec la police, ce qui était à la fois faux, trompeur, susceptible d'induire en erreur et malhonnête* » oblige le syndic adjoint à établir l'intention coupable de l'intimé<sup>30</sup>.

[129] Or, rien dans la preuve nous permet d'inférer que l'intimé a fait cette déclaration avec l'intention de tromper volontairement qui que ce soit.

[130] L'intimé est donc acquitté du chef 1 de la plainte amendée.

[131] Qu'en est-il maintenant du chef 2?

[132] Le 1<sup>er</sup> avril 2014, Mme Noël avise par écrit C.B. que l'intimé sera en charge de

28 D'ailleurs, la pièce P-9 P démontre que les représentants de La Capitale sont en communication avec les policiers de Saguenay relativement à la réclamation de C.B.;

29 Voir la pièce P-9 L;

30 *Henry c. Comité de surveillance de l'Association des courtiers d'assurances de la province de Québec*, 1998 CanLII 10041 (QC CQ);

2016-05-05(E)

PAGE: 19

l'enquête<sup>31</sup>.

[133] À la page 2 de la pièce P-22, on peut facilement lire que l'intimé s'identifie clairement et qu'il identifie également qui est son mandant, La Capitale.

[134] Tout comme pour Mme B., l'intimé n'a pas besoin d'affirmer *mon mandant est La Capitale*. C.B. le sait très bien, il a fait une réclamation à La Capitale et se trouve dans les bureaux de celle-ci.

[135] Pour les motifs ci-devant exposés quant au chef 1, l'intimé n'a pas commis de faute déontologique lorsqu'il a dit à C.B. qu'il travaillait avec l'Autorité des marchés financiers et en collaboration avec la police.

[136] De plus, lors de la rencontre du 14 avril 2014, C.B. signe un autre consentement en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé* par lequel l'assuré consent spécifiquement à ce que l'assureur puisse communiquer les renseignements personnels recueillis au cours de l'enquête à des organismes de prévention, de détection ou de répression des crimes<sup>32</sup>.

[137] Il en résulte qu'à ce moment, C.B. sait ou devrait savoir que l'intimé collabore avec les autorités policières.

[138] L'intimé est donc justifié de dire qu'il collabore avec la police.

[139] L'intimé est en conséquence acquitté du chef 2.

## 6.2 Le chef 3 de la plainte amendée

[140] Dans ce chef, le syndic allègue que l'intimé a fait défaut d'exercer ses activités avec honnêteté, équité, objectivité, discrétion et modération, notamment en :

- Accusant l'assuré d'être un menteur à plusieurs reprises;
- Faisant des déclarations contenant des jugements de valeur concernant l'assuré au sujet de l'aide sociale, du travail non déclaré (« au noir »), de la consommation d'alcool et de drogue et de ses antécédents criminels;
- En lui posant des questions non pertinentes concernant sa consommation d'alcool et de drogue et les circonstances précises de sa relation intime et de sa rupture avec son ex-conjointe;
- Insistant pour que l'assuré le tutoie et utilise son prénom et en faisant de même en s'adressant à l'assuré.

---

31 Pièce P-7, à la page 34;

32 Voir la pièce P-9 Z, à la page 18;

2016-05-05(E)

PAGE: 20

[141] Quelques remarques préliminaires s'imposent avant d'analyser chacun des reproches spécifiques mentionnés à ce chef d'accusation.

[142] Lorsque M. Ouellet rencontre C.B., il a de bonnes raisons de croire que :

- C.B. est un individu hautement criminalisé;
- C.B. est un trafiquant de drogue;
- cet assuré a un antécédent criminel de vol de carte de crédit;
- C.B. ou sa mère auraient fait une fausse déclaration lors de la souscription de la police en omettant de dévoiler les nombreux antécédents criminels;
- la police d'assurance pourrait être nulle *ab initio*;
- quelques jours avant le vol, C.B. tente d'obtenir du crédit;
- les policiers de Saguenay ont des doutes dans ce dossier.

[143] C'est entre autres avec cette information que l'intimé rencontre C.B.

[144] De plus, M. Ouellet a la chance de rencontrer Mme B. avant de faire son entrevue avec C.B. Il obtiendra donc la version de la mère de C.B. avant d'obtenir celle de l'assuré.

[145] Cette version fortuite des faits de la part de Mme B. constituera un net avantage pour l'intimé. À titre d'exemple, Mme B. déclare à M. Ouellet que son fils n'a pas d'ordinateur et par la suite, C.B. lui affirmera le contraire.

[146] Autre élément très important, le mandat confié à l'intimé par La Capitale.

[147] La Capitale requiert une *enquête complète* dans ce dossier.

[148] Aux yeux du Comité, une enquête complète est justifiée dans les circonstances puisque la réclamation présentée par C.B. est douteuse et pourrait être frauduleuse.

[149] Or, nous sommes d'avis qu'une enquête complète implique que l'assureur souhaite faire toute la lumière non seulement sur les circonstances entourant le sinistre mais également sur la situation financière, familiale et professionnelle de cet assuré au lourd passé criminel.

[150] Autre remarque préliminaire, il ressort clairement des pièces P-22 et P-23 de même que des enregistrements, que l'entretien entre C.B. et l'intimé se déroule d'une manière étonnamment cordiale.

2016-05-05(E)

PAGE: 21

[151] Tout au long de la rencontre, l'intimé fait preuve de patience, de modération et d'honnêteté envers l'assuré. M. Ouellet est franc et direct envers C.B, tel qu'en fait foi l'écoute des enregistrements.

[152] Même en sachant que l'individu qu'il rencontre est hautement criminalisé, que sa version ne concorde pas avec celle de sa mère qu'il vient tout juste de rencontrer et que la réclamation comporte plusieurs anomalies, il demeure calme, objectif et conciliant envers C.B. et ce, tout au long de l'entretien.

### **6.2.1 Accusant l'assuré d'être un menteur à plusieurs reprises**

[153] Le syndic adjoint prétend que l'intimé ne pouvait pas dire à C.B. qu'il était menteur et qu'au cours de l'entrevue du 14 avril 2014, il aurait fait cette affirmation à plusieurs reprises.

[154] À la page 69, lignes 7 et 8, de la pièce P-22, l'intimé dit ce qui suit à C.B. : « Je dois comprendre que tu es menteur. »

[155] Premièrement, et comme nous l'a fait si bien remarquer Me Morissette, à cette occasion, l'intimé ne traite pas C.B. de menteur mais affirme plutôt que c'est ce qu'il comprend de la version de C.B.

[156] Quelques instants avant, C.B. venait tout juste de reconnaître qu'il travaillait « au noir » alors qu'il avait nié ce fait auparavant<sup>33</sup>.

[157] Nous croyons que l'intimé pouvait confronter C.B. avec sa version antérieure incompatible et affirmer qu'il en déduisait que C.B. avait menti.

[158] Selon la définition du dictionnaire *Le Petit Robert*, un mensonge est une *assertion sciemment contraire à la vérité, faite dans l'intention de tromper*.

[159] Nous croyons que cette définition est juste et qu'elle représente exactement ce que C.B. tentait de faire.

[160] C.B. venait tout juste de mentir. L'intimé avait le droit de lui dire.

[161] À la page 92, ligne 10 à 13, l'intimé dit ce qui suit à C.B. : « Pourquoi? Parce que tantôt quand je t'ai dit : « Regarde-moi dans les yeux, là », je le vois quand tu me mens parce que t'es pas un bon menteur. »

[162] Cette affirmation de l'intimé est tout à fait raisonnable dans les circonstances.

[163] La preuve révèle que C.B. lui a menti plusieurs fois depuis le début de la rencontre.

---

<sup>33</sup> Voir le paragraphe 67 de la présente décision;

2016-05-05(E)

PAGE: 22

[164] N'oublions pas que l'intimé est à la recherche de la vérité. C'est pour cette raison qu'il parle de cette façon à l'assuré.

### 6.2.2 Faisant des déclarations contenant des jugements de valeur

[165] Les jugements de valeur allégués portent sur les sujets suivants : l'Aide sociale, le travail « au noir », la consommation d'alcool et de drogue et la relation intime de C.B. avec son ex-conjointe, leur rupture et les antécédents criminels de l'assuré.

[166] Or, quant à l'Aide sociale, il appert de la preuve que c'est C.B. qui porte un jugement de valeur sur les bénéficiaires d'Aide sociale.

[167] Il ne veut pas être perçu dans son entourage comme un « sale B.S. »

[168] De l'autre côté de la table, l'intimé tient des propos plutôt sobres à ce sujet.

[169] Il en va de même pour le travail « au noir ». L'intimé exprime son opinion. Il encourage C.B. à se faire aider par l'Aide sociale lorsqu'il en a besoin<sup>34</sup>.

[170] L'intimé considère cependant qu'il n'est pas acceptable qu'une personne soit rémunérée « au noir » et reçoive du même coup des prestations d'aide sociale sans déclarer lesdits revenus « au noir » au ministère concerné.

[171] Selon le Comité, il ne s'agit pas d'un jugement de valeur. La loi prohibe ce type de comportement. En agissant comme il le fait, C.B. s'expose à se faire réclamer le remboursement des prestations qu'il a reçues et il le sait très bien.

[172] Quant à l'alcool et les drogues, il est manifeste que C.B. a un grave problème de consommation.

[173] L'échange à ce sujet se retrouve notamment aux pages 87 à 91 de la pièce P-22.

[174] C.B. tente, en vain, de minimiser sa consommation de drogue.

[175] C.B. mentionne dans un premier temps qu'il n'a pas consommé de drogue la veille de l'entrevue.

[176] Quelques instants plus tard, il avoue qu'il a fumé la veille à l'aide d'une pipe.

[177] L'intimé ne fait pas de jugement de valeur. Il obtient des faits afin de faire rapport à sa cliente. Il tente aussi de valider si C.B. est réellement en mesure de

---

<sup>34</sup> Voir la pièce P-22, page 89, lignes 17 et 18;

2016-05-05(E)

PAGE: 23

donner une version ou s'il est trop intoxiqué pour le faire.

[178] Lorsque M. Ouellet dit : « Tu es un gars qui a été pogné pour trafic de stupéfiants puis qui consomme encore puis que ça faisait un petit « boutte » que tu avais consommé, mais, finalement, c'est hier soir. Hein! »

[179] S'agit-il d'un jugement de valeur?

[180] Nous ne le croyons pas. M. Ouellet relate uniquement les faits qu'il constate et qui lui sont rapportés par l'assuré. Il confronte C.B. avec sa déclaration mensongère antérieure.

[181] Bien sûr, M. Ouellet présente les faits à sa manière et se place en position d'autorité. Toutefois, le Comité ne voit pas en quoi cette façon de procéder constitue un manquement déontologique.

[182] Quant aux antécédents criminels de C.B., l'intimé ne fait pas non plus de jugement de valeur à ce sujet.

### **6.2.3 En posant des questions non pertinentes à C.B.**

[183] Les questions que le syndic adjoint considère non pertinentes sont celles qui concernent la consommation d'alcool et de drogue de l'intimé ainsi que les questions posées relativement aux circonstances de sa relation intime et de la rupture de cette relation avec son ex-conjointe.

[184] Commençons par les questions qui concernent la consommation de drogue par C.B.

[185] Une police d'assurance locataire occupant comporte généralement une exclusion lorsque les lieux loués sont utilisés en tout ou en partie pour des activités criminelles connues par l'assuré.

[186] Considérant que C.B. a des antécédents de trafic et également de culture de marijuana, les questions posées en vue de déterminer si C.B. consomme de la marijuana, et à quelle fréquence, nous apparaissent appropriées.

[187] En effet, l'usage quotidien de cette drogue et la disponibilité de celle-ci afin de satisfaire les besoins de C.B peut vouloir dire qu'il s'adonne toujours à la culture de cette drogue.

[188] Dans le cadre d'une enquête complète, nous sommes d'opinion qu'il est dans l'intérêt de l'assureur d'obtenir de l'information sur ces questions.

[189] Quant à la consommation d'alcool, il est clair qu'une consommation importante est un fait qui, dans les circonstances, doit être porté à la connaissance de l'assureur.

2016-05-05(E)

PAGE: 24

[190] Pourquoi?

[191] Parce que l'intimé constate que C.B. boit beaucoup d'alcool et la consommation d'alcool par un assuré que ce soit la veille ou le jour du sinistre pourrait venir expliquer des contradictions dans la version qu'il donne à l'expert en sinistre.

[192] De plus, une consommation excessive d'alcool, qu'elle survienne le jour du vol allégué, la veille de celui-ci ou la veille d'une entrevue avec un expert en sinistre, peut également éveiller des soupçons ou constituer un indice que l'assuré a quelque chose à cacher.

[193] Par sa consommation d'alcool, l'assuré cherche peut-être à calmer l'anxiété qui découle du fait qu'il aurait, par exemple, maquillé les lieux du sinistre pour créer l'apparence d'un vol.

[194] Nous croyons qu'un assuré pourrait aussi s'enivrer pour alléger le stress qu'il ressent avant l'arrivée des policiers ou même avant la tenue d'une entrevue avec l'assureur.

[195] Sur ces questions, le texte suivant de la ChAD dans l'édition commentée du *Code de déontologie des experts en sinistre* et qui traite de l'article 31 de ce Code est très pertinent :

*« L'expert en sinistre a un devoir d'information en ce qui concerne les facteurs qui peuvent influencer le règlement du sinistre. Afin que la personne qui a retenu ses services connaisse la situation dans son ensemble et puisse prendre une décision éclairée, l'expert en sinistre doit dévoiler tous les renseignements dont il dispose à ce sujet.*

*Il peut s'agir de faits, de doutes ou encore d'indices de manquements aux conditions du contrat d'assurance, de l'existence même d'un bien, de la cause ou des circonstances entourant la survenance d'un sinistre, etc. »*

(nos soulignements)

[196] Soulignons que la phrase susdite se termine par *et cetera*.

[197] Nous croyons donc que les questions posées sur l'alcool et la drogue étaient pertinentes.

[198] Traitons maintenant de la relation de C.B. avec son ex-conjointe et de la rupture de cette relation.

[199] Selon la version des faits de C.B., il appert que sa relation avec son amie a pris fin peu de temps après les Fêtes. Est-ce que cette affirmation est exacte ou est-ce que C.B. cache quelque chose à l'intimé?

[200] Rappelons que selon C.B., le vol serait survenu le 28 février 2014. Il est

2016-05-05(E)

PAGE: 25

toutefois possible que le départ de son amie soit plus rapproché qu'il ne le dit et contemporain au vol allégué. Des questions s'imposent donc sur les circonstances de leur rupture.

[201] Les biens pour lesquels C.B. réclame une indemnité appartenaient-ils à son amie?

[202] Étaient-ils en bons termes? Est-ce que C.B. devait de l'argent à son amie? A-t-elle décidé de se rembourser en quittant avec certains des biens de C.B.?

[203] Est-ce que l'ex-amie aurait corroboré la version de C.B.?

[204] Toutes ces interrogations établissent la pertinence de questionner C.B. sur ce sujet.

[205] D'ailleurs, dans son plan de match, l'intimé prévoyait obtenir une version de l'ex-amie de C.B.

[206] L'intimé communique avec cette dernière par courriel le 30 avril 2014<sup>35</sup>.

[207] Nous sommes donc d'avis que ce chef est mal fondé.

#### **6.2.4 En insistant pour que C.B. le tutoie**

[208] Dans le contexte de la rencontre du 14 avril 2014, il n'est absolument pas dérogatoire pour l'intimé d'inviter C.B. à l'appeler par son prénom et de le tutoyer au même moment et par la suite.

[209] M. Ouellet n'insiste pas. Il lance une invitation. C.B. a le loisir de refuser.

[210] C.B. accepte volontiers.

[211] Comme nous l'avons vu, C.B. n'est pas un adepte du vouvoiement. Il tutoie l'intimé dès le début de l'entrevue<sup>36</sup> et sans cesse par la suite.

[212] En procédant ainsi, M. Ouellet cherche à se rapprocher de C.B. et tisser un lien de confiance avec ce dernier.

[213] Comme dit l'intimé : « Ça va être plus simple de même. »

[214] Même si l'intimé tutoie C.B., il est poli avec lui tout au long de l'entrevue.

[215] Ce chef est également mal fondé.

### **6.3 Le chef 4 de la plainte amendée**

---

35 Voir la pièce P-9 J;

36 Pièce P-22, page 6, ligne 9;



2016-05-05(E)

PAGE: 26

[216] Dans ce chef, le syndic adjoint soutient que l'intimé « a fait défaut d'exercer ses activités avec honnêteté, équité, objectivité, discrétion, et modération en menaçant C.B. de faire des recommandations défavorables à l'assureur, de remettre son dossier à la police et de transmettre à l'Aide sociale les renseignements qu'il venait d'obtenir concernant son travail non déclaré, incitant ainsi C.B. à se désister de sa réclamation.

[217] Le procureur du syndic adjoint voudrait que le Comité vienne à la conclusion que l'intimé a menacé C.B. alors que ce dernier n'a pas témoigné.

[218] En fait, C.B. n'a même pas daigné se présenter devant le Comité afin de nous livrer sa version des faits.

[219] Pour prouver l'infraction, le Comité doit être convaincu que l'intimé a menacé C.B., que cette menace était illégitime<sup>37</sup> et que C.B. s'est désisté de sa réclamation en raison de ladite menace.

[220] Quelle preuve avons-nous à ce sujet?

[221] Elle se retrouve à la pièce P-22, à la page 90<sup>38</sup> :

*« C'est sûr que si, moi, là, je fais un petit appel à l'Aide sociale, ça se peut que tu sois obligé de rembourser. »*

[222] Selon la partie poursuivante, cette affirmation de l'intimé constitue une menace et aurait fait en sorte que C.B. se désiste de sa réclamation auprès de La Capitale.

[223] Or, suite à cette dernière affirmation, l'intimé demande à C.B. s'il souhaite toujours poursuivre sa réclamation. C.B. lui répond par l'affirmative.

[224] L'entrevue se poursuit longuement par la suite.

[225] Selon le témoignage de l'intimé, ce n'est qu'à la fin de l'entrevue que l'intimé décide de se désister de la réclamation.

[226] M. Ouellet nous dit que C.B. a rédigé le désistement, soit la pièce P-9 Z page 98, de sa propre main, volontairement et sans contrainte ou menace quelconque de sa part.

[227] Lorsque C.B. prend cette décision, l'enregistrement de l'entrevue n'est plus en fonction.

[228] Considérant que C.B. n'a pas témoigné, nous n'avons donc pas entendu la

---

37 Jean-Louis Beaudoin et Pierre-Gabriel Jobin, *Les obligations*, 7ième éditions, Yvon Blais, 2013 aux paragraphes 249 et 250;

38 Voir le paragraphe 72 des présentes;

2016-05-05(E)

PAGE: 27

version de C.B. sur ce qui se passe à ce moment.

[229] La version de l'intimé n'est pas contredite par aucun élément de preuve au dossier, sauf le contenu de la plainte P-10 de C.B. à l'AMF.

[230] Dans cette plainte à l'AMF, C.B. écrit notamment ce qui suit quant à la rédaction du désistement : *Je n'ai aucune idée pourquoi j'ai signé ce document qui est complètement faux.*

[231] En plus de ce qui précède, C.B. fait toutes sortes d'autres assertions dans cette plainte.

[232] Il est toutefois impossible pour le Comité de retenir le contenu de cette plainte comme un témoignage.

[233] Compte tenu de la gravité du reproche, le fardeau de preuve qui repose sur la partie plaignante sur ce chef requiert une preuve claire, convaincante et de haute qualité.

[234] Ce principe jurisprudentiel a été bien défini par le Tribunal des professions dans l'affaire *Osman c. Médecins*<sup>39</sup>, où l'on peut lire :

*« Le procureur du Docteur Osman a raison lorsqu'il affirme la nécessité d'une preuve claire, convaincante et de haute qualité, pour asseoir un jugement de culpabilité relativement à une plainte disciplinaire de la gravité de celle qui pèse contre son client.*

(...)

*Il n'y a pas lieu de créer une nouvelle charge de preuve. Il importe toutefois de rappeler que la prépondérance, aussi appelée balance des probabilités, comporte des exigences indéniables. Pour que le syndic s'acquitte de son fardeau, il ne suffit pas que sa théorie soit probablement plus plausible que celle du professionnel. Il faut que la version des faits offerts (sic) par ses témoins comporte un tel degré de conviction que le Comité la retient et écarte celle de l'intimé parce que non digne de foi. »*

(nos soulignements)

[235] Dans *Vaillancourt c. Avocats*<sup>40</sup>, le Tribunal des professions réitère ce principe important sur la question du fardeau de preuve qui incombe à la partie plaignante en matière disciplinaire.

[236] L'issue du chef 4 reposait essentiellement sur la crédibilité de C.B. et la véracité de sa version.

---

<sup>39</sup> 1994 D.D.C.P. 257. (T.P.) ;  
<sup>40</sup> 2012 QCTP 126, aux paragraphes 62 et suivants ;

2016-05-05(E)

PAGE: 28

[237] N'ayant pas entendu le témoignage de ce dernier, le Comité n'a pas été en mesure de voir ce témoin, d'identifier les forces et faiblesses de sa déposition ainsi que d'entendre et d'évaluer ses réponses en contre-interrogatoire.

[238] Usuellement, les témoins doivent être entendus au cours de l'instruction. Une déclaration écrite d'une personne qui porte plainte ne peut pas constituer, ni remplacer son témoignage.

[239] Lorsque la plainte P-10 a été déposée en preuve de consentement, le Comité a avisé les procureurs des parties qu'en l'absence du témoignage de C.B., il serait difficile pour le Comité de considérer cette version comme fiable.

[240] Inutile de dire qu'au cours de l'entrevue du 14 avril 2014, la crédibilité de C.B. a été mise à rude épreuve par l'intimé.

[241] Il est manifeste que C.B. tente de tromper l'intimé à plusieurs reprises.

[242] Aux yeux du Comité, il en résulte que le contenu de la plainte P-10 de C.B. n'est probablement pas véridique. En fait, il est plus que probable que C.B. tente encore une fois de contourner la réalité.

[243] Bref, ce que C.B. dit ou écrit n'est pas fiable.

[244] Dans un tel contexte, il nous est difficile, voire impossible d'accorder une quelconque crédibilité ou fiabilité à la version de C.B. qui se retrouve à la pièce P-10.

[245] Nous sommes d'avis qu'avant de venir à la conclusion qu'un expert en sinistre a menacé un assuré, une preuve claire, convaincante et de haute qualité doit être administrée devant le Comité.

[246] Nous sommes également d'opinion que pour se décharger de son fardeau de preuve, C.B. devait témoigner et nous convaincre que sa version des faits est plus fiable que celle de l'intimé.

[247] C.B. n'ayant pas témoigné, la partie plaignante a failli à cette tâche.

[248] De plus, le syndic adjoint n'a pas prouvé chacun des éléments essentiels de l'infraction et en particulier, le fait que C.B. se sentait menacé par l'intimé et, le cas échéant, que cette menace n'était pas légitime dans les circonstances.

[249] Ce sera donc la version des faits de l'intimé qui sera retenue par le Comité.

[250] Ce dernier chef est rejeté et l'intimé est acquitté.

## **VII. Décision**

[251] Par conséquent, et pour chacun des motifs ci-devant exposés, le Comité

2016-05-05(E)

PAGE: 29

rejette la plainte amendée et acquitte l'intimé Robin Ouellet de toutes et chacune des infractions décrites à la plainte amendée portant de numéro 2016-05-05 (E) dans le présent dossier.

**PAR CES MOTIFS, LE COMITÉ DE DISCIPLINE :**

**REJETTE** la plainte amendée dans le présent dossier;

**ACQUITTE** l'intimé Robin Ouellet de toutes et chacune des infractions visées par la plainte amendée no. 2016-05-05 (E);

**DÉCLARE** que les déboursés seront à la charge du Bureau du syndic.

---

Me Daniel M. Fabien, avocat  
Vice-président

---

Mme Valérie Mastrocola, B.A.A., PAA, expert  
en sinistre  
Membre

---

M. Gontran Junior Lamontagne, expert en  
sinistre  
Membre

Me Olivier Charbonneau  
Procureur de la partie plaignante

Me Érik Morissette  
Procureur de la partie intimée

Date d'audience : 20 et 21 mars 2017

# COMITÉ DE DISCIPLINE

## CHAMBRE DE L'ASSURANCE DE DOMMAGES

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC

No: 2015-11-04(C)

DATE : 13 avril 2017

---

LE COMITÉ : Me Patrick de Niverville, avocat	Président
M. Brian Brochet, C.d'A.Ass., PAA, CRM, courtier en assurance de dommages	Membre
M. Carl Hamel, C.d'A.Ass., courtier en assurance de dommages	Membre

---

**Me CLAUDE G. LEDUC**, ès qualités de syndic *ad hoc* de la Chambre de l'assurance de dommages

Partie plaignante

c.

**PIERRE GAGNON**, courtier en assurance de dommages

Partie intimée

---

### DÉCISION SUR CULPABILITÉ ET SANCTON

---

[1] Le 28 février 2017, le Comité de discipline de la Chambre de l'assurance de dommages se réunissait pour procéder à l'audition de la plainte numéro 2015-11-04(C) ;

[2] Le syndic *ad hoc* se représentait seul et, de son côté, l'intimé était représenté par Me Sonia Paradis ;

#### I. La plainte

[3] L'intimé fait l'objet d'une plainte amendée comportant deux (2) chefs d'accusation, soit :

1. Au mois de mars 2012, a fait défaut de recueillir personnellement les renseignements nécessaires relatifs au système de chauffage résidentiel afin de lui permettre d'identifier les besoins des assurés, M.B. et S.C., et de leur proposer le produit d'assurance habitation qui leur convenait le mieux, le tout en contravention (...) de l'article 37(1) du Code de déontologie des représentants en assurance de dommages;
2. (retrait)

2015-11-04(C)

PAGE: 2

3. Du mois de janvier 2007 au mois de mars 2014, a exercé ses activités de façon négligente en n'ayant pas une tenue de dossier que l'on est en droit de s'attendre de la part d'un représentant en assurance de dommages dans le dossier des assurés, l'entreprise S.S., M.B. et S.C. en ne notant pas au dossier notamment les rencontres, les communications téléphoniques, les conseils donnés, les décisions prises et les instructions reçues, le tout en contravention des articles 9 et 37(1o) du Code de déontologie des représentants en assurance de dommages, des articles 16 et 85 à 88 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers et des articles 12 et 21 du Règlement sur le cabinet, le représentant autonome et la société autonome;

[4] D'entrée de jeu, les parties ont informé le Comité que l'intimé plaiderait coupable aux chefs 1 et 3 de la plainte amendée et que la sanction ferait l'objet d'une recommandation commune ;

## **II. Preuve sur sanction**

[5] Concernant le chef 1, il appert de la preuve que l'intimé avait recueilli l'ensemble des renseignements pertinents, à l'exception de ceux relatifs au système de chauffage de la résidence de l'assuré ;

[6] Cette résidence était alimentée par un réservoir de mazout accolé au mur de la maison ;

[7] Celui-ci était de la même couleur que la résidence et il était difficile à distinguer du reste de la maison tel qu'il appert d'une photo (P-15) ;

[8] D'autre part, cette résidence faisait partie d'une exploitation agricole dont les réservoirs de mazout faisaient déjà l'objet d'une couverture d'assurance ;

[9] Il semblerait qu'un inspecteur de la Promutuel avait identifié ce réservoir annexé à la maison, cependant, il n'a pas avisé l'intimé ;

[10] Depuis cette époque, l'intimé a modifié ses méthodes de travail et il révise avec ses clients, de façon annuelle et de manière très détaillée, leurs besoins en matière de couverture d'assurance ;

[11] Quant au chef 3, il enregistre maintenant toutes ses conversations téléphoniques en plus de prendre des notes précises de ses rencontres ;

[12] Enfin, la preuve a permis d'établir que l'intimé n'a pas d'antécédents disciplinaires et qu'il regrette amèrement la situation et les problèmes qu'il a pu occasionner aux assurés ;

## **III. Recommandation commune**

[13] Les parties recommandent de façon conjointe d'imposer à l'intimé les sanctions

2015-11-04(C)

PAGE: 3

suivantes :

Chef 1 : une réprimande

Chef 3 : une amende de 2 000 \$

[14] Quant aux déboursés, ceux-ci seront assumés par l'intimé dans une proportion de 80 % ;

[15] À l'appui de cette recommandation commune, les parties insistent sur les facteurs suivants :

- Il s'agit d'un acte isolé ;
- Les assurés ont été indemnisés ;
- L'intimé a pris les moyens nécessaires pour s'améliorer en modifiant ses méthodes de travail ;

[16] De plus, les parties ont produit une abondante jurisprudence démontrant le bien-fondé des sanctions suggérées ;

#### **IV. Analyse et décision**

[17] La jurisprudence établit qu'en présence d'une recommandation commune formulée par deux avocats d'expérience que le Comité est presque dans l'obligation de l'accepter sauf si celle-ci est contraire à l'intérêt public<sup>1</sup> ;

[18] De l'avis du Comité, les sanctions suggérées par les parties reflètent adéquatement les facteurs propres au dossier de l'intimé, soit :

- L'enregistrement d'un plaidoyer de culpabilité à la première occasion ;
- L'absence d'antécédents disciplinaires ;
- La volonté de s'amender ;
- Ses regrets et son repentir ;
- Sa bonne collaboration à l'enquête du syndic et au processus disciplinaire ;

---

<sup>1</sup> *R. c. Anthony-Cook*, 2016 CSC 43;

2015-11-04(C)

PAGE: 4

[19] De plus, les sanctions sont conformes à la jurisprudence en semblable matière<sup>2</sup> ;

[20] Pour l'ensemble de ces motifs, la recommandation commune formulée par les parties sera entérinée par le Comité.

**PAR CES MOTIFS, LE COMITÉ DE DISCIPLINE :**

**AUTORISE** le dépôt d'une plainte amendée ;

**PREND** acte du plaidoyer de culpabilité de l'intimé sur les chefs 1 et 3 de la plainte amendée ;

**DÉCLARE** l'intimé coupable des chefs 1 et 3 de la plainte amendée et plus particulièrement comme suit :

**Chef 1 :** pour avoir contrevenu à l'article 37(1) du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommages* (RLRQ, c. D-2, r.5)

**Chef 3 :** pour avoir contrevenu à l'article 21 du *Règlement sur le cabinet, le représentant autonome et la société autonome* (RLRQ, c. D-9.2, r.2)

**CONDAMNE** l'intimé au paiement de 80 % des déboursés

---

Me Patrick de Niverville, avocat  
Président

---

M. Brian Brochet, C.d'A.Ass., PAA, CRM,  
courtier en assurance de dommages  
Membre

---

M. Carl Hamel, C.d'A.Ass., courtier en  
assurance de dommages Membre

---

<sup>2</sup> *CHAD c. Vaval*, 2016 CanLII 66957 (QC CDCHAD);  
*CHAD c. Latreille*, 2016 CanLII 4233 (QC CDCHAD);  
*CHAD c. Goulet*, 2012 CanLII 86181 (QC CDCHAD);  
*CHAD c. Rimock*, 2010 CanLII 9222 (QC CDCHAD);



2015-11-04(C)

PAGE: 5

Me Claude G. Leduc (personnellement)  
Partie plaignante

Me Sonia Paradis  
Procureure de la partie intimée

Date d'audience : 28 février 2017

### 3.7.3.3 OCRCVM

## Re Desautels

### AFFAIRE INTÉRESSANT :

**Les Règles des courtiers membres de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières**

et

**Daniel Desautels**

2017 OCRCVM 21

Formation d'instruction  
de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières  
(section du Québec)

Audience tenue 14 octobre 2016, à Montréal, (Québec)

Décision rendue 14 octobre 2016

Décision publiée le 10 avril 2017 à Montréal, (Québec)

### Formation d'instruction :

Me Alain Gélinas, président, M. Jean Morin et M. Yves Julien

### Comparutions :

Me Fanie Dubuc, avocate de la mise en application

Me Éric Azran, pour Daniel Desautels

Daniel Desautels

---

## DÉCISION

---

### INTRODUCTION

1 La formation d'instruction (ou la formation) a été constituée en vue de tenir une audience concernant une entente de règlement. Le 8 septembre 2016, l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM) et l'intimé signait une entente de règlement concernant des faits pour lesquels une formation d'instruction, nommée en vertu de la partie C de l'addenda C.1 à la Règle transitoire numéro 1 de l'OCRCVM pourrait imposer à l'intimé des sanctions disciplinaires. L'audience de règlement a été tenue le 14 octobre 2016. À l'audience de règlement, on a déposé une entente de règlement signée par l'intimé (ci-après l'entente de règlement).

2 Aux termes de l'audience, après avoir entendu les représentations de l'avocate de l'OCRCVM et de l'avocat de l'intimé et après avoir examiné les documents et les modalités de l'entente de règlement, la formation l'a acceptée.

3 On trouvera ci-dessous les motifs pour lesquels la formation d'instruction a accepté l'entente de règlement.

### L'ENTENTE DE RÈGLEMENT

4 L'entente de règlement est reproduite en annexe à la présente décision. Elle contient une déclaration par laquelle l'intimé reconnaît les contraventions suivantes aux Règles, Lignes directrices, Règlements ou Politiques des courtiers membres de l'OCRCVM. L'intimé reconnaît avoir commis les contraventions

suivantes:

- a) Entre le 27 janvier 2009 et le 22 mars 2011, alors qu'il était inscrit à titre de représentant auprès du courtier Industrielle Alliance Valeurs mobilières inc., l'intimé n'a pas fait preuve de la diligence requise pour connaître tous les faits essentiels relatifs à l'une de ses clientes et à tous les ordres et comptes acceptés, ceci en contravention de l'article 1 de la Règle 1300 (a) des courtiers membres de l'OCRCVM;
- b) Entre le 27 janvier 2009 et le 22 mars 2011, alors qu'il était inscrit à titre de représentant auprès du courtier Industrielle Alliance Valeurs mobilières inc., l'intimé a effectué des opérations dans les comptes d'une de ses clientes sur le fondement d'instructions reçues d'une personne qui n'était pas autorisée à en donner et, de ce fait, n'a pas observé des normes élevées d'éthique et de conduite professionnelle et a eu une conduite ou une pratique inconvenante ou préjudiciable aux intérêts du public en contravention de l'article 1 de la Règle 29 des courtiers membres de l'OCRCVM; et
- c) Entre le 27 janvier 2009 et le 22 mars 2011, alors qu'il était inscrit à titre de représentant auprès du courtier Industrielle Alliance Valeurs mobilières inc., l'intimé a effectué un transfert de fonds à partir des comptes d'une de ses clientes vers un compte d'une autre institution financière sur le fondement d'instructions reçues d'une personne qui n'était pas autorisée à en donner et, de ce fait, n'a pas observé des normes élevées d'éthique et de conduite professionnelle et a eu une conduite ou une pratique inconvenante ou préjudiciable aux intérêts du public en contravention de l'article 1 de la Règle 29 des courtiers membres de l'OCRCVM.

5 Le personnel et l'intimé acceptent les modalités de règlement suivantes :

- Une amende de 20 000 \$;
- La remise des commissions gagnées en lien avec les contraventions reprochées d'une somme de 2 084 \$;
- L'obligation de réussir l'examen du cours relatif au Manuel sur les normes de conduite dans les douze (12) mois suivant l'acceptation de cette entente par la formation d'instruction;
- L'intimé accepte de payer à l'OCRCVM une somme de 5 000 \$ au titre de frais.
- L'intimé accepte de payer par chèque à l'OCRCVM une somme de 13 542 \$ équivalant à 50 % du montant de l'amende globale (amende, remise des commissions et frais) à la date d'acceptation par la formation d'instruction de l'entente de règlement.

6 Dans un premier temps, on reproche à l'intimé de ne pas avoir fait preuve de diligence afin de connaître tous les faits essentiels relatifs à sa cliente et à tous les ordres et comptes acceptés. Un tel geste va à l'encontre de l'article 1 de la Règle 1300 (a) des courtiers membres de l'OCRCVM. On reproche également à l'intimé de ne pas avoir observé des normes élevées d'éthique et de conduite professionnelle et d'avoir eu une pratique inconvenante ou préjudiciable aux intérêts du public, en effectuant des opérations dans les comptes de sa cliente sur les instructions d'une personne qui n'était pas autorisée à en donner et en transférant des fonds des comptes de sa cliente vers d'autres institutions financières. Ces deux dernières contraventions vont à l'encontre de l'article 1 de la Règle 29 des courtiers membres de l'OCRCVM.

7 En vertu de l'article 36 de la Règle 20, la formation a le pouvoir d'accepter ou de rejeter l'entente de règlement. Elle doit faire preuve de retenue dans le cadre d'une audience de règlement. Il est utile de rappeler les principes suivants formulés dans l'affaire Re: Milewski<sup>1</sup>:

[TRADUCTION] Le conseil de section qui considère une entente de règlement n'aura pas

<sup>1</sup> [1999] I.D.A.C. No. 17.

tendance à modifier une sanction dont il juge qu'elle se situe dans une fourchette raisonnable, compte tenu de la procédure de règlement et du fait que les parties se sont entendues. Il ne rejettera pas une entente à moins qu'il estime qu'une sanction se situe clairement à l'extérieur d'une fourchette raisonnable d'adéquation.

8 Dans le dossier *Re Hayes*<sup>2</sup>, on reprend la position de l'honorable juge Winkler dans la cause *Gilbert c. CIBC*<sup>3</sup> afin d'expliquer les aléas du processus de négociation et les compromis qui doivent être faits dans le cadre d'un règlement.

9 L'affaire *Re BMO Nesbitt Burns* résume ainsi le rôle de la formation lors d'une audience de règlement :

« 8 It is clear from jurisprudence emanating from the courts and from Hearing Panels of IIROC, Investment Dealers Association and the Mutual Fund Dealers Association, that our task is not to decide whether, in this case, we would have arrived at the same decision as that reached by the parties. Rather, our duty is to determine whether the penalty is a reasonable one and that it meets the objectives of the disciplinary process which are to maintain the integrity of the investment industry. We cite from the recent decision of the Hearing Panel in *Re CIBC World Markets Inc.*, [2011] IIROC No. 38: *Re BMO Nesbitt Burns* 2012 IIROC 21 Page 3 of 8 13 Finally, hearing panels will not lightly interfere with a negotiated settlement. As was said in *Re Milewski*, [1999] IDACD No. 17, ... a District Council considering a settlement agreement will tend not to alter a penalty that it considers to be within a reasonable range, taking into account the settlement process and the fact that the parties have agreed. It will not reject a settlement unless it views the penalty as clearly falling outside a reasonable range of appropriateness. 14 Or, as put by Winkler J. (albeit in another context) in *Gilbert v. CIBC*, [2004] O.J. 4260: There is a presumption of fairness when a proposed class settlement negotiated at arms length ... is presented to the court for approval. A court will only reject a proposed settlement when it finds that the settlement does not fall within a range of reasonableness. The test to be applied is whether the settlement is fair and reasonable ... This allows for a range of possible results and there is no perfect settlement. Settlement is a product of compromise, which by definition, necessitates give and take. 15 In our view, the settlement, negotiated as it was by the parties assisted by capable counsel, does not clearly fall "outside a range of appropriateness" and it should therefore be, and was, accepted by the panel<sup>4</sup>

10 La formation note également, dans un autre contexte, cette retenue des tribunaux lors de recommandations conjointes. Ainsi dans une telle situation et tel que récemment statué par la Cour suprême du Canada, un tribunal ne peut mettre de côté une telle recommandation à moins qu'il soit d'opinion que la sanction suggérée soit susceptible de déconsidérer l'administration de la justice ou qu'elle soit par ailleurs contraire à l'intérêt public<sup>5</sup>. Voici un passage important de la décision *Anthony-Cook* :

[31] Après avoir examiné les diverses possibilités, je crois que le critère de l'intérêt public, tel qu'il est développé dans les présents motifs, est celui qui s'impose. Il est plus rigoureux que les autres critères proposés et il reflète le mieux les nombreux avantages que les recommandations conjointes apportent au système de justice pénale ainsi que le besoin correspondant d'un degré de certitude élevé que ces recommandations seront acceptées. De plus, il diffère des critères de « justesse » employés par les juges du procès et les cours d'appel dans les audiences classiques en matière de détermination de la peine et, en ce sens, il aide les juges du procès à se concentrer sur les considérations particulières qui

<sup>2</sup> 2014 OCRCVM 31.

<sup>3</sup> 2004 O.J. 4260.

<sup>4</sup> 2012 IIROC 21.

<sup>5</sup> *R. c. Anthony-Cook*, 2016 CanLII 43 (CSC), par. 25 et suivants.

s'appliquent lors de l'appréciation du caractère acceptable d'une recommandation conjointe.

11 À l'unanimité, nous sommes d'avis que les sanctions recommandées par les parties se situent dans une fourchette raisonnable, répondent aux préoccupations d'intérêt public de l'OCRCVM et appuient les objectifs de dissuasion générale et de dissuasion spécifique visés par les sanctions. Le comité est d'opinion que la recommandation commune qui lui est faite est raisonnable.

## ANALYSE

12 La formation a analysé les faits mentionnés dans l'entente de règlement. De plus, elle a pris en considération les représentations de l'avocate de l'OCRCVM et de l'avocat de l'intimé.

13 Bien que nous ne sommes pas liés par les Lignes directrices sur les sanctions disciplinaires des courtiers membres de l'OCRCVM<sup>6</sup>, nous les avons analysées. À cet égard, les Principes généraux exposés dans les Lignes directrices peuvent servir de guide à notre formation afin de s'assurer que les sanctions proposées atteignent les objectifs poursuivis.

14 Il est utile de rappeler que les procédures disciplinaires de l'OCRCVM ont pour but principal de maintenir des normes élevées de conduite dans le secteur des valeurs mobilières et de protéger l'intégrité du marché.

15 La détermination des sanctions appropriées est cependant laissée à la discrétion de la formation. La sanction appropriée dépendra des faits et circonstances propres à chacun des dossiers. Il est utile de mentionner que la trame factuelle impliquait l'époux de la cliente et que le règlement évite de longs débats.

16 Il a été maintes fois répété le principe à l'effet que les sanctions disciplinaires sont de nature préventive et ont pour but de protéger le public investisseur et de renforcer l'intégrité du marché et les pratiques professionnelles générales. L'entente de règlement répond à ces objectifs.

17 Les sanctions peuvent avoir un aspect dissuasif de manière spécifique à l'encontre d'un intimé mais également de manière plus générale afin de dissuader les autres d'adopter une conduite fautive similaire. La recommandation proposée impose une sanction dissuasive à la fois spécifique et générale.

18 Les antécédents disciplinaires d'un intimé constituent un facteur aggravant et pourraient justifier l'imposition des sanctions plus sévères. L'intimé n'a pas d'antécédent disciplinaire.

19 Par ailleurs, dans le cas de contraventions multiples, la formation doit normalement prendre une approche globale afin d'éviter des sanctions cumulatives excessives. La sanction proposée tient compte des trois contraventions.

20 Il est essentiel pour un encadrement efficace du secteur financier que l'auteur d'une contravention ne puisse tirer profit de sa conduite fautive. Le présent règlement comprend une amende, la remise des commissions et le paiement de frais. On constate le fait que l'intimé accepte de payer l'équivalent de 50 % de l'amende globale à la date d'acceptation par la formation d'inscription.

21 Il faut envisager la suspension dans les cas suivants : 1) il y a eu une ou plusieurs contraventions graves; 2) il y a eu un schéma de conduite fautive; 3) l'intimé a des antécédents disciplinaires; 4) les contraventions supposent une conduite fautive frauduleuse, délibérée et/ou téméraire; et 5) la conduite fautive en cause a causé un certain préjudice aux investisseurs ou une certaine atteinte à l'intégrité du marché ou au secteur des valeurs mobilières dans son ensemble. Les faits du présent dossier ne justifient pas la suspension.

22 Finalement, les sanctions disciplinaires doivent prévenir la répétition de la conduite fautive. Dans le présent dossier l'intimé devra réussir l'examen du cours relatif au Manuel sur les normes de conduite.

## CONCLUSION

<sup>6</sup> 2 février 2015.

23 Après avoir entendu les représentations de l'avocate de l'OCRCVM et de l'avocat de l'intimé, après avoir analysé la jurisprudence déposée à l'audience et après avoir analysé les Lignes directrices sur les sanctions disciplinaires de l'OCRCVM, la formation d'instruction est d'avis que l'entente de règlement déposée est conforme aux objectifs et aux considérations exposés dans les Lignes directrices.

24 Les sanctions répondent aux préoccupations d'intérêt public qu'il faut prendre en compte pour la détermination des sanctions.

25 Les sanctions recommandées ont un effet dissuasif général et spécifique

26 Pour ces motifs, l'entente de règlement a été acceptée le jour de l'audition.

Fait à Montréal, (Québec), le 10 avril 2017

Alain Gélinas

Jean Morin

Yves Julien

**ORGANISME CANADIEN DE RÉGLEMENTATION  
DU COMMERCE DES VALEURS MOBILIÈRES**

**AFFAIRE INTÉRESSANT :**

**LES RÈGLES DE L'ORGANISME CANADIEN DE RÉGLEMENTATION DU COMMERCE DES  
VALEURS MOBILIÈRES (OCRCVM)**

**ET**

**DANIEL DESAUTELS**

**ENTENTE DE RÈGLEMENT**

**I. INTRODUCTION**

1. Le personnel de la Mise en application de l'OCRCVM et l'intimé, Daniel Desautels, consentent au règlement de l'affaire par la voie de la présente entente (l'entente de règlement).
2. Le Service de la mise en application de l'OCRCVM a mené une enquête (l'enquête) sur la conduite de Daniel Desautels.
3. L'enquête a révélé des faits pour lesquels une formation d'instruction nommée en vertu de la partie C de l'addenda C.1 à la Règle transitoire n° 1 de l'OCRCVM (la formation d'instruction) pourrait imposer à l'intimé des sanctions disciplinaires.

**II. RECOMMANDATION CONJOINTE DE RÈGLEMENT**

4. Le personnel et l'intimé recommandent conjointement que la formation d'instruction accepte l'entente de règlement.
5. L'intimé reconnaît les contraventions suivantes aux Règles, Lignes directrices, Règlements ou Politiques des courtiers membres de l'OCRCVM :
  - a) Entre le 27 janvier 2009 et le 22 mars 2011, alors qu'il était inscrit à titre de représentant auprès du courtier Industrielle Alliance Valeurs mobilières inc., l'intimé n'a pas fait preuve de la diligence requise pour connaître tous les faits essentiels relatifs à l'une de ses clientes et à tous les ordres et comptes acceptés, ceci en contravention de l'article 1 de la Règle 1300 (a) des courtiers membres de l'OCRCVM;

- b) Entre le 27 janvier 2009 et le 22 mars 2011, alors qu'il était inscrit à titre de représentant auprès du courtier Industrielle Alliance Valeurs mobilières inc., l'intimé a effectué des opérations dans les comptes d'une de ses clientes sur le fondement d'instructions reçues d'une personne qui n'était pas autorisée à en donner et, de ce fait, n'a pas observé des normes élevées d'éthique et de conduite professionnelle et a eu une conduite ou une pratique inconvenante ou préjudiciable aux intérêts du public en contravention de l'article 1 de la Règle 29 des courtiers membres de l'OCRCVM; et
  - c) Entre le 27 janvier 2009 et le 22 mars 2011, alors qu'il était inscrit à titre de représentant auprès du courtier Industrielle Alliance Valeurs mobilière inc., l'intimé a effectué un transfert de fonds à partir des comptes d'une de ses clientes vers un compte d'une autre institution financière sur le fondement d'instructions reçues d'une personne qui n'était pas autorisée à en donner et, de ce fait, n'a pas observé des normes élevées d'éthique et de conduite professionnelle et a eu une conduite ou une pratique inconvenante ou préjudiciable aux intérêts du public en contravention de l'article 1 de la Règle 29 des courtiers membres de l'OCRCVM.
6. Le personnel et l'intimé acceptent les modalités de règlement suivantes :
- a) Une amende de 20 000 \$;
  - b) La remise des commissions gagnées en lien avec les contraventions reprochées d'une somme de 2 084 \$; et
  - c) De réussir l'examen du cours relatif au Manuel sur les normes de conduite dans les douze (12) mois suivant l'acceptation de cette entente par la formation d'instruction;
7. L'intimé accepte de payer à l'OCRCVM une somme de 5 000 \$ au titre des frais.
8. L'intimé accepte de payer par chèque à l'OCRCVM une somme de 13 542 \$ équivalant à 50 % du montant de l'amende globale (amende, remise des commissions et frais) à la date d'acceptation par la formation d'instruction de l'entente de règlement.

### III. EXPOSÉ DES FAITS

#### (i) Reconnaissance des faits

9. Le personnel et l'intimé conviennent des faits exposés dans la présente section et reconnaissent que les conditions du règlement contenues dans la présente entente de règlement sont basées sur ces faits précis.

#### (ii) Contexte factuel

#### EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE DE L'INTIMÉ

10. L'intimé est inscrit à titre de représentant auprès de l'OCRCVM, ainsi que son prédécesseur, l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières (ACCOVAM), depuis le mois d'avril 1998;
11. L'intimé est à l'emploi d'Industrielle Alliance Valeurs mobilières inc. (IAVM) depuis septembre 2002, et ce, jusqu'à ce jour.

#### DÉFAUT DE BIEN CONNAÎTRE SON CLIENT

12. Le ou vers le 27 janvier 2009, l'intimé a ouvert un compte CAD au nom de la cliente J.P.;
13. Le formulaire de demande d'ouverture de compte utilisé pour le compte CAD a été signé par la cliente J.P. en date du 27 janvier 2009;
14. Le ou vers le 12 février 2009, l'intimé a ouvert un compte CELI au nom de la cliente J.P.;
15. Le formulaire de demande d'ouverture de compte utilisé pour le compte CELI a été signé par la cliente J.P. en date du 12 février 2009;
16. Le ou vers le 17 mars 2011, l'intimé a ouvert un compte US au nom de la cliente J.P.;



17. L'intimé a déclaré au personnel de l'OCRCVM qu'il a procédé à l'ouverture des comptes CAD, CELI et US à la demande du conjoint de la cliente, A.M., qui ne détenait aucune procuration pour ces comptes;
18. L'intimé a déclaré au personnel de l'OCRCVM qu'il connaissait A.M. depuis novembre 2000 et que ce dernier était un client avec qui il avait instauré un lien de confiance et entretenait une bonne relation d'affaires;
19. L'intimé a déclaré au personnel de l'OCRCVM qu'il n'avait pas rencontré en personne la cliente J.P. au moment de procéder à l'ouverture des comptes CAD, CELI et US;
20. L'intimé a déclaré au personnel de l'OCRCVM que lors de l'ouverture des comptes CAD et CELI, il n'a pas communiqué avec la cliente J.P. ou demandé à la rencontrer en personne pour valider avec elle sa compréhension du contenu des formulaires de demandes d'ouverture de compte et discuter de ses objectifs de placement;
21. Dans le formulaire de demande d'ouverture de compte du compte CAD, il a été inscrit par l'intimé qu'une rencontre avec la cliente J.P. avait eu lieu;
22. L'intimé a déclaré au personnel de l'OCRCVM qu'il avait, préalablement à l'ouverture du compte CAD et du compte CELI, brièvement rencontré et de manière informelle la cliente J.P. à deux (2) reprises lors d'activités sociales;
23. L'intimé a déclaré au personnel de l'OCRCVM que lors de l'ouverture du compte CAD, il a procédé à l'identification de la cliente J.P. en se basant sur une pièce d'identité fournie par A.M.;
24. L'intimé a déclaré au personnel de l'OCRCVM que le compte CAD avait été ouvert suivant les instructions de A.M. et que les informations inscrites dans le formulaire de demande d'ouverture de compte (connaissances en placement, les objectifs de placement et la tolérance au risque) étaient celles correspondant au profil de ce dernier et non celui de la cliente J.P.;
25. Dans le formulaire de demande d'ouverture de compte du compte CAD, il y a été inscrit par l'intimé que la cliente J.P. possédait de bonnes connaissances en placement, qu'elle optait pour une stratégie visant la croissance, que le niveau de risque accepté était élevé, qu'aucune délégation à un tiers du pouvoir de gestion du compte n'avait été faite et qu'aucune personne autre que la titulaire du compte n'avait des pouvoirs ou intérêts financiers y étant reliés;
26. L'intimé a déclaré au personnel de l'OCRCVM que durant la période du 27 janvier 2009 au 22 mars 2011, il n'a jamais pris contact avec la cliente J.P. pour discuter de ses objectifs de placement ou effectuer une mise à jour de son profil client.

#### **OPÉRATIONS EFFECTUÉES SUR LE FONDEMENT D'INSTRUCTIONS REÇUES D'UNE PERSONNE NON AUTORISÉE**

27. Entre le 27 janvier 2009 et le 22 mars 2011, il n'y a eu aucune procuration au dossier d'IAVM de la cliente J.P., permettant à A.M. de donner des instructions à l'intimé pour effectuer des opérations dans les comptes CAD, CELI et US de celle-ci;
28. L'intimé a déclaré au personnel de l'OCRCVM avoir remis à A.M. un formulaire de procuration destiné à la cliente J.P. et qui n'a jamais été signé;
29. L'intimé a déclaré au personnel de l'OCRCVM que pour la période du 27 janvier 2009 au 22 mars 2011, il a reçu les instructions de A.M. et non de la cliente J.P. pour effectuer les opérations dans les comptes CAD et CELI de celle-ci;
30. Entre le 27 janvier 2009 et le 22 mars 2011, l'intimé a effectué seize (16) opérations de type achats et ventes d'actions dans les comptes CAD et CELI de la cliente J.P., tel que décrites à l'annexe A;
31. Les seize (16) opérations ont généré une commission d'une valeur approximative de 2 100 \$.

#### **TRANSFERTS DE FONDS EFFECTUÉS SUR LE FONDEMENT D'INSTRUCTIONS REÇUES D'UNE PERSONNE NON AUTORISÉE**

32. Entre le 27 janvier 2009 et le 22 mars 2011, il n'y a eu aucune procuration au dossier d'IAVM de la cliente J.P., permettant à A.M. de donner des instructions à l'intimé pour effectuer des transferts de fonds des comptes CAD, CELI et US de celle-ci vers des comptes d'autres institutions financières;
33. L'intimé a déclaré au personnel de l'OCRCVM avoir remis à A.M. un formulaire de procuration destiné à la cliente J.P. et qui n'a jamais été signé;
34. L'intimé a déclaré au personnel de l'OCRCVM que pour la période du 27 janvier 2009 au 22 mars 2011, il a reçu les instructions de A.M., et non de la cliente J.P., pour effectuer des transferts de fonds des comptes CAD, CELI et US de celle-ci;
35. Entre le 27 janvier 2009 et le 22 mars 2011, l'intimé a effectué un transfert de fonds dans les comptes CAD, CELI et US de la cliente J.P., vers un compte détenu conjointement par celle-ci et A.M., dans une autre institution financière;
36. L'intimé a déclaré au personnel de l'OCRCVM qu'au début du mois de mars 2011, A.M. l'a contacté pour lui demander de liquider ses comptes personnels et les comptes CAD et CELI de la cliente J.P., et ce, pour financer l'achat d'une propriété aux États-Unis;
37. Le ou vers le 17 mars 2011, l'intimé a ouvert un compte US au nom de la cliente J.P.;
38. L'intimé a déclaré au personnel de l'OCRCVM qu'il a procédé à l'ouverture du compte US en utilisant une copie de passeport appartenant à la cliente J.P. et fournie par A.M.;
39. Le ou vers le 22 mars 2011, l'intimé a converti la totalité du montant des comptes CAD et CELI de la cliente J.P. en dollars américains;
40. Le ou vers le 22 mars 2011, l'intimé a effectué un transfert de la totalité des fonds des comptes CAD et CELI vers le compte US;
41. Le ou vers le 22 mars 2011, l'intimé a transféré la totalité des fonds déposés dans le compte US, soit un montant de 70 298,12 \$ en dollars américains, vers un compte détenu conjointement par la cliente J.P. et A.M., dans une autre institution financière, tel que décrit à l'annexe A;
42. L'intimé a déclaré au personnel de l'OCRCVM que durant la période du 27 janvier 2009 au 22 mars 2011, il n'a jamais contacté la cliente J.P. pour obtenir son consentement avant d'effectuer des transferts de fonds dans les comptes CAD, CELI et US.

#### **IV. MODALITÉS DE RÈGLEMENT**

43. Le présent règlement est convenu conformément aux articles 35 à 40, inclusivement, de la Règle 20 des courtiers membres de l'OCRCVM et à la Règle 15 des Règles de procédure des courtiers membres.
44. L'entente de règlement est conditionnelle à son acceptation par la formation d'instruction.
45. L'entente de règlement prendra effet et deviendra obligatoire pour l'intimé et le personnel à la date de son acceptation par la formation d'instruction.
46. L'entente de règlement sera présentée à la formation d'instruction à une audience (l'audience de règlement) en vue de son approbation. Au terme de l'audience de règlement, la formation d'instruction pourra accepter ou rejeter l'entente de règlement.
47. Si la formation d'instruction accepte l'entente de règlement, l'intimé renonce au droit qu'il peut avoir, en vertu des règles de l'OCRCVM et de toute loi applicable, à une audience disciplinaire, à une révision ou à un appel.
48. Si la formation d'instruction rejette l'entente de règlement, le personnel et l'intimé peuvent conclure une autre entente de règlement; ou le personnel peut demander la tenue d'une audience disciplinaire portant sur les faits révélés dans l'enquête.
49. L'entente de règlement sera mise à la disposition du public lorsqu'elle aura été acceptée par la formation

d'instruction.

50. Le personnel et l'intimé conviennent, si la formation d'instruction accepte l'entente de règlement, qu'ils ne feront pas personnellement et que personne ne fera non plus en leur nom de déclaration publique incompatible avec l'entente de règlement.
51. Sauf indication contraire, les amendes et les frais imposés à l'intimé sont payables immédiatement, à la date de prise d'effet de l'entente de règlement.
52. Sauf indication contraire, les suspensions, les interdictions, les expulsions, les restrictions et les autres modalités de l'entente de règlement commencent à la date de prise d'effet de l'entente de règlement.

ACCEPTÉE par l'intimé à \_\_\_\_\_, (Québec), le 8 septembre 2016.

\_\_\_\_\_

(s) Daniel Desautels

**TÉMOIN**

**DANIEL DESAUTELS**

**INTIMÉ**

ACCEPTÉE par le personnel à Montréal, (Québec), le 9 septembre 2016.

(s) Émilienne Robichaud

(s) Fanie Dubuc

**TÉMOIN**

**FANIE DUBUC**

Avocate de la mise en application, au nom du  
personnel de l'OCRCVM

*Tous droits réservés © 2017 Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières.*

#### 3.7.3.4 Bourse de Montréal Inc.

Aucune information.

### 3.8 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.